

Désengagement français en Afrique

L'intendance ne suit pas dans la coopération franco-africaine exaltée par les gouvernements. Trois mois après le sommet qui a réuni, comme chaque année, un grand nombre de présidents autour de M. Mitterrand pour la traditionnelle « fête de famille » entre l'ex-président toulousain et ses anciennes colonies, un rapport du Conseil national du patronat français, rédigé par M. Jean-Pierre Prouteau, ancien secrétaire d'Etat de M. Barre, souligne quelques réalités insuffisamment prises en compte dans les discours politiques.

Les échanges commerciaux franco-africains connaissent une dégradation constante : entre 1985 et 1987, les exportations françaises ont baissé de 27 % et les importations de 44 %. Les crédits à l'exportation et les investissements de la France sont inférieurs aux sommes remboursées par ses partenaires au titre de la dette. Evalué à une centaine d'entreprises, disposant de plus d'un million de salariés locales et employant dix mille cadres expatriés, le réseau privé installé au sud du Sahara est de plus en plus tenté par le départ. Il aurait déjà repatrié un quart de ses actifs.

Ce désengagement s'explique en partie par la situation économique d'un continent menacé par la marginalisation. La crise de l'endettement a pris une ampleur inédite. Sans les réajustements, les pays africains seraient en faillite. En 1988, de consacrer 47 % de leurs recettes d'exportations au simple remboursement de leurs emprunts. Dans une Afrique confrontée à une forte croissance démographique et à la chute des cours des matières premières qui assurent l'essentiel de ses gains en devises, le revenu par habitant est inférieur à son niveau du début de la décennie.

Les programmes d'ajustement structurel imposés à la demande du FMI et de la Banque mondiale ont des conséquences sociales qui menacent la stabilité de nombreux régimes, même les mieux armés. En l'absence de vrais débats démocratiques, pour imposer les sacrifices nécessaires. A contre-courant des idées dominantes dans les milieux économiques, la Banque mondiale vient de publier un rapport faisant état d'un « début d'amélioration » et de « signes encourageants », notamment en matière de production agricole.

Il y a sans doute une part de légitime « pro domo » dans ces conclusions d'une institution souvent critiquée pour la violence des remèdes qu'elle a imposés au continent malade. Mais ce document donne des arguments à ceux qui estiment que les Français mènent une politique à courte vue en laissant l'Afrique à elle-même. A moins de faire passer d'un régime fondamental, on ne peut exclure que celle-ci connaisse à son tour une période de développement analogue à celle de l'Afrique du Sud-Est. La dernière grande réserve de développement du monde, note le CNPF, soucieux de préserver les positions françaises.

Alors que les Japonais commencent à s'intéresser, de façon sélective, au continent noir, il est malade de se mettre en situation de devoir reconquérir, le siècle prochain, un marché jadis considéré comme une « chasse gardée ». La tendance actuelle chez les hommes politiques est de faire assumer par l'Europe une part croissante de l'aide à l'Afrique, devenue trop pesante pour un seul pays. A aller trop loin sur cette voie ne risque-t-on pas de porter un coup sérieux à une francophonie perdue pour toujours ?

M 0147 - 03180 - 4,50 F



379147004500 03180

Paris rappelle son ambassadeur en consultation

Les pressions internationales s'accroissent sur la Roumanie

Les pressions internationales sur le régime du président roumain Nicolae Ceausescu s'accroissent. Le gouvernement français a, jeudi 16 mars, rappelé en consultation son ambassadeur et le Quai d'Orsay a publié un communiqué sévère pour Bucarest.

D'autre part, la Commission de Bruxelles a décidé de surseoir jusqu'à nouvel ordre à la reprise des négociations avec la Roumanie sur un accord de coopération.



Lire nos informations page 32

La campagne pour le scrutin présidentiel au Panama

Les marionnettes du général Noriega

A moins de deux mois de l'élection présidentielle du 7 mai, la campagne bat son plein au Panama, où le général Manuel Antonio Noriega apparaît toujours comme le maître du jeu politique.

PANAMA
de notre envoyé spécial

Etrange pays. Le « décor » est déjà unique : un isthme en guise de territoire - avec un canal comme symbole - où vivent deux millions d'habitants, plus de quinze mille soldats américains et où campent une centaine de banques. Les multiples pressions politiques et économiques exercées par Washington depuis plus d'un an devraient, pense-t-on, avoir modifié la physionomie politique et économique de la capitale. En fait rien, ou presque, ne semble avoir changé.

En juin 1987, les Etats-Unis « découvraient » que leur protégé et allié de la place, le général Manuel Antonio Noriega, était un trafiquant de drogue, un corrompu, un dictateur, bref un homme peu recommandable, devenu de surcroît bien encombrant, et exigeant son départ. Car le commandant en chef des forces armées de Panama, qualifié d'« homme fort », était, de fait, le seul vrai dirigeant

du pays. Il l'est toujours. « Noriega est là et Reagan est parti », lit-on sur de nombreux murs de la capitale.

A moins de deux mois des élections générales du 7 mai, le général a certes renoncé - tout comme l'actuel président Manuel Solis Palma - à se présenter à la magistrature suprême. Mais pas à jouer un rôle. Les « tickets présidentiels » - un candidat à la présidence, un premier et un second vice-présidents - ont été désignés. La main du général apparaît dans le « ticket » du pouvoir sortant : le candidat à la magistrature suprême n'est autre que l'homme de confiance du général Noriega, Carlos Duque en effet en charge depuis longtemps de ses affaires et de celle d'une bonne partie de l'armée qui, Panama oblige, mêle à la pratique des armes celle des affaires. A ses côtés prennent place Ramon Siero, beau-frère de Manuel Antonio Noriega, et Aquilino Boyd, un diplomate de carrière. Une trinité entièrement dévouée au commandant en chef des forces armées.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.
(Lire la suite page 4.)

Lire également page 4 :

La guérilla tente de paralyser le processus électoral au Salvador

Carrières des enseignants : un succès pour M. Jospin

L'accord avec les universitaires peut débloquent les autres négociations

Le gouvernement a conclu, jeudi 16 mars, les négociations avec les syndicats sur la revalorisation des carrières des universitaires. Une amélioration sensible des débuts de carrière et un système de primes pour des activités spécifiques (administration, enseignement, recherche) sont prévus. Cet accord est un succès pour M. Jospin qui continue à se heurter à l'opposition des syndicats de l'enseignement primaire et secondaire.

Gerbes de fleurs sur la table, huissier rutilant en jaquette, responsables syndicaux guindés comme pour une distribution des prix, apartés de dernière minute, et un ministre d'Etat manifestement ravi : l'ambiance se voulait historique, le 16 mars dans la grande salle du ministère de l'éducation nationale, lorsque M. Yannick Simbron, secrétaire général de la Fédération nationale de l'éducation nationale (FEN), signe, le premier, le document, avant de le transmettre à M. Nicole Fiori-Duharcourt, secrétaire générale du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup), puis à M. Jean-Michel Boullier, secrétaire général du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT), à M. Jean-Jacques Bienvenu, représentant la Fédération nationale des syndicats autonomes, et enfin, côté gouverne-

GÉRARD COURTOIS.
(Lire la suite page 12.)

Les conservateurs marquent un point en URSS

Le comité central a entamé une procédure contre M. Eltsine
PAGE 3

Ouverture à Madagascar

Le régime en voie de démocratisation
PAGE 6

Hausse des prix

0,3 % en février
PAGE 29

Les grèves en Corse

M. Rocard recevra lundi les parlementaires de l'île
PAGE 10

Le sommaire complet se trouve en page 32

De l'incompréhension à la suspicion

Le dévoiement du procès Jobic

Alors que M. Olivier Foll, contrôleur général de la police nationale, témoin au procès de Nanterre, annonce un dépôt de plainte en diffamation contre le juge Hayat, M. Simone Rozès, premier président honoraire de la Cour de cassation, invitée à TF1 jeudi 16 mars, considère que l'affaire Jobic « ne va pas mettre en danger les relations entre la police et la justice » en faisant valoir qu'elles ont « toujours été un peu conflictuelles ». A Nanterre, les débats ont repris leur cours depuis le vendredi 17 mars.

Un procès peut en cacher un autre ! A sa dixième journée d'audience, le procès de l'affaire Jobic a imposé pour se réduire à un affrontement entre la hiérarchie de la police judiciaire et un juge d'instruction, M. Jean-Michel Hayat, comme si c'était là un passage obligé...

A la réflexion, trop de passions et de haines se sont combinées depuis trop longtemps dans ce dossier pour qu'il puisse en être autrement. Et trop de tensions et d'incompréhensions séparent, désormais, deux corps de l'Etat dont la logique voudrait qu'ils s'épanouissent et non qu'ils s'opposent.

LAURENT GRELSAMER.

(Lire la suite page 13.)

Les élections municipales à Paris

XI^e : une bataille civilisée
XIII^e : l'énarque et le polytechnicien
XX^e : M. Le Pen en sous-sol

En province
Ces écolos bretons qui dérangent
Pages 8 à 10

Le Monde

SANS VISA

Dictionnaire vénitien

Promenade, mot à mot, dans la Cité des doges

■ Escapes ■ Gastronomie

■ Jeux

Pages 15 à 18



JEAN LACOUTURE

Champollion

Une vie de lumières

"Ce Champollion est un chef-d'œuvre".
Arnould de Liedekerke/Le Figaro magazine
"Lacouture, vous êtes le maître de la biographie".
Bernard Pivot/Apostrophes

JEAN LACOUTURE

CHAMPOLLION

Une vie de lumières



GRASSET

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir ; Tunisie, 600 m ; Allemagne 2 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 30 fr ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 185 pes ; Grèce, 150 dr ; Irlande, 90 p ; Italie, 1 700 L ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f ; Norvège, 12 kr ; Pays-Bas, 2,25 fl ; Portugal, 140 esc ; Suède, 336 F CFA ; Suisse, 12,50 cs ; Suédois, 1,60 t ; USA, 1,50 \$; USA (proven), 2 \$.

TOSHIBA REMPORTE LE MICRO D'OR 1989

CATEGORIE PORTABLES ET PORTATIFS



En couronnant le plus complet et le plus séduisant des micros portatifs autonomes, le jury du Micro d'Or consacre le leadership de Toshiba sur le marché des portables.

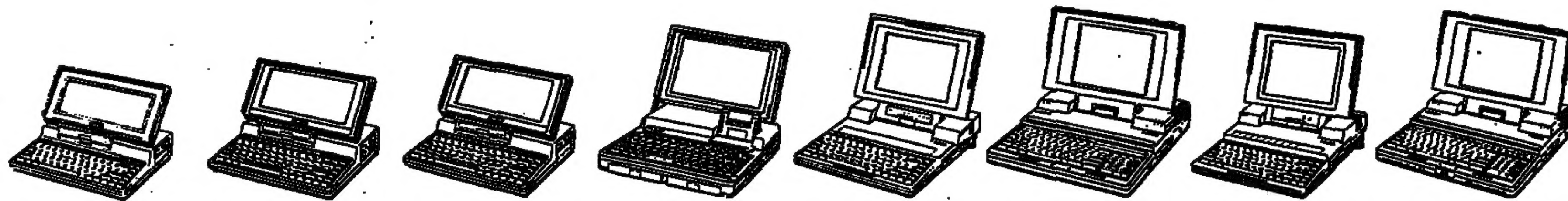
Toshiba est aujourd'hui le N° 1 mondial des micro-ordinateurs portables.

Leader et initiateur du marché, Toshiba, qui ne fabrique que des micros portables, a toujours professé que "la micro serait portable ou ne serait pas".

Aujourd'hui Toshiba propose une gamme de 8 micros portables - la plus vaste gamme au monde.

Elle va du T 1000, le fameux Papman, le plus petit portatif autonome avec lecteur de disquette intégré, jusqu'au T 5200, le plus puissant portable du monde, plus puissant que la plupart des micros de bureau traditionnels.

En passant par le T 1600 qui vient d'être couronné "Micro d'Or 1989", catégorie portables et portatifs.



T 1000	T1200FB	T1200HB	T 1600	T 3100e	T 3200	T 5100	T 5200
80C88 1 x 720 Ko LCD CGA Autonome, 2,9 kg.	80C86 2 x 720 Ko LCD CGA Autonome, 4,7 kg.	80C86 20 Mo LCD CGA Autonome, 5,2 kg.	80C286 20 Mo LCD EGA Autonome, 5,2 kg.	80286 20 Mo Plasma CGA 6 kg.	80286 40 Mo Plasma EGA 8,5 kg.	80386 40 Mo Plasma EGA 6,8 kg.	80386 40 ou 100 Mo Plasma VGA 8,5 kg.

L'Empreinte de Demain

TOSHIBA

TOSHIBA SYSTEMES (FRANCE) S.A.
DIVISION INFORMATIQUE
7, RUE AMPERE - B.P. 181 - 92804 PUTEAUX CEDEX

Asie

AFGHANISTAN

Le pont aérien soviétique a repris pour contrer l'offensive de la résistance contre Jalalabad

L'ambassadeur soviétique à Kaboul, M. Youri Vorontsov, a annoncé, jeudi 16 mars, que le pont aérien vers l'Afghanistan avait repris en vue de contrer l'offensive des moudjahidins contre la ville de Jalalabad, située entre la capitale afghane et la frontière pakistanaise. Une quarantaine d'avions-cargos Il-76 ont atterri en deux jours sur l'aéroport de Kaboul, porteurs de matériel militaire « défensif », y compris des fusées à moyenne portée Soud-B. M. Vorontsov a refusé de répondre aux questions sur l'éventuel retrait de troupes soviétiques en Afghanistan, se contentant de dire : « Nous verrons », mais il a averti que le conflit afghan pourrait affecter la détente avec les Etats-Unis.

M. Vorontsov a, d'autre part, demandé une réduction mutuelle de l'aide américaine à la résistance et de l'aide soviétique à Kaboul, ce qui serait « un puissant moyen de stopper la guerre ». « Nous devons cesser le bain de sang et retourner aux négociations (...). Nous considérons que les combats (...) et les fournitures d'armes doivent cesser. M. Najibullah est de cet avis et il le démontrera ». L'ambassadeur soviétique a mis en cause le Pakistan, qu'il a accusé de prendre part aux combats aux côtés des moudjahidins : « La présence de forces étrangères - des forces pakistanaises -

est un fait établi (...) C'est le début d'une guerre entre le Pakistan et l'Afghanistan. Il s'agit d'une situation nouvelle et très grave », a-t-il ajouté, avant de lancer un appel au secrétaire général des Nations unies pour qu'il organise rapidement des négociations entre toutes les forces en présence sur le terrain afin de mettre fin aux combats.

Ce nouveau geste de Moscou intervient alors que les combats autour de Jalalabad se poursuivent, causant de lourdes pertes de part et d'autre. Du côté gouvernemental, la résistance est conduite par le chef d'état-major de l'armée en personne, le général Delawar Asaf. En dépit de la perte de la garnison voisine de Samarkand et la mort de deux généraux depuis le début du siège le 5 mars, l'armée est prête « non seulement à une seconde offensive, mais à une troisième et une quatrième ». Elle a reçu des renforts en hommes et en matériel, notamment par hélicoptères. Cependant, en dépit de très lourdes pertes, les moudjahidins, dirigés par Haji Deen Mohammed, ministre de la sécurité nationale du gouvernement provisoire et chef adjoint du Hezb-Il-Islami (Khaless), poursuivent leur offensive sur l'aéroport de la ville et ont annoncé qu'ils avaient franchi une nouvelle ligne de défense et pris une nouvelle position gouvernementale. (AFP, Reuters, AP.)

INDE

Un rapport sur l'assassinat d'Indira Gandhi provoque une crise au Parlement

NEW-DELHI
de notre correspondant

Indira Gandhi, assassinée le 31 octobre 1984 par trois sikhs de son service de sécurité (dont deux ont été pendus le 6 janvier dernier), a-t-elle été victime, en outre, de la négligence, voire de la malveillance de l'un de ses conseillers personnels, M. R.K. Dhawan, que son fils Rajiv Gandhi vient de réintégrer à son service en tant qu'assistant spécial ? Pourquoi, surtout, les bonnes feuilles d'un rapport, prétendument ultra-secret, de la commission judiciaire Thakkar (du nom de son auteur) ont-elles été publiées par l'Indian Express, journal connu pour son opposition virulente au premier ministre. Le synopsis du rapport, tel qu'il est publié dans toute la presse indienne, implique M. Dhawan, ce qui a provoqué, mercredi 15 mars au Parlement, un charivari sans précédent. Soixante-trois membres de l'opposition, soit presque la totalité, ont été expulsés puis suspendus jusqu'à la fin de la semaine, et il s'en est suivi de peu qu'une bataille rangée ait lieu dans les travées de l'hémicycle du Lok Sabha (l'Assemblée nationale).

Le prétexte ? Le refus catégorique du gouvernement de discuter du rapport Thakkar, la plus forte raison de le déposer devant le Parlement, et l'insistance, tout aussi catégorique, de l'opposition pour obtenir la « vérité » sur l'affaire. Aussi longtemps que « les conspirateurs seront libres », hurle dans le tohu-bohu M. Aris Mohammed Khan, l'opposition ne cédera pas. M. Khan, l'un des principaux lieutenants de M. V.P. Singh, chef de file de l'opposition et du parti Janata Dal, se précipita - même sur M^{me} Shiela

Dixit, ministre des affaires parlementaires, pour tenter de lui arracher des mains la liste des députés expulsés... Le membre du Congrès se ruèrent alors dans les travées, et il fallut toute la diplomatie des chefs de groupe pour éviter la mêlée.

M. Khan fut condamné par la Chambre pour avoir tenté de se livrer à « des voies de fait sur une femme ministre ». Pour sa part, M. Tiwary, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, accusa M. V.P. Singh d'être « le chef des conspirateurs et un agent des puissances étrangères ». L'impasse risque de durer : M. Buta Singh, ministre de l'intérieur, a en effet déclaré : « Une enquête détaillée a été menée par un groupe spécial d'enquêteurs. Elle révèle que M. Dhawan est totalement innocent et qu'il n'est impliqué dans aucun crime ou conspiration en liaison avec l'assassinat d'Indira Gandhi. » Ces assurances ne règlent évidemment rien.

Selon le rapport, il y aurait eu, le 31 octobre 1984, beaucoup de « négligences » dans le service de sécurité de l'ancien premier ministre, et M. Dhawan, qui avait notamment pour mission de veiller au bon fonctionnement de ce service, en serait donc en partie responsable.

En l'état actuel de la publication du rapport, rien ne permet, cependant, de conclure à une quelconque responsabilité de l'ancien assistant spécial de M. Rajiv Gandhi. M. Dhawan, en raison de son passé, a la réputation d'être un excellent intermédiaire entre le parti du Congrès et le gouvernement, ce qui, en année électorale, est un atout majeur. M. Gandhi devait-il pour autant lui offrir une promotion ?

LAURENT ZECCHINI.

LES 100 PORTES DU PROCHE-ORIENT

Une analyse claire, dépassionnée, géo-stratégique d'une région opaque, où l'histoire s'accroît : Iran, Irak, Palestiniens, Liban, Kurdes.

Un dictionnaire intelligent et critique, conçu par Alain Gresh et Dominique Vidal.

« Un remarquable outil de travail. » L'Express.

EN LIBRAIRIE.
330 pages, 149 F.

autrement
EDITIONS

A lire d'urgence pour comprendre l'affaire Rushdie, les deux numéros exceptionnels de la Revue Autrement :

• « ISLAM », dirigé par Olivier Mongin et Olivier Roy. 216 pages, 89 F.

• « TÉHÉRAN », dirigé par Yann Richard et Bernard Hourcade. 224 pages, 85 F.

CHINE : la visite du premier ministre thaïlandais

Pékin et Bangkok s'efforcent de réduire leurs divergences sur le Cambodge

PÉKIN
de notre correspondant

Les oreilles du premier ministre thaïlandais, M. Chatichai Choonhavan, n'ont peut-être pas sifflé parce qu'il s'attendait à de telles remarques insistantes de la part de ses hôtes chinois, au cours de sa visite de trois jours à Pékin. Toutefois, il est évident que les dirigeants de la République populaire ont exprimé leur préoccupation devant son initiative en direction du régime de Phnom-Penh le mois dernier : la Chine n'est pas contente du tout et juge cette ouverture pour le moins prématurée. Elle compte bien que la Thaïlande continuera de soutenir, comme par le passé, la coalition anti-vietnamienne menée par le prince Sihanouk, afin d'amener Hanoi à accepter les termes de Pékin, ou certains d'entre eux en tout cas, pour un règlement du conflit. C'est ce qu'on dit à M. Chatichai, sur un ton modéré entre l'extrême diplomatie et le très explicite, M. Deng Xiaoping et tous les hauts responsables chinois, rappelant pour l'occasion les liens que le premier ministre thaïlandais a de longue date entretenus avec Pékin, bien avant de parvenir au pouvoir.

M. Chatichai avait préparé son discours de réponse dans un esprit de conciliation. Pas un mot sur l'invitation de M. Hun Sen à Bangkok fin janvier, ce premier ministre de Phnom-Penh que Pékin ne veut nullement voir au centre d'une administration intérimaire. Le chef du gouvernement thaïlandais a assuré que Bangkok continuerait à exiger un retrait complet des troupes vietnamiennes du Cambodge et la formation d'un gouvernement quadripartite dirigé par le prince Sihanouk.

Si la Chine n'a pas cru bon de faire dans la nuance pour servir ces aversissements, c'est qu'elle sait M. Chatichai objet de controverses chez lui depuis qu'il est passé par dessus la tête de son ministre des affaires étrangères, M. Siddhi Savet-

sila. L'agence Chine nouvelle s'est offert le luxe de citer les propos de ce dernier, plus proche que M. Chatichai de Pékin, selon lesquels son patron avait « énormément appris » au cours de sa visite à Pékin.

Le séjour du chef du gouvernement de Bangkok a été l'occasion pour lui d'effectuer un acte de courtoisie supplémentaire en assistant à un déjeuner offert par le prince Sihanouk, qui n'avait pas caché son amertume devant l'initiative thaïlandaise. L'ancien monarque avait assuré, dans une de ses rares conférences de presse qu'il ne ferait pas d'escalader à ce sujet, même si, derrière les paroles subsistait une profonde méfiance mutuelle. Dans ce contexte, les gestuelles diplomatiques chinoises ne peuvent dissimuler le fait que l'initiative de M. Chatichai était dictée par la certitude qu'en cas de tan-

dem Sihanouk-Hun Sen à Phnom-Penh, Bangkok ferait bien de se faire un ami du second, faute de pouvoir s'entendre durablement avec le premier.

Une concession des Khmers rouges

Le prince Sihanouk en avait auparavant tiré les conclusions, en décidant de se rapprocher à nouveau des Khmers rouges. Les trois factions khmères ont ainsi tenu, le 12 mars, une réunion au sommet dans la capitale chinoise pour mettre sur pied un Conseil supérieur de la défense nationale, présidé par le prince. Cette instance constituée, dans l'esprit du chef de la résistance, une première étape vers une intégration des diverses forces armées cambodgiennes. Dans l'immédiat, elle représente une minime concession des Khmers rouges, qui seraient tenus

de rendre des comptes, par ce canal, au prince si de nouveaux incidents éclataient entre leurs hommes et les troupes sihanoukistes. Ce sont de tels incidents qui avaient conduit l'ancien monarque à démissionner de la résistance pour ouvrir le dialogue avec Phnom-Penh l'an dernier.

Au moins le prince Sihanouk peut-il aujourd'hui se féliciter d'avoir conquis Washington (le Monde du 17 mars) à sa thèse selon laquelle, au départ probable des troupes vietnamiennes d'ici quelques mois, tout arrangement politique devra inclure les Khmers rouges, moins dangereux à ses yeux s'ils prennent part au pouvoir que s'ils sont écartés. Mais l'ancien monarque reste pessimiste sur les chances d'un règlement préalable au retrait vietnamien. Tandis que la Chine campe sur ses positions - la deuxième visite à Pékin du vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Dinh Nho Lien, ne devrait pas avoir lieu avant la fin du mois - le chef de la résistance khmère semble persuadé qu'une guerre civile entre ses forces et celles de Phnom-Penh est pratiquement inévitable au départ des troupes vietnamiennes.

FRANCIS DERON.

Le Parlement européen « condamne fermement la répression » au Tibet

Le Parlement européen a voté, jeudi 16 mars, une résolution « condamnant fermement la violence des actions de répression » des forces chinoises au Tibet. Adoptée à main levée et sans donner lieu à la moindre empêche, nous indique notre correspondant à Strasbourg, ce texte demande à Pékin de lever la loi martiale imposée à Lhasa et d'engager à présent avec le dalaï-lama des négociations « qui ont été ajournées concernant l'avenir du Tibet ». La résolution n'a cependant pas évoqué une éventuelle remise en cause de la coopération entre les Douze et la Chine.

Ce vote a entraîné une réaction immédiate de Pékin. Le même jour, l'ambassadeur chinois auprès de la CEE, M. Liu Shan, a protesté auprès du président du Parlement

européen, Sir Henry Plumb, contre cette « ingérence grossière dans les affaires intérieures de la Chine (...) ». Le Tibet est une partie de la Chine. Le gouvernement chinois a pris des mesures au Tibet pour faire cesser les émeutes provoquées par quelques séparatistes, restaurer l'ordre social et défendre l'unité du pays », a déclaré M. Liu, cité par l'agence Chine nouvelle.

Par ailleurs, les Douze envisagent d'effectuer une démarche commune auprès de la Chine pour exprimer leur préoccupation à propos de la situation au Tibet (le Monde du 15 mars). Cette initiative, à l'origine de laquelle se trouve notamment la Grande-Bretagne, devrait être discutée, lundi prochain à Bruxelles, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE.

Afrique

MADAGASCAR : un troisième mandat pour M. Ratsiraka

L'élection présidentielle devrait ouvrir la voie à une démocratisation du régime

TANANARIVE
Correspondance

« Coup de semence », « Grand chambardement », les titres parus cette semaine dans la presse malgache, récemment débarrassée de la censure, ne traduisent qu'imparfaitement l'ampleur du séisme politique qui secoue actuellement Madagascar. M. Didier Ratsiraka, cinquante-deux ans, est certes resté, pour la troisième fois, président de la République. Mais avec « seulement » 62 % des suffrages exprimés. Les Malgaches - ils ont été plus de 4 675 000 à voter sur environ 5 760 000 inscrits, soit environ 19 % d'abstentions - assomés par près de quinze ans de monolithisme idéologique, ne réalisent pas encore de bouleversement politique vécu par leur pays.

M. Didier Ratsiraka est ébranlé. Surtout dans les grandes villes du pays où, comme à Tananarive, la capitale, Toamasina, Mahajanga, Toliary et Antsirabona, autant de chefs-lieux de province, il n'obtient pas la majorité face à l'opposition. M. Monje Jaona, porte-voix traditionnel de l'opposition à tous les régimes, est éliminé avec 3 % des voix. M. Manandafy Rakotonirina, cinquante-deux ans, l'ingénieur-géographe du « Mai malgache » de 1972, récemment converti au libéralisme, sort des urnes avec près de 20 % des suffrages exprimés, et son parti MFM-MFT s'installe dans le rôle de nouveau chef de file de l'opposition. Quant à M. Jérôme Razafimanantsoa, réagissant social-démocrate de l'ancien régime, il affirme la présence nationale de son parti Vony iray tsy miavaly, avec plus de 15 % des voix, là où l'on s'y attendait le moins.

Enfin, cette élection présidentielle paraît avoir marqué le suicide politique du pasteur Richard Andriananjato, président du parti pro-soviétique AKFM-KDRSM et figure historique, depuis plus de trente ans, du nationalisme bourgeois des hauts plateaux malgaches de la xénophobie occidentale. Le célèbre tribun, en effet, s'est imposé silence, et sa voix, jadis très écoutée, ne s'est pas élevée, pour la première fois, à la campagne électorale. Son parti se

remettra-t-il du soutien apporté, du bout des lèvres, aux « idées plus qu'au candidat » Ratsiraka ?

Que des fraudes, des trafics, des magouilles aient eu lieu, comme l'affirment déjà les leaders battus de l'opposition, n'est pas l'essentiel. Les Malgaches n'ont-ils pas appris à voter avec les Français ? Et le régime postcolonial du président Tananariva n'a jamais été cité en exemple d'intégrité civique. Dans l'ensemble, les chefs de l'opposition, interloqués eux-mêmes par cette « déferlante » démocratique, ne paraissent élever la voix sur les irrégularités du scrutin que pour le principe. Des organismes, laïcs ou confessionnels, comme le Comité national d'observation des élections ou l'Alliance démocratique de Madagascar, rendront prochainement leur verdict à ce sujet.

Le Livre rouge

L'événement, c'est la démocratie naissante dans un pays qui ne l'a jamais connue. Ce ne sont pas ces inévitables irrégularités dont elle mettra longtemps à se défaire. L'événement, c'est aussi, grâce à l'électorat jeune, l'agonie du tribalisme et du vote systématique en faveur du candidat issu de l'éthnie dominante d'une région. M. Monje Jaona est battu dans son fief du Sud et M. Ratsiraka à Toamasina, « sa » ville.

Aucun des candidats n'obtient la majorité absolue chez lui. Les Malgaches ont eu pour la première fois de leur histoire politique le choix des hommes et des programmes. Avec Ratsiraka, ils ont choisi l'homme plus que le programme. Avec « Manandafy », le programme plus que l'homme.

Y aura-t-il des émeutes, des troubles, comme le prédit l'opposition malgache installée en France ? Les Malgaches, insulaires imbus d'eux-mêmes et de ce qui les différencie des Africains, prendront-ils le risque d'un retour en arrière ? On peut en douter, même si Madagascar, d'évidence, n'est pas dans une ère de stabilité, après le calme, la sérénité et la maturité avec lesquels les électeurs ont participé à ce scrutin historique. Il n'y a jamais eu violence,

même si certains se sont donné un mal de chien à discréditer l'adversaire.

Les perspectives concrètes qu'offre cette soudaine ouverture demeurent encore floues. M. Ratsiraka reste attaché à certains principes du Livre rouge, le *Booky Mena*. Il ne renie pas ses options socialistes, même si la conjoncture économique lui impose, avec le soutien du Fonds monétaire international, des concessions pragmatiques au libéralisme. Sur le multipartisme, sur la fin de cette « démocratie dirigée », pour reprendre la formule d'un journaliste malgache, il ne s'est pas encore prononcé. Quant à M. Manandafy Rakotonirina, qui refuse « le fait du prince » et toutes nouvelles compromissions avec l'idéologie du *Booky Mena*, que ses militants ont un peu hâtivement enterré, il attend avec impatience, comme les deux autres adversaires du « père de la révolution socialiste malgache », les pro-

chaines élections législatives pour asseoir définitivement son audience sur les bancs de l'Assemblée nationale populaire. Prévu pour le dimanche 28 mai, ce scrutin fixera les vraies limites de l'ouverture.

En revanche, les 40 % de votants qui se sont prononcés pour le changement, sans pour autant se risquer dans une nouvelle aventure, alors que la libéralisation progressive et prudente de l'économie produit ses premiers bienfaits, attendent de M. Ratsiraka qu'il nomme, après le 20 avril, à l'expiration de son mandat actuel, une équipe gouvernementale véritablement nouvelle. Ce serait une façon de leur faire comprendre qu'il les a entendus. Mais dans ce vaste Mikado politique qu'est la Grande Ile, quelle est la marge de manœuvre dont dispose le pouvoir s'il ne veut pas entraîner l'effondrement de tout l'édifice ?

CHRISTIAN CHADEFAUX.

● NAMIBIE : un plan pour le retour des réfugiés. - Des contributions d'un montant total de plus de 25 millions de dollars ont été promises au Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) au cours d'une réunion, jeudi 16 mars, à New-York sur le financement des opérations de rapatriement des réfugiés namibiens. Le haut-commissaire, M. Jean-Pierre Hocke, qui a été chargé de coordonner l'opération, s'est déclaré « satisfait et encouragé » par ce premier résultat. Les besoins initiaux du HCR pour mener cette opération inscrite dans le processus d'indépendance namibien devant déborder le 1^{er} avril prochain s'élevaient à 38,5 millions de dollars. Le nombre des réfugiés à rapatrier serait d'environ 58 000 personnes. La SWAPO, l'organisation indépendantiste namibienne, avance, pour sa part, le chiffre de 85 000 réfugiés. (AFP.)

● SEYCHELLES : prochaine retraite politique pour le président René. - Le président des Seychelles, France-Albert René, a affirmé, mardi 14 mars, qu'il entendait se retirer de la scène politique en

juin, à l'expiration de son troisième mandat de cinq ans. « J'envisage de trois mandats. La loi ne me permet rien d'autre », a déclaré M. René, lors d'une conférence de presse, au terme d'une visite d'Etat de cinq jours à l'île Maurice. M. René s'était emparé du pouvoir en 1977 à la faveur d'un putsch. (Reuters.)

● ZAMBIE : nomination d'un nouveau premier ministre. - Le président Kenneth Kaunda a remplacé mercredi 15 mars son premier ministre, M. Kabbay Musokotwane, par un militaire, le général Malimba Masheke, jusqu'ici ministre de l'intérieur. M. Musokotwane, premier ministre depuis avril 1985, devient ministre de l'éducation générale, de la jeunesse et des sports. (AFP.)

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
Renseignements : 45-55-91-92.
Poste 4138

هكذا من الأصل

Proche-Orient

La fin de la conférence islamique de Ryad

Le compromis sur l'affaire Rushdie pourrait faciliter une normalisation irano-saoudienne

RYAD
De notre envoyée spéciale

« C'est une résolution historique qui prouve que notre position est islamique », souriant derrière sa barbe blanche, l'ayatollah Mohammad Ali Takhiri, directeur adjoint des affaires islamiques au ministère iranien de l'Information, avait, jeudi 16 mars, des raisons d'être satisfaits des résultats de la dix-huitième session ministérielle de l'OIC (Organisation de la conférence islamique).

Si les quarante-cinq pays n'ont pas suivi l'appel au meurtre de l'imam Khomeiny contre Salman Rushdie, la fermeté de leur condamnation de l'ouvrage, jugé « blasphématoire », et surtout la qualification d'apostat donné à son auteur, sont de nature à convaincre Téhéran que c'est grâce à l'Iran que l'islam a pris une position aussi ferme.

Le terme d'apostat, qui ne figurait pas dans le communiqué publié le 22 février par le conseil des juristes de la Ligue du monde musulman réuni à La Mecque, constitue sans aucun doute un « cadeau » à l'Iran, qui a, en revanche, accepté une résolution ne répondant pas à l'exhortation expresse de l'imam à la condamnation à mort.

Les autres pays islamiques ont refusé de cautionner cette exhortation, même si de nombreux délégués reconnaissent l'ambiguïté des conséquences d'une accusation qui, dans

un pays islamique, pour un musulman, entraîne généralement la mort.

Le chef de la diplomatie saoudienne, président et porte-parole de la conférence, le prince Saoud Al Fayal, a nié cette dernière conclusion, déclarant, dans une conférence de presse, que l'OIC « n'est pas compétente dans ce domaine ». « Nous avons condamné le livre, par nos auteurs », déclarait-il pour sa part un ministre, qui tenait à souligner : « Personne n'a dit en séance que l'apostasie entraînait la peine de mort et personne n'a suivi l'Iran qui voulait voir confirmer cette condamnation à mort. »

Le Liban a appuyé l'apostasie du délégué iranien, sans toutefois demander explicitement, comme lui, la mort.

L'ambiguïté savamment entretenue par l'emploi du terme apostasie risque toutefois de donner raison à l'interprétation iranienne dans l'esprit de nombreux musulmans, qui nous disent jeudi soir un délégué, « sont au fond de leur cœur d'accord avec l'imam ».

L'admission de la résistance afghane

L'ambiguïté a marqué aussi la dixième résolution d'importance de cette dix-huitième session de l'OIC, l'admission au siège de l'Afghanistan, suspendu depuis 1980 à la suite de l'invasion soviétique, des « représentants des moudjahidins afghans ». Trente-cinq pays sur les quarante-cinq appelés à se prononcer ont, en effet, « invité les représentants des moudjahidins afghans à occuper le siège de l'Afghanistan au sein de l'OIC ».

Ceux-ci siègeront-ils en tant que représentants de la résistance ou du gouvernement intérimaire afghan ? Les pays islamiques répondent dans le désordre à cette question, suivant la crédibilité qu'ils accordent à ce gouvernement.

L'Iran, signataire du texte, aurait bataillé, en particulier, pour ne pas voir figurer dans celui-ci le terme de gouvernement intérimaire, une structure où ne figurent pas les moudjahidins basés à Téhéran. Quoi qu'il en soit, les délégués afghans ne

cachaient pas leur satisfaction, soulignant que cette admission au sein de l'OIC ouvrait la voie à la reconnaissance du gouvernement intérimaire.

Au-delà des décisions communes de cette dix-huitième session de l'OIC, le plus important pour l'avenir politique de la région s'est sans doute déroulé en coulisse, au cours des contacts saoudo-iraniens, qui pourraient entraîner, dans un avenir proche, à moins d'un revirement toujours possible de la diplomatie iranienne, une reprise des relations diplomatiques entre les deux pays, rompues à l'initiative de Ryad en avril 1988. Les compromis obtenus à la fois sur l'affaire Rushdie et l'Afghanistan seraient, à cet égard, une conséquence de la volonté commune et partagée de Ryad et de Téhéran, chacune pour leurs intérêts propres, de reprendre le dialogue.

Arrivé, dans une certaine mesure, isolé à Ryad, l'Iran en repart conforté, et il n'est sans doute pas indifférent aux Iraniens de constater que cette victoire a été obtenue en Arabie saoudite, pays à qui il dispute la direction du monde musulman.

FRANÇOISE CHIPAUX.

ISRAËL

Jérusalem s'inquiète de plus en plus de l'attitude américaine vis-à-vis de l'OLP

En visite officielle aux États-Unis, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Arens, a appelé, jeudi 16 mars, la communauté juive américaine, à « montrer sa solidarité avec les juifs d'Israël » en une période qu'il a qualifiée de « critique », et au moment où le gouvernement israélien marque une inquiétude croissante face à l'attitude de Washington vis-à-vis de l'OLP.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Tout en s'efforçant de les minimiser, l'entourage du premier ministre, M. Itzhak Shamir, a accueilli avec inquiétude les déclarations du nouveau secrétaire d'État américain laissant entendre qu'Israël pourrait finalement n'avoir d'autre choix que de négocier avec l'OLP.

Cette suggestion, que M. James Baker a répétée deux fois devant des parlementaires à Washington (le Monde du 17 mars), barrail la une de la presse israélienne, vendredi 17 mars, et a fait l'effet d'une douche froide — de moins dans les rangs

du parti du premier ministre, le Likoud (droite nationaliste), où le refus de négocier avec l'OLP tient lieu de dogme. On y voit un nouveau coup de barre de la politique américaine en faveur de l'organisation de M. Yasser Arafat. Il est rassuré d'autant plus durement qu'il intervient après que le gouvernement américain ait refusé de céder à la requête expresse des autorités israéliennes qui lui demandaient de mettre terme au dialogue que les États-Unis ont engagé avec l'OLP.

Vice-ministre des affaires étrangères, et « espoir » du Likoud, M. Binjamin Netanyahu a déclaré à la radio que les propos de M. Baker étaient de nature à « décourager tous les Palestiniens modérés ».

« Si les modérés sont conduits à penser que le processus politique apportera finalement des résultats radicaux, à-t-il dit, alors ils n'entreprendront jamais de négocier. » Le porte-parole du premier ministre, M. Avi Pazner, a émis la même opinion, soulignant que le secrétaire d'État avait quasiment « garanti à l'OLP qu'Israël ne trouverait pas d'interlocuteurs palestiniens en dehors de l'organisation ».

Un vrai différend

Une autre personnalité du Likoud, M. Eliahu Ben Elissar, président de la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, était plus pessimiste encore. « Nous assistons à un bouleversement fondamental de la politique américaine, a-t-il déclaré au Jerusalem Post ; les déclarations de Baker ne peuvent être une bouffée, il les a faites à deux reprises. »

Elles signifient que les États-Unis n'excluent plus la possibilité d'un Etat palestinien indépendant, a poursuivi M. Ben Elissar, « et c'est là l'évolution la plus grave que nous ayons eue à considérer ».

Devant deux sous-commissions du Congrès, M. Baker a expliqué cette semaine que l'Etat hébreu pourrait bien être amené un jour à négocier avec l'OLP faute de trouver d'autres interlocuteurs représentatifs des Palestiniens. Le secrétaire d'État a fait ces déclarations peu après avoir reçu le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Arens.

A quelques semaines du voyage officiel qu'il entreprend à Washington début avril, le premier ministre sait donc à quoi s'attendre : les proclamations d'amitié israélo-américaine, pour sincères et réelles qu'elles soient, ne masquent plus un vrai différend politique. Le bureau du premier ministre a manifesté son inquiétude — voire un peu de panique — en éprouvant dès jeudi soir le besoin de répondre à M. Baker. Il a indiqué que M. Shamir s'était récemment entretenu « avec des gens influents » parmi les Palestiniens des territoires occupés, mais que ces rencontres avaient été tenues secrètes pour protéger la sécurité des personnalités palestiniennes concernées. Il s'agissait de faire savoir publiquement qu'Israël recherchait des interlocuteurs palestiniens — préoccupation assez nouvelle de la part du premier ministre — tout en refusant toujours de parler à l'OLP.

De leur côté, les Israéliens qui paraissent promouvoir le dialogue avec l'OLP sont de plus en plus fréquemment victimes de tentatives d'attentats et d'actes de malveillance. Dans la nuit de jeudi à vendredi, des engins incendiaires ont été lancés contre l'appartement d'un journaliste de la télévision et celui d'un parent d'un député de la gauche. Le premier avait invité à une émission une personnalité palestinienne de Jérusalem proche de l'OLP, M. Fayal Hussein ; le second avait le tort, aux yeux des auteurs de l'attentat, d'être le neveu du député Ya'ir Tsaban (Mapam, gauche), qui a participé à des rencontres israélo-palestiniennes à l'étranger.

Les attentats, revendiqués par un mystérieux groupe d'extrême droite, n'ont fait que des dégâts matériels. Il en a été de même lors de deux précédentes attaques à la bombe incendiaire commises ces derniers jours. L'une a visé — et détruit — la voiture d'un dirigeant du mouvement La Paix maintenant, l'autre le domicile de la directrice d'un institut de sondage venant de publier une étude selon laquelle plus de la moitié des Israéliens seraient favorables, à certaines conditions, à un dialogue avec l'OLP.

ALAIN FRACHON.

LIBAN

Nouveaux bombardements à Beyrouth

Beyrouth. — Le port de Beyrouth a été bombardé jeudi 16 mars, à deux reprises, ce qui témoigne de la fragilité de la trêve tacite instaurée depuis quarante-huit heures entre les camps pro-syrien et anti-syrien au Liban. Les Beyrouthins, inquiets, ont commencé à quitter la capitale.

Dans une atmosphère de préparatifs militaires, les deux gouvernements rivaux du Liban campent toujours sur leurs positions. Mardi, de violents duels d'artillerie entre Beyrouth-Est (chrétien) et Beyrouth-Ouest (musulman) ont fait plus de deux cents victimes, dont quarante tués. Le cabinet de militaires chrétiens du général Michel Aoun maintient son exigence de retrait des trente-cinq mille soldats syriens du Liban. Celui présidé

par le musulman Selim El Hoss, soutenu par Damas, a de nouveau demandé jeudi la levée du « blocus » maritime. — (AFP.)

● Voiture piégée à Beyrouth-Est : au moins dix morts. — L'explosion d'une voiture piégée a fait au moins dix morts et cinquante blessés, vendredi 17 mars à Beyrouth-Est, le secteur chrétien de la capitale libanaise, a indiqué la police. Selon celle-ci, la voiture avait été gardée devant une boulangerie bordée de cliens sur la principale route côtière, dans le quartier commercial de Djel-el-Dib, à 50 mètres des bureaux du conseil de Grande-Bretagne. — (Reuters.)

INSTANTANÉ D'UN NOUVEAU COMMUNICANT.

Le nouveau communicant ne se fait pas de souci.
Il sait qu'avec Alphapage, il peut être joint par Minitel
... et du monde entier !

Le nouveau communicant a la liberté dans le sang.
Avec Alphapage il peut être joint 24 h sur 24
aux quatre coins de son territoire.

Même s'il a la tête en l'air,
le nouveau communicant n'a pas
de trou de mémoire. Stockpage,
un service Alphapage, conserve 24 h
minimum tous les messages
qui lui ont été envoyés.

Les yeux du nouveau communicant
lui permettent de voir le signal lumineux l'avertissant de l'arrivée
d'un message en toutes lettres sur son Alphapage.

Le nouveau communicant a du nez.
Il a tapé 3614 code Alphapage sur son Minitel,
et depuis il est au courant de tous les services Alphapage.

La poche du nouveau communicant
contient systématiquement un récepteur Alphapage,
parfois les clés de chez lui,
éventuellement d'autres accessoires.

Le nouveau communicant
a l'esprit pratique.
Il achète ou loue son Alphapage.
Son inscription payée une fois pour toutes,
il recevra sa facture d'abonnement
tous les 2 mois.

Attention ! Le nouveau communicant
est très rapide à la détente.
Informé grâce à son Alphapage,
il peut réagir à la seconde près.

Alphapage,
le secret du nouveau
communicant.



TELECOM SYSTEMES MOBILES
filiale de CODECOM - groupe FRANCE TELECOM

ALPHAPAGE, LA RADIOMESSAGERIE EN TOUTES LETTRES



Politique

La préparation du deuxième tour

Seuls sont appelés à voter dimanche les électeurs des sept arrondissements de Paris (sur vingt) restés en ballottage. Ce deuxième tour se déroulera cependant dans des quartiers parmi les plus peuplés de la capitale, puisque y sont inscrits 582 326 électeurs, soit 47,3 % des 1 231 611 électeurs parisiens. C'est là que sera élu le chef de file des listes (79) de l'effectif du Conseil de Paris. Au premier tour, ont en effet été désignés dans treize arrondissements 84 conseillers de Paris, dont 79 pour la majorité municipale sortante (soit 41 RPR, 29 UDF, 4 CNR et 5 divers droite) et 5 pour le Parti socialiste.

Le 12 mars, les listes Union pour Paris de M. Chirac obtenaient 53,59 % des suffrages exprimés, soit une baisse de près de 9 points par rapport au premier tour de 1983. Celles du Parti socialiste, dont M. Pierre Joxe était le chef de file, recueillaient 22,62 % des voix, mais la gauche atteignait 27,69 % avec les 5,07 % de suffrages communistes, soit presque autant que les 27,76 % obtenus par les listes Union de la gauche dirigées par M. Paul Quilès il y a six ans. Les Verts n'avaient alors que 4,40 % de voix contre 8,24 % aujourd'hui, et le Front national (absent

Paris : sept combats pour un « grand chelem »

de dix arrondissements), seulement 3,6 % contre 8,50 % le 12 mars.

En 1983, M. Le Pen, déjà candidat dans le vingtième arrondissement, avait pu se maintenir car il avait été le seul avec 11,28 % des suffrages à avoir dépassé la barre des 10 %. Il en sera de même dimanche, puisque le président du Front national y a obtenu 15,58 % des voix au premier tour. Dans une triangulaire il affrontera donc les mêmes concurrents, M. Bariani, maire sortant (UDF-rad.) et Charzat (PS). Mais le score du Front national lui permet cette année de provoquer des triangulaires dans trois autres arrondissements : le dixième, face à M. Marcus, maire sortant RPR, et M. Dreyfus (PS) secrétaire d'Etat auprès de M. Rocard ; le dix-huitième, face à M. Alain Juppé, conseiller sortant, secrétaire général du RPR, et M. Vaillant, député socialiste ; le dix-neuvième, où s'affrontent M. Féron maire sortant (CNR) et M. Madec

(PS). Dans ces trois arrondissements, les voix d'extrême droite du premier tour dépassent de justesse la barre des 10 %.

Les écologistes, eux, ne l'ont franchie que dans un seul arrondissement, le quatorzième, où ils se maintiennent face au maire sortant RPR, M. de La Motte, et au candidat socialiste, M. Castagnou, conseiller sortant, chargé de mission auprès de M. Fabius après l'avoir été à l'Elysée.

Dans les deux autres arrondissements en ballottage, un simple duel opposera les antagonistes d'il y a six ans : M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat contre M. Devaquet, maire sortant RPR dans le onzième, et M. Paul Quilès, ministre, contre le maire sortant du treizième, M. Toubon (RPR).

La campagne électorale du deuxième tour a été plus cloisonnée encore que celle du premier. Elle s'est déroulée sans aucun incident et n'a donné lieu à aucune réunion contradictoire. M. Pierre Joxe, élu

conseiller de Paris du douzième arrondissement dès le 12 mars, n'a plus guère fait de déclarations, chaque candidat resté en piste semblant préférer mener seul sa propre campagne. M. Chirac a consacré la semaine à aller soutenir chacune des listes Union pour Paris sur le terrain. Mais, à la différence de l'avant-premier tour, le maire de la capitale a évité toute manifestation médiatique et même refusé d'être accompagné par la presse dans ses voyages arrondissementiers.

Il a continué cependant à faire savoir que son objectif demeure la répétition du succès total de 1983, alors que le maintien dans la majorité municipale du vingtième arrondissement — et peut-être aussi du onzième — semblait moins cette année un pari gagné d'avance. L'une des caractéristiques du premier tour ayant été le taux exceptionnellement élevé des abstentions, avec le record de 43,47 % de la capitale (contre 31,31 % en 1983), l'effort des candidats pour le second tour est plus particulièrement porté sur cet électeur potentiel considéré par chacun comme une réserve salvatrice.

A. P.

Vingtième : M. Le Pen en sous-sol

Comme il était 11 h 27, le métro était presque désert. Jean-Marie Le Pen y descendait quand même. Il ne serait pas dit qu'il avait occupé le terrain — ce vingtième arrondissement de Paris, enjeu de toutes les convoitises municipales et de quelques rancœurs, et négligé les souterrains.

Comme la séquence commençait Porte-des-Lilas pour s'achever à Belleville, tous les symboles correspondants avaient été préparés, comme il convient dans une campagne bien conçue, ainsi que les tickets de métro : petits bouquets de lilas blanc que le président du Front national distribuait sans barguigner aux dames, sauf les effarouchées, quelques poignées de main à des personnes de couleur, sans présentation de la carte d'identité ou de titre de séjour.

Pourtant, entre les stations Jourdain et Pyrénées, pendant qu'une dame s'autorisait d'une commune bretonnante pour deviser avec l'angle d'une triangulaire du vingtième, une autre, tenant sur ses genoux,

comme un sac de charbons ardents, la branche de lilas trouve que la petite jeune fille à côté, dont les parents sont nés très loin de Ferres-Guirec, aurait pu faire l'objet de plus d'attention.

Ainsi, presque vide, le métro, que Jean-Marie Le Pen rêve plus propre et plus sûr pour ceux qui en usent ordinairement, apporte sa petite pierre à l'édifice éphémère d'une vraie campagne : on discute. Tant mieux, parce que plus tard, au cours du rituel des visites de commerçants, le niveau baisse un peu. Chez le fromager, il y a un instant de flottement : une cliente a oublié un manche à balai neuf qui ressemble à s'y méprendre à un instrument de travail de troupière du service d'ordre.

Plus tard le marchand de sandwiches broie dans ses bras puissants, en poussant des petits cris de joie, le candidat Le Pen. Les journalistes aimeraient bien connaître le pourquoi de ce paroxysme mais le marchand de sandwiches est muet. Dans l'entourage lepéniste, on trouve que le patron est malencontreusement flanqué d'un grand baraqué ; une minette conviendrait mieux.

A quoi bon la énième représentation de tous ces petits sketches de campagne ? « Il faut que nous fassions entrer un ou deux FN au conseil pour faire entendre notre voix », répond évasivement le président du Front à une dame qui s'inquiète.

D'une arrière-pensée que les circonstances autorisent à lui prêter : de stabiliser par son main-

tien au second tour Didier Bariani, le maire UDF sortant et le faire devancer par le socialiste Michel Charzat, Jean-Marie Le Pen ne dit rien. Cette ambition négative, déjà émise par le même en 1983, mais sans succès, a pris cette fois un peu plus de consistance.

La méthode Coué

Didier Bariani est bien conscient de la fragilité de sa situation, dans un contexte bien différent de celui de 1983 : « Je pense quand même que je m'en sortirai, pour être franc, mais sans plus ».

Tout donc crédit à ce propos : une base électorale de premier tour fragilisée : 38,24 % des suffrages au lieu de 44,65 % il y a six ans ; les effets marginaux d'un lourd pilonnage d'artillerie socialiste avant le premier tour sur les inscriptions électorales abusives et la volonté de politique sélective d'attribution de logements prêtes au maire du vingtième arrondissement.

En outre, Didier Bariani subit l'incalculable volonté de « vengeance » d'un Front national, représenté par son chef, le plus souvent ignoré par la droite malgré appels et menaces. Ainsi les contours d'une triangulaire en apparence identique à celle de 1983 se trouvent-ils en réalité durcis, au grand dam de l'ancien président du Parti radical.

L'incertitude des temps conduit ce dernier à tirer nerveu-

sément sur des cigarettes bientôt consumées dont la cendre vient s'écraser sur sa veste. Aucun désordre comparable chez l'impeccable tête de liste socialiste qui part sur les marchés comme d'autres se rendent aux réunions du Fonds monétaire international et savoure déjà les curiosités « politologiques » du scrutin dont il est l'acteur.

Ce membre du secrétariat national du PS a toutefois un point commun (unique probablement) avec son adversaire de l'UDF : l'obsédant souci de puiser dans un réservoir aussi ample qu'hypothétique de voix les 7 % ou 8 % de suffrages qui le porteront dimanche à 44 % ou 45 % pour emporter (ou garder) la mairie.

Les ressources conjuguées de la « politologie » et de la divination n'épuisent cependant pas les mystères de ce réservoir. D'un déclin électorale socialiste certain depuis la présidentielle, Michel Charzat voudrait tirer la certitude de l'existence de ce « différentiel » dormant, en sa possible faveur, pour le 19 mars.

C'est dire que les ressources de la méthode Coué ont aussi leur part dans l'incertain combat final du vingtième arrondissement. Surtout lorsqu'on constate la régression qui prend parfois l'allure d'un effondrement du PS dans les bureaux de vote de Belleville pourtant ancrés à gauche, du moins à la lumière des derniers scrutins.

MICHEL KAJMAN.

Treizième : l'énarque et le polytechnicien

Ce pourrait être la parabole de l'énarque qui croyait aux chiffres et du polytechnicien qui s'y croyait pas. Car le paradoxe de la campagne du deuxième tour dans le treizième arrondissement se trouve dans le fait que l'ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, maire sortant RPR, M. Jacques Toubon, s'attache à l'arithmétique résultant du premier tour tandis que l'ancien élève de l'Ecole polytechnique, ministre socialiste des postes, des télécommunications et de l'espace, M. Paul Quilès, s'attache pas valeur de dogme aux résultats comptables de dimanche dernier. Et pour cause : le dimanche 12 mars la liste socialiste du ministre enregistrait un retard de 13,5 points sur celle de l'ancien secrétaire général du RPR. Si à ses 32,30 % de voix personnelles, le ministre ajoute deux fois 7,53 % des suffrages, c'est-à-dire les deux paquets de voix de même poids recueillis par les communistes et par les écologistes, il n'aboutit encore qu'à une addition de 47,36 % des voix. Donc au diable les mathématiques, surtout lorsqu'elles vous donnent battu « sur le papier » !

M. Quilès étaye sa confiance sur d'autres paramètres. Il se félicite d'avoir obtenu le meilleur score de tous les candidats socialistes parisiens du premier tour. Il ne doute pas que cette position avantageuse aura un effet entraînant pour le second tour des abstentionnistes. Déjà en 1983, se souvient-il, la mobilisation entre les deux tours avait amélioré de 7 % le score de la liste d'union de la gauche qu'il conduisait alors. Le candidat d'union qu'il

redevient dimanche prochain ne doute pas non plus de l'apport des voix communistes puisque M^{me} Gisèle Moreau, membre du secrétariat du comité central du PCF, figurera en troisième place après lui, donc en position éligible. M. Quilès est également confiant dans les bons reports des électeurs « verts ». Il estime que dans le treizième arrondissement les écologistes sont « plus à gauche qu'ailleurs » en raison notamment de l'urbanisme — par exemple les tours de certains quartiers. Le ministre intensifie d'ailleurs sa campagne sur ce thème en affirmant : « Si les électeurs ne donnent pas à cet arrondissement une municipalité de gauche, la prochaine fois ils ne pourront pas voter ». Il explique ainsi cette menace : « Ils auront en effet été obligés de quitter Paris pour la banlieue en raison de la crise du logement et des loyers trop élevés ». Le polytechnicien qui est tous les jours sur le terrain visite les marchés, les commerçants, les immeubles pour convaincre les hésitants d'aller voter. Ces déplacements sont même ciblés avec une telle précision que certains, dans le quartier, se demandent comment le candidat a bien pu savoir qu'ils s'étaient abstenus dimanche dernier !

« Sans faire de cinéma »

Le tenant du titre, M. Toubon, se retrouve dans la même situation qu'en 1983 puisque, avec le vingtième arrondissement, le treizième avait alors été le seul à n'avoir pas été pourvu dès le premier tour. Bien que l'écart ne soit creusé depuis lors entre les deux concurrents et bien qu'il ait recueilli dimanche dernier 3,5 points de moins qu'il y a six ans, le maire sortant affiche une « sérénité extrême ». L'« énarque » se réfère à l'arithmétique pour soutenir sa confiance. Il calcule qu'il faudrait à M. Quilès des reports sans déchet de la part des communistes, des écologistes et une bonne part des voix d'abstentionnistes pour l'emporter. Or, il ne voit pas pour quelles raisons M. Quilès « attirerait subitement tout ce monde-là », alors qu'il n'est le leader de la gauche que pour ce dimanche-là et que dans Paris « ça n'a pas marché fort pour les socialistes ». M. Toubon affirme que M. Quilès et M^{me} Moreau « ne s'entendent pas » et doute que les abstentionnistes se reportent entièrement sur « le ministre d'une gouvernement contre lequel ils tiennent à boulets... rouges ». Quant aux écologistes, il note qu'ils ont réalisé un score moyen et que beaucoup « savent ce que nous avons fait pour eux dans l'arrondissement ». Il ajoute même : « Personne n'a planté autant d'arbres que moi dans cet arrondissement ».

Et puis M. Toubon est convaincu que la « tendance est favorable » à sa liste, que le climat parisien après le premier tour est « porteur » pour les socialistes, que les socialistes et surtout les ministres-candidats ont déjà « malgré leurs énormes moyens ». Ses multiples contacts sur le terrain lui auraient révélé — assure-t-il — que les abstentionnistes de gauche ne se mobilisent pas. Malgré ces éléments de confiance le maire s'acharne à faire campagne et à mobiliser « ses » abstentionnistes. Lui aussi multiplie les visites dans les immeubles et auprès des associations. Il parcourt marchés et rues. Mercredi il était accompagné de M. Jacques Chirac sans escorte visible de journalistes pour mieux montrer que les deux maires s'intéressaient aux problèmes des gens « sans faire de cinéma ».

ANDRÉ PASSERON.

Onzième : MM. Devaquet et Sarre dans une bataille civilisée

« Quoi qu'il arrive, lundi matin je m'attellerai à mon prochain bouquin sur les rapports entre les sciences modernes et la pensée politique. » M. Alain Devaquet affiche une sérénité qui n'a d'égale que celle de M. Georges Sarre, son challenger. Le maire sortant RPR et celui qui tente de redonner à la gauche ce deuxième arrondissement qu'elle détenait jusqu'en 1983. Celui qui a tout à perdre et celui qui a tout à gagner. L'ancien ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur et l'actuel secrétaire d'Etat aux transports routiers se rejoignent au moins sur un point : la rivalité du pronostic. Alain Devaquet retrouve l'atmosphère qu'il affectionne, celle du scientifique prudent : « Comment prévoir l'issue d'un phénomène qui dépend de douze causes différentes ».

Aucun des deux ne renierait le propos de l'écologiste Pierre-François Divier, qui avait vu venir la montée en puissance des Verts à Paris avant le premier tour, mais qui, lui, n'est plus en lice dans le onzième : « Devaquet-Sarre, ça se jouera à quelques voix ». D'autant que cet arrondissement aime réunir tradition et révolution. Il répugne à écraser l'un des plateaux de la balance électorale. En mai 1988, il donnait 55,10 % de ses voix à M. Mitterrand. Mais le mois suivant, regroupé en partie avec le douzième, il choisissait un député de droite, Alain Devaquet, et regroupé pour l'autre partie avec le vingtième, il élisait un député de gauche, Georges Sarre. Les deux mêmes déjà. Alors, les prédictions.

Pour tout compliquer, les références vacillent. La Bastille est l'un des archipels parisiens les plus saisis par le changement. Une nouvelle population est arrivée aux abords du futur Opéra, plus « branchée », plus imprévisible. Cet électoral laisse encore mal deviner ses choix. Avant de reprendre leur bâton de candidat, les deux hommes ont fait leur compte. L'écart entre Alain Devaquet (44,71 % des voix) et Georges Sarre (31,87 %) n'est pas mince. Le

président du groupe socialiste au conseil de Paris note cependant que ses camarades-candidats dans les dix-neuvième, dix-septième, vingtième arrondissements ont fait nettement moins bien. Voilà qui console, mais ne fait pas filer. Georges Sarre se rassure davantage à observer la tendance : s'il ajoute les 5,44 % du candidat communiste pour compléter avec le scrutin de 1983, il progresse d'un point et demi, tandis que son adversaire a perdu plus de neuf points et demi depuis six ans.

Le candidat socialiste puise surtout sa confiance dans sa réserve. D'abord pour capter les voix communistes, il a ouvert sa liste à cinq candidats du PC, dont la mieux placée, M^{me} Aline Delapierre, au cinquième rang, est en position d'être élue. M^{me} Christiane Schwarzbard, conseillère de Paris sortante, s'est effacée.

Les Verts, comme ailleurs dans Paris, se sont tus. Ni négociation ni consigne. Pierre-François Divier, avocat de profession et défenseur des écologistes parisiens, a souffert de la concurrence d'une liste qu'il qualifie de sous-marin : le parti Vert, sur lequel se sont portées 522 voix. Lui-même en a compté 2 033. Il évalue à la moitié la part qui pourrait aller à Georges Sarre, le quart à Alain Devaquet, le dernier quart s'abstenant.

Restent les 7,79 % (3 454 voix) de M. Jean-François Touzé, candidat légitime. Il attribue la relative modestie de son score dans l'arrondissement au Jean-Marie Le Pen avait recueilli 14,71 % au scrutin présidentiel l'an dernier, au choix d'un « vote utile » dès le premier tour, de la part des électeurs de droite.

Lui aussi a renoncé à tout désistement. « Devaquet nous a méprisés pendant toute la campagne. D'ailleurs, lui et Sarre, c'est bonnet rose pâle et bonnet rose vif ». Aussi recommande-t-il non l'abstention — « c'est antichambre » — mais le vote blanc.

Au premier tour, les bulletins blancs et nuls ont dépassé le demi-

millier. « Plusieurs d'entre eux, fait remarquer Georges Sarre, étaient des bulletins de notre liste revêtus d'inscriptions du genre « Enseignants en colère ». Ces électeurs nous reviendront dimanche ».

« Mon métier à l'ancienne »

Il n'en faut pas moins pour aider l'arithmétique. Le candidat socialiste multiplie les contacts. Il en a l'habitude. « J'aime faire mon métier à l'ancienne », sourit-il. La plaque de sa permanence porte deux indications : son nom et qualité électorale, et au-dessous « Amicale des vieux travailleurs ». Tous les vendredis et le lundi parfois, il reçoit les habitants de ces quartiers qu'il représente depuis près de vingt ans, et rencontre des associations de commerçants ou retraités.

Alain Devaquet a choisi, lui aussi, la marche à pied. Avec ou sans Jacques Chirac, venu l'épauler au milieu de la semaine, il affirme s'abriter derrière son bilan de maire sortant. « J'ai construit six résidences pour personnes âgées, et ouvert une crèche par an. Il m'en faut encore quatre ».

L'affrontement demeure civilisé. A M^{me} Beate Klarfeld, présidente du comité de soutien à Georges Sarre, « futur maire du onzième », Alain Devaquet a écrit une lettre publique dans laquelle il rappelle avoir fait annuler en 1986, en tant que ministre des universités, la thèse « révisionniste » de M. Henri Roques, à Nantes, niant l'existence des chambres à gaz pendant la seconde guerre mondiale. Les électeurs juifs, manifestement visés, devront trouver d'autres critères pour départager les deux concurrents. Décidément les abstentionnistes repensés feront la différence, et les deux candidats auraient pu signer la formule lancée par le challenger : « Tous aux urnes, citoyens ».

CHARLES VIAL.

LA CROIX DU SUD

5, rue d'Amboise, 75002 PARIS

Tél. : (1) 42-61-62-70 - Licença A 681

RIO-SANTIAGO

ILE DE PAQUES

TAHITI et SES ILES

SAN-FRANCISCO

DÉPART DE PARIS Le 28-04-1989

RETOUR Le 22-05-1989

PRIX : 31 900 F

URGENT

DERNIÈRE MINUTE

TAPIS D'ORIENT

AVANT FERMETURE TOTALE POUR TRAVAUX DE L'UN DE NOS MAGASINS

VENTE SPECIALE EXTRAORDINAIRE

A DES PRIX JAMAIS VUS

LA VENTE AURA LIEU :
32 RUE DU FAUB. ST-ANTOINE
PARIS 12^e - Tél. : (1) 43 43 78 00
M^o : BASTILLE - à 100 m de la Bastille
Ouvert même DIMANCHE 14h - 19h30 - MARDI 21h

CHOIX EXCEPTIONNEL EN FRANCE

CONDITIONS DE PAIEMENT TRES AVANTAGEUSES

هكذا من الأصل

Politique

des élections municipales

Ces écolos bretons qui dérangent

LORIENT
de notre envoyé spécial

Ah, que les élections étaient belles en Bretagne du Sud lorsque, régulièrement, la droite triomphait au premier tour, à Vannes et à Quimper, et que la gauche l'emportait à Lorient. Droite contre gauche, le jeu était aussi limpide que l'eau minérale de Katell-Roc (Morbihan). En 1983 encore, l'intrusion de quelques écolos téméraires n'avait guère troublé la partie, avec des scores oscillant de 5 % à 7 % : il n'y avait pas de quoi s'inquiéter. On notait là des candidatures de

A Vannes, le maire UDF Pierre Pavée et son rival socialiste Michel Olivier perdent chacun dix points par rapport à 1983. Le candidat « alternatif » n'en est pas le seul responsable, mais il y contribue puissamment en passant de 7,7 à 13,6 %.

A Lorient, le maire socialiste Jean-Yves Le Drian recule de six points, et le candidat RPR Loïc Duffilhol en perd dix par rapport à 1983, à cause d'une nouvelle venue dans la compétition, Renée Conan, qui porte le score alternatif de 5,6 à plus de 15 % ! Mais qu'ont donc fait les maires à l'environnement pour être ainsi sanctionnés ? « Plus écolo que

Cette constance dans la critique écolo à la fin par payer électoralement. La liste Kemper-Ecologie, quel que soit le maire, est assurée d'avoir plusieurs élus. Marc Bécam, pour se consoler, interprète le phénomène de haut : « Le regain des Verts, c'est le phénomène allemand survenant avec quelques années de retard, amplifié par les nitrates et l'ozone. »

« Il a bémolé à tour de bras... »

Le maire de Vannes, lui, n'a pas peur de perdre sa mairie, somptueuse réplique de l'Hôtel de Ville de Paris. Mais il faudra attendre le second tour et accueillir aussi plusieurs écolos autour du tapis vert de la salle du conseil. « Je suis aussi écolo qu'eux, mais pas de la même manière », se défend Pierre Pavée, ingénieur des eaux et forêts à la retraite. « Écolo, lui ? Mais il a bémolé et rembruni à tour de bras, lorsqu'il travaillait à la direction départementale de l'agriculture », s'indigne Jean-Pierre Mousset, employé de banque, qui milite depuis vingt ans à la Société d'études et de protection de la nature en Bretagne (SEPNB) et a quitté le parti des Verts en 1987.

« Je connais Mousset depuis qu'il est gosse », dit paternellement Pierre Pavée, comme pour conjurer le mauvais sort. « Mousset, c'est un copain », reprend Michel Olivier, le candidat socialiste (rocardien) qui se bat depuis des années, pour faire exister la gauche en Vannetais.

A Lorient, le maire socialiste n'a pas non plus de souci à se faire pour sa réélection. Les communistes ont fait liste commune dès le premier tour, et la tête de liste des Verts est une amie qu'il tait depuis toujours. Mais il n'a pas réussi à obtenir la fusion.

Faute d'organiser d'inutiles meetings, les trois candidats se sont affrontés jeudi 16 mars en un débat radiophonique proposé par Radio-Bleu-Marine, dans les locaux du quotidien la Liberté du Morbihan. Pendant une heure, le débat a porté sur le chômage, l'avenir du port, de l'arsenal, mais on a soigneusement oublié l'environnement, qui ne pose pas de problème particulier à Lorient.

Les problèmes d'environnement sont bretons, pas lorientais.

ROGER CANS.

M. Lalonde aime les « Verts ouverts » d'Avignon

AVIGNON
de notre envoyé spécial

Candidate ? Sûrement. Maladroit ? Peut-être. Parisien ? Sûrement pas ! De ces trois qualificatifs, M. Brice Lalonde, secrétaire d'État à l'environnement, accepte les deux premiers, mais il ne tolère pas le troisième. Sa démonstration est simple : il ne peut pas être « partisan » puisqu'il est justement contre les partis, et pour ceux qui en secouent les structures.

Il cite volontiers MM. Michel Noir et Alain Carignon mais on imagine que son admiration pourrait bien descendre un peu plus au sud encore. C'est au sud, justement, en Avignon, où les maires, en place ou à venir, ne sont pas des papes, que le ministre « ami de la Terre » est venu dire, jeudi 16 mars, qu'il « aime les Verts ouverts » tout autant que « les socialistes ouverts ». Ceux-là mêmes qui peuvent travailler ensemble, comme c'est le cas dans cette ville dont le maire sortant, M. Jean-Pierre Roux (RPR), est en ballottage difficile face au « socialiste ouvert », M. Guy Ravier (le Monde du 16 mars).

A l'université, devant trois cents étudiants et professeurs, puis dans une magnifique salle du Palais des papes devant cinq cents personnes, M. Lalonde a réaffirmé que « l'écologie n'est pas une force politique », et il a conseillé aux Verts de ne pas en devenir une sous peine de se perdre, à tort, les seuls dépositaires du label en considérant les autres comme des « nuls ». Décidément, le candidat de l'écologie présidentielle en 1981 n'en a démord pas : oui à l'autonomie verte, non au parti vert. Et d'affirmer que le meilleur moyen d'assumer son autonomie, c'est encore de s'engager aux côtés de ceux qui veulent travailler pour l'écologie. En guise de réponse à M. Antoine Waechter, candidat des Verts à la dernière élection présidentielle, qui l'accusait d'être « un rabatteur de voix pour le PS », M. Lalonde clame qu'il est avant tout « un rabatteur de voix écolo » pour l'écologie.

Ce message a été entendu, avant l'heure, par M. René Pelisson, chef de file de la liste des Verts (6,83 % au premier), qui a obtenu six places dont quatre éligibles (avec un poste d'adjoint au maire) sur la liste Ravier. C'est indéniable, mais M. Pelisson fait un peu peine à voir. Il est comme apeuré, paralysé par sa décision. Laissez-nous vivre et surtout vivez M. Waechter, a-t-il demandé, en substance, à M. Lalonde. Eh bien, vivez M. Pelisson, mais de grâce vivez bien, aurait pu lui répondre M. Lalonde.

OLIVIER BIFFAUD.

Aix-en-Provence : raccommodage à droite

AIX-EN-PROVENCE
de notre correspondant régional

Sur injonction de M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, le candidat de ce parti à Aix-en-Provence, M. Jean-Pierre Bouvet, a finalement accepté de s'effacer devant le maire (UDF) sortant de la ville, M. Jean-Pierre de Peretti della Rocca. Bien que la liste de M. Bouvet, devancée, seulement de 17 voix par celle de M. de Peretti au premier tour (19,79 % des suffrages exprimés), ait été régulièrement enregistrée, ses bulletins ne seront pas déposés dans les bureaux de vote pour le deuxième tour de scrutin. Cette solution résout l'imbricolage créé, le mardi 14 mars, par un contretemps qui avait empêché le dépôt de la liste d'union constituée par les deux candidats (Le Monde du 16 mars). Trois listes, au lieu de quatre, seront donc en présence, dimanche 19 mars : celles de MM. de Peretti (19,83 % des voix au premier tour), décoré mais seul représentant de la droite, Philippe Millian, candidat du FN (15,04 %) et Jean-François Picheral, candidat socialiste allié aux Verts (30,49 %).

GUY PORTE.

Abbeville : M. Max Lejeune en danger

AMIENS
de notre correspondant

M. Max Lejeune (UDF-PSD), quatre-vingts ans, sénateur, ancien ministre, risque de perdre la mairie d'Abbeville, qu'il détient depuis 1947. Ancien militant SFIO, il avait été exclu du Parti socialiste parce qu'il n'acceptait pas le programme commun avec le Parti communiste signé en 1972. Il avait ensuite fondé le parti social-démocrate.

M. Lejeune se trouve aujourd'hui en situation délicate. L'autre candidat de droite, M. Patrick Mignot, jeune fonctionnaire de trente-trois ans, barbu, qui présentait une liste indépendante, a obtenu 17,96 % des voix au premier tour, et a décidé de se maintenir au second. La gauche s'en réjouit. Socialistes et communistes, qui avaient recueilli respectivement 27,60 % et 17 % des suffrages exprimés, iront à la bataille ensemble sous la direction de M. Jacques Boay, député socialiste.

Avec ses 37,44 % du premier tour, M. Lejeune a un lourd handicap à remonter. Ce vieux gogard de la politique, qui fut en 1936 le plus jeune député de France, doit aujourd'hui se demander s'il a bien fait, dans le cadre de la loi sur le cumul des mandats, de ne pas se représenter aux dernières élections cantonales — il était président du conseil général de la Somme depuis 1945 — et de choisir de rester le premier magistrat de sa ville. Quant aux Abbevillois, ils sont de plus en plus nombreux à dire ouvertement que celui qui partisans et adversaires appellent « Max » aurait dû savoir décaler au lieu de prendre le risque de quitter sa mairie sur un échec.

Malgré son équation personnelle, qui reste forte, il avait tout de même un chiffre à méditer : à la dernière élection présidentielle, M. Mitterrand avait obtenu à Abbeville, au second tour, 64 % des suffrages (55,71 % en 1981).

MICHEL CURIE.

RECTIFICATIFS

● A Châteauneuf (Alpes-de-Haute-Provence), M. José Escanar a obtenu 59,16 % des voix et non 50,91 % comme nous l'indiquions dans le commentaire général du département publié dans nos éditions du 14 mars.

● A Combe-la-Ville (Seine-et-Marne), la composition politique du conseil municipal est de 1 ext. g.,

4 PC, 12 PS, 9 div. g., 4 RPR et 3 div. d.

● A Caen (Calvados), nous avons inversé les scores obtenus respectivement par une liste écolo et une liste divers menée par M. Delaunay qui a rassemblé 1 627 voix (soit 4,18 %).

Madame 15 %

A cinquante et un ans, Renée Conan a mené tous les combats de l'extrême gauche. D'abord, contre la guerre d'Algérie, lorsqu'elle militait à l'UEC, puis au PC. Elle s'est ensuite concentrée sur la lutte antinucléaire commencée au Bugey en 1971.

Elle a mené campagne pour René Dumont en 1974, puis pour Brice Lalonde en 1981. La seule année où elle ait jamais voté François Mitterrand (au second tour), car « il y a eu ensuite l'affaire du Rainbow Warrior, que je n'ai jamais pu avaler ».

Professeur de français pendant vingt ans, adepte de la « bouffe bio » depuis toujours, Renée Conan s'est déclarée « acquiescente » sur sa liste, presque par provocation. Pourtant, cette femme joviale et vive semble incapable de haïr ses adversaires. Brice Lalonde, que les Verts considèrent aujourd'hui comme le pire des tritons, trouve encore grâce à ses yeux. « La dernière fois que je l'ai vu, c'était à l'enterrement du général

de Bollardière. Je l'aime bien, mais il a retourné sa veste sur le nucléaire. Ses positions d'aujourd'hui sont inadmissibles ».

A l'adresse des militants du PS qui ont essayé de la récupérer pour ces élections, elle lance cet avertissement : « Je n'ai jamais été socialiste, et je ne le serai jamais. » Libérale, autogestionnaire, elle préfère la compagnie des alternatifs, tiers-mondistes, et régionalistes, qui garnissent sa liste verte. « Lorsqu'on a vu qu'on dépassait 15 % l'autre dimanche, ce fut le délire, dit-elle la ferme à l'œil. On n'aurait jamais cru atteindre 10 % ».

Succédant à une militante du PSU qui avait mené seule le combat alternatif pendant six ans au sein du conseil municipal, elle attend avec gourmandise d'entrer avec ses amis dans le temple municipal. Et alors, gare à messieurs les ronds-de-cuir !

R. C.

témoignage qui fleurait bon la marginalité. La démocratie était bien gardée.

Patrons en 1989 ! Le vote vert double ou triple sa mise. C'est la stupéfaction dans les états-majors et les mairies. On s'attendait à un vote sanction contre les municipalités de gauche, complices du pouvoir, et bien non : les Verts bretons déstabilisent tous les maires en place, qu'ils soient de droite ou de gauche. Marc Bécam, maire RPR de Quimper, ancien ministre, se retrouve avec un petit 37,36 % talonné par son rival socialiste, Bernard Poignant, auquel les communistes n'ont laissé que 36,31 %. Et tout ça parce qu'un certain Alain Uguen, qui n'avait recueilli que 5,63 % des voix écolos en 1983, en obtient 14,45 % aujourd'hui.

moi, tu meurs », lance par boutade Marc Bécam ! En rappelant qu'il a été le premier rapporteur du budget de l'environnement en 1971, que Quimper a été sacrée « ville fleurie » et qu'elle dispose d'une station d'épuration qui fonctionne — ce qui est rare — à plus de 90 %. Mais il a trouvé sur sa route un grand écographe à moustaches et fines lunettes, maître de son état, et âgé aujourd'hui de trente-huit ans, Alain Uguen.

« J'étais prêt à lui confier une délégation en 1983 », affirme Marc Bécam. Mais le ton est vite monté, et Alain Uguen a voté contre tous les budgets pendant dix ans, avec une « constance » que doit reconnaître l'ancien ministre.

PROPOS ET DÉBATS

M. Rocard le PC tend à devenir un parti régional

Dans un entretien accordé vendredi 17 mars au quotidien l'Est Républicain, M. Michel Rocard estime que le Parti communiste « tend à devenir un parti régional, plutôt dans quelques régions et en voie de marginalisation ailleurs ». Evoquant la mention « injustifiable » de la liste communiste au deuxième tour des élections municipales à Sarcelles et à Noy-le-Grand, le premier ministre ajoute que le PC a montré qu'il préfère « la réflexion d'un maire de droite à la victoire d'un socialiste ». « J'imagine que les électeurs communistes doivent se sentir en plein désarroi, ce qui nuit à l'ensemble de la gauche », a observé M. Rocard.

A propos de la percée électorale des écolos, M. Rocard estime qu'elle s'explique par « neuf doses de crainte pour l'environnement et une dose de désaveu à l'égard des appareils ». Le gouvernement et les maires socialistes n'ont « pas attendu les élections municipales pour se préoccuper de l'environnement », affirme le premier ministre, qui espère bien qu'il leur en sera donné acte au second tour.

M. Marchais (PCF) pas de dramatisation

M. Georges Marchais s'est écrié, jeudi 16 mars, contre la « dramatisa-

tion à laquelle se livrent les dirigeants du PS » à propos du refus des communistes de se retirer au profit de la liste socialiste au second tour à Sarcelles et à Noy-le-Grand. Pour le secrétaire général du Parti communiste, « ces quelques cas sont sans doute regrettables mais restent très limités ».

M. Carl Lang (FN) une déclaration de guerre aux électeurs du FN

M. Carl Lang, secrétaire général du Front national, considère que les prises de position de M. Jacques Chirac refusant toute négociation avec le Front national « constituent une véritable déclaration de guerre aux électeurs du FN (...) ». On ne peut pas à la fois insulter des électeurs et espérer leurs voix », a observé M. Lang dans un communiqué.

M. Chirac l'union de l'opposition permettra l'alternance politique

M. Jacques Chirac, qui s'exprimait jeudi 16 mars dans le 19^e arrondissement de Paris où il était venu soutenir la candidature de M. Alain Juppé (RPR), tête de la liste « Union pour Paris », a estimé que l'union de l'opposition devra « donner demain la force d'assumer l'alternance politique indispensable à l'avenir de notre pays, le socialisme étant une voie sans issue ».

VENDREDI
17 MARS
20F
Dans tous les kiosques

**AU SECOURS !
POLITIS
REVIENT.**

Politis n'est pas mort ! Seulement fouthé... Pour redresser notre situation financière, nous lançons une grande souscription nationale. Vous êtes partants ? Adressez vos chèques à l'ordre de la SENH, 76, rue Villiers de l'Isle-Adam, 75020 Paris. Merçi. Bernard Langlois

A Saint-Paul (la Réunion) le PC et le RPR font alliance

L'histoire électorale de la Réunion regorge de coalitions étranges. L'anomalie vient cette fois de la commune de Saint-Paul, où le secrétaire général du Parti communiste réunionnais M. Paul Vergès, et le responsable de la section ouest du RPR, M. Christian Kichenin, ont décidé de fusionner leurs listes pour tenter de prendre la mairie au maire sortant, un centriste, M. Cassam Moussa. M. Moussa n'est pas en reste puisque, ancien gaulliste exclu du RPR en 1987 pour indiscipline, il conclut une alliance avec un député non inscrit, M. Alexis Pota, dissident du PCR.

La décision de M. Vergès de s'allier à un élu sortant du RPR n'est évidemment pas innocente. Le secrétaire général du PCR joue aujourd'hui une grosse partie, après sa tentative manquée de se faire élire député de la circonscription est de l'île en juin dernier. En cas de défaite, il ne resterait plus à M. Vergès qu'un seul mandat local : celui de conseiller régional. Le secrétaire général du PCR veut aussi par son élection à Saint-Paul faire oublier la perte de Saint-Leu et celle, probable, de Saint-Pierre par son parti. Ces deux communes font partie du syndicat intercommunal du SIVOM que préside M. Vergès. Alors que l'ensemble des élus de la droite locale manifestent leur inquiétude vis-à-vis du jeu pris par ce syndicat, le co-légitime RPR de M. Vergès a déclaré mardi qu'il ne voyait pas d'un mauvais œil que la commune de Saint-Paul fasse partie de ce SIVOM. — (Corresp.)

Politique

La préparation du deuxième tour des élections municipales

Sarcelles : le PCF oppose une fin de non-recevoir au PS et le FN choisit l'abstention

« Pour battre Raymond Lamontagne, il aurait fallu une autre dynamique que celle proposée par les socialistes, il aurait fallu donner la même importance aux deux courants de gauche qui existent à Sarcelles. » C'est en ces termes que M. Marie-Claude Beaudou, sénateur, conseiller général et tête de liste communiste, justifie le maintien de sa liste au second tour des élections municipales de Sarcelles (Val-d'Oise) face à celle des socialistes. Une décision qui, à coup sûr, favorisera le candidat d'union de la droite, M. Raymond Lamontagne, maire RPR sortant. La gauche, dans son ensemble, totalise au premier tour, avec les voix du candidat PSU, M. Gérard Fringot, 52,89 % des voix - 26,78 % pour le PS et 20,64 % pour le PC - tandis que M. Lamontagne en obtient 34,67 % et le candi-

dat du Front national, M. Roger Lapetouille, 10,67 %.

Pour M. Beaudou, inutile d'aller chercher bien loin les raisons de son choix : les communistes veulent la parité avec les socialistes au conseil municipal et la place de premier adjoint pour leur tête de liste.

« Pas question, répond le candidat socialiste, M. Dominique Strauss-Kahn, la composition du conseil que nous leur avons présentée est arithmétique à partir des résultats du premier tour : 19 PS et 13 PC, et un bureau municipal comptant 7 PS et 6 PC. Quant au premier adjoint, il est toujours de la couleur politique du maire dans n'importe quelle ville d'union. »

Une base pas tout à fait d'accord

« Un collégiste socialiste de M. Vieux blessé à Orly. » M. François Philippin, premier socialiste figurant en quatrième position sur la liste de M. Gaston Vieux, le maire reconstruit communiste d'Orly (Val-de-Marne), exclu du PCF, affirme avoir été agressé, jeudi 16 mars dans l'après-midi, par des militants communistes alors qu'il faisait du porte-à-porte dans une cité, accompagné d'un camarade. Pris à partie « par trois hommes que je ne connais pas », a dit M. Philippin à l'AFP, mais que mon camarade a reconnus comme étant des communistes de Villiquet et de Vitry », il a été victime d'une fracture du nez et d'un traumatisme crânien. A sa sortie de l'hôpital où il avait été soigné, il a déposé plainte contre X pour coups et blessures volontaires. Lors d'un meeting, le soir, M. Vieux a dit avoir été « traité de traître par un homme qui m'a menacé. »

M. Beaudou refuse d'appliquer à Sarcelles cette règle générale, arguant du fait que le score du député PS, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, est loin d'être significatif et que les deux courants politiques sont en fait à égalité dans la population. « Nous n'avons, ajoute par ailleurs M. Beaudou, aucune garantie pour la défense de notre programme, notamment sur le problème du logement. La convention signée en 1985 entre M. Fabius et la Compagnie Immobilière de la région de Sarcelles aboutit à un doublement des loyers. » « La démagogie, ce n'est pas une garantie. A partir d'un moment on ne peut plus entraîner les gens à combattre la droite sans programme précis. »

Bizarre cette soudaine moralisation du combat politique qui voit

une liste communiste permettre la réélection d'un maire RPR et bouter le candidat socialiste qui avait, lui, toutes ses chances de passer au second tour. M. Strauss-Kahn évoque d'ailleurs les appels étonnés d'électeurs communistes décidés à le soutenir.

D'autant que, si le comité de section s'est prononcé à l'unanimité en faveur du maintien de la liste, il semble que la base ne soit pas tout à fait d'accord avec cette position.

« En fait, répond le candidat socialiste, dès le départ ils ne voulaient pas l'union, car ils ont mal accepté d'arriver derrière nous. Ils ont tenu la mairie pendant dix-huit ans et ils espéraient y revenir. Marie-Claude Beaudou était sûre d'arriver en tête. »

Jean, M. Georges Marchais s'est étonné, dans un communiqué, de la « démagogie » des socialistes : « Pourquoi dramatiser à partir de quelques cas, sans doute regrettables, mais qui restent très limités ? Ce n'est pas raisonnable. D'autant que, s'il y a un parti qui serait en droit d'élever fortement la voix, c'est bien le Parti communiste. » En réponse, M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national du PS, chargé des élections, nous a déclaré au nom de la direction du PS : « Dans tous les cas de grave indiscipline (...) le PS a exclu ses candidats ou dissous ses sections. Nous exigeons la réciprocité à Sarcelles et à Noisy-le-Grand. »

Le PC n'est pas, aujourd'hui, le seul allié objectif du maire sortant. Il y a aussi le candidat du Front national, qui malgré le mot d'ordre de maintien au second tour de ses instances nationales, a choisi de se retirer sans, semble-t-il, en avoir

avisé son responsable départemental, M. Yves de Coutgouéren. Mercredi 15 mars, le conseiller régional FN du Val-d'Oise, M. Gilbert Cottin, se déclarait « scandalisé et catastrophé ». « Il s'agit d'une décision personnelle, unilatérale. Si nous nous étions maintenus, nous aurions pu compter sur trois élus. Maintenant plus rien. M. Lapetouille ne gagne rien à cette décision. »

Le Front national a annoncé jeudi 16 mars l'exclusion du mouvement de M. Roger Lapetouille et appelle ses électeurs à s'abstenir dimanche. Dans un communiqué, le FN estime que le maire sortant « en refusant d'accepter l'union n'a pas manifesté la volonté de battre la gauche socialiste-communiste et a pris la responsabilité de l'échec des forces nationales ». Le FN « dément tout désistement » en faveur de M. Lamontagne.

M. Lamontagne, lui, en revanche, reprend du poil de la bête. Il se défend de toute tractation avec le candidat du mouvement de M. Jean-Marie Le Pen : « Ma liste a été composée avant le premier tour, elle est restée intacte. » Avec certains candidats sympathisants du Front national. Pour le maire sortant, c'est simple : « Le candidat du FN a eu du mal à recomposer sa liste pour le deuxième tour, car plusieurs personnes avaient décidé d'en partir pour ne pas gêner la droite. »

Quant à M. Strauss-Kahn, il ne peut plus guère compter que sur un nouveau coup de théâtre pour espérer l'emporter : le retrait de la liste communiste.

JACQUELINE MELLON.

Après la nouvelle journée de grèves

M. Michel Rocard recevra lundi des parlementaires corses

M. Michel Rocard, qui a reçu M. Pierre Joxe vendredi matin 17 mars, avant de s'entretenir avec le président de la République, recevra lundi une délégation de parlementaires corses. M. José Rossi, député UDF de Corse-du-Sud, avait reproché, mercredi, au gouvernement de refuser la concertation avec les élus corses, tandis que M. Pierre Pasquini, député RPR de Haute-Corse, avait demandé, vendredi sur Europe 1, que M. Michel Rocard intervienne dans le conflit qui oppose depuis plusieurs semaines les fonctionnaires de l'île au gouvernement. Les fonctionnaires demandent une « prime d'insularité » destinée à compenser le niveau des prix qui est supérieur, dans l'île, à celui du continent.

En recevant les parlementaires, le gouvernement veut ouvrir le dialogue pour trouver une issue au conflit. Néanmoins, sur le fond, le gouvernement n'entend toujours pas céder aux revendications syndicales sur la prime d'insularité.

La délégation sera composée de MM. Jean-Paul de Rocca-Serra (député RPR de Corse du Sud, président de l'Assemblée régionale de Corse), José Rossi (député UDF et président du conseil général de Corse du Sud), François Giacobbi (sénateur MRG, président du conseil général de Haute-Corse), Pierre Pasquini (député RPR de Haute-Corse), Emile Zaccarelli (député MRG de Haute-Corse) et Charles Ornano (sénateur non inscrit de Corse du Sud).

La Corse a connu, jeudi 16 mars, une nouvelle journée de grèves et de manifestations marquées, à Bastia, par quelques incidents. Un CRS a été blessé.

Les limites de la « méthode Joxe »

RONIE des mouvements sociaux :

Le premier gros problème que rencontre le gouvernement dans le dossier corse, depuis que M. Pierre Joxe en est chargé, est un problème de pouvoir d'achat et de justice sociale, qui met les nationalistes presque autant en porte-à-faux que le pouvoir central. M. Joxe a déjà gagné plusieurs mois dans sa course contre la montre avec les nationalistes pour leur ôter tout « prétexte » à un nouveau recours à la violence. Mais il n'a pas pu empêcher le déclenchement, sinon de la violence, en tout cas de l'agitation sociale et des germes de violence qu'elle contient.

Comme si, ne pouvant être au four et au moulin, le ministre de l'Intérieur avait, en se consacrant à un jeu subtil avec les nationalistes, déclenché dans la population, un réflexe du genre : « Et nous ? ». Comme si la période des attentats était déjà assez lointaine pour qu'elle soit oubliée et que les Corses se tournent vers le continent pour y observer les mouvements sociaux et se rappeler qu'eux aussi ont des revendications à présenter. Comme si, en fait, le gouvernement s'était trouvé, schématiquement, face à une île à deux visages : un visage politique particulier que M. Joxe a su et pu aborder (même si les nationalistes lui reprochent sa timidité en matière économique) ; un visage social, comparable à celui d'autres régions françaises, que le gouvernement n'a pas pris en compte assez vite.

Mémoire élogieuse

C'est, d'ailleurs, la reproche qu'adressent déjà l'opposition au gouvernement, notamment par la voix de M. José Rossi, député UDF de Corse-du-Sud : tout en rendant hommage, dans l'ensemble, à la « méthode Joxe », M. Rossi avait, bien avant le début du mouvement social, demandé au ministre de ne pas se cantonner à un dialogue avec les seuls nationalistes et souhaité que le gouvernement soit plus hardi et plus rapide dans son action économique. Même si M. Rossi, comme beaucoup, pensait alors plus au chômage dans l'île qu'à une protestation des fonctionnaires contre la vie chère.

Là aussi, la grève a fait des dégâts. Le consensus politique naissant, qui était l'un des succès de M. Joxe, est rompu. Tandis que M. Pierre Pasquini, député RPR de Haute-Corse, critique M. Joxe, M. Rossi reproche au gouvernement un « refus de concertation », d'où la décision de M. Rocard de recevoir les parlementaires corses.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

PARTIR ? Alors que vont se jouer des événements aussi incertains que les municipales de Lyon et de Marseille ? Comment va-t-il être possible de vivre durant près de quinze jours en ne sachant pas, la distance l'empêchant, si M. Trautmann l'a emporté sur M. Rudloff à Strasbourg ? En ignorant si M. Waechter a écrasé M. Kiffa et ratiné M. Rocco ? Si M. La Pen a triomphé de M. Charzat et de M. Bariani ? Cela ne se peut. Le cœur hésite. La raison renâcle.

En bien, si l'entre le pot-au-feu municipal et des paysages de légende, le cœur ne balance plus. La raison s'incline. Le chisme s'efface sous les coups du grand large.

Voter par procuration, afin de pouvoir le dernier siège non attribué au village, pour cause de timidité électorale de la candidate, il n'y faut pas songer. Les Corses et les communistes sont très gentils, grâce à qui M. Joxe a fait voter une loi antitraude en décembre dernier. Mais pour celui qui n'est ni corse - comme son nom l'indique - ni communiste - cette confession doit-elle passer pour un manquement au devoir de réserve qu'il bon droit on s'impose dans cette maison - et cherche comment faire établir une procuration, benique !

Ce n'est pas si facilement que cela qu'on calme sa conscience, tant il faut de documents pour établir sa sincérité. Il n'est pas exigé de fournir la certitude de naissance de ses quatre arrière-grands-mères, mais il doit s'agir d'un oubli du législateur. Il faudra donc, le rouge au front, s'avouer abstentionniste. Encore heureux que le vote ne soit pas obligatoire, sinon c'était la retenue aux frontières.

Pourtant, aussi ridicule que cela paraît aux esprits forts, c'est une petite blessure que de ne pas participer au scrutin ; la conviction d'être fauti, l'impression d'être banni, exclu, récusé ; pour on ne sait quelle cause qui rendrait indigne de dire son mot dans la démocratie du pays.

D'autant que ce n'est pas si fréquent. Certes, ces temps-ci, les consultations succèdent aux consultations mais, pour chacune d'elles, pas si souvent. Cinq ans entre deux législatives (sauf victoire de M. Mitterrand) ; six ans entre les municipales ; sept d'une présidentielle à l'autre. Ce ne sont pas des mandats à l'américaine que reçoivent les élus français, le record revenant aux sénateurs qui, élus par une poignée d'électeurs, sont tranquilles pour neuf ans.

Point n'est besoin cependant de cinq ou six années pour porter un jugement sur une équipe ou sur un homme. Il faut faire avec, comme on dit, que cela plaise ou non. Heureux, finalement, ceux qui ont voté pour le perdant. Ils ne risquent pas de se voir mordre les doigts, leur champion n'ayant pas l'occasion de décevoir.

DES perdants, à ces élections municipales, il y en a deux : M. Barre et M. Pizat. M. Barre s'en remettra, il en a l'habitude. Il ne lui a d'ailleurs jamais été demandé de gagner, mais de nous permettre de croire, en nous faisant comprendre la pro-

fondeur de notre sottise, que nous étions intelligents. Il n'y a pas de raison qu'une péripétie démocratique le prive de ce rôle - et de notre plaisir. S'il a, quant à lui, démontré qu'il n'était pas doué pour la politique, cela ne signifie en rien qu'il soit inapte à la vie publique. S'il venait à se taire, il y manquerait - cela dit sérieusement - quelque chose de nécessaire que lui seul apporte.

Voilà pour les perdants immédiats, sortes d'iphigénies consenties au vent démocratique. N'en voit-on pas se profiler d'autres, aujourd'hui triomphants, mais par une manière de trompe-l'œil ?

La gauche a peu de divines surprises à espérer du côté de la capitale (dangeruse prophétie quand on s'apprête à lever le pied et qu'il faudra attendre quinze jours pour en demander pardon si elle se révèle sans fondement).

Perdants

La gauche gagnerait-elle le vingtième arrondissement, qui porte à présent tous ses espoirs refroidis, qu'il serait absurde d'aller clamant que M. Chirac est défait. Par définition, si M. Bariani, l'hospitalier M. Bariani qui voulait loger dix-sept personnes dans deux pièces, était battu, ce serait évidemment M. Le Pen qui aurait gagné et non pas M. Chirac. Même si M. Chirac n'emporte que « dix-neuf arrondissements, cela restera un triomphe.

D'autant qu'un assaut a au moins été lancé contre lui, et par une personnalité socialiste qui, elle, avait plus à y perdre qu'à en profiter. Il ne s'est en revanche trouvé personne de même rang pour aller défier M. Baudis à Toulouse ou pour tenter de prander pied dans cette ville ouverte qu'était Lyon. Que les caciques socialistes qui se réjouissent sous cape du revers de M. Joxe mesurent leur courage à l'aune de leur audace.

Mais ce triomphe chiracien, dont les loyers parisiens ont été l'opportuniste levier, que représente-t-il au-delà de Paris ? M. Chirac n'y serait-il entré, un jour de 1977, que pour s'y enliser, pour y trouver ses limites ? Si bien « marié » à la capitale qu'on ne l'imagine pas « épousant » le pays ? Qui ne songerait alors à déchanter un meilleur... parti ?

Tout en France étant lié à l'élection présidentielle (qui gèle la vie publique, autant que la Quatrième la rendait instable), la première fonction d'un parti est de se donner un présidentiable, et de préférence de n'avoir jamais à le chercher.

A partir de quel moment un parti peut-il estimer que son numéro un ne peut plus l'affaire ? Quand ses compagnons se sentent en mesure de ne pas faire plus mal. Après

tout, M. Chirac a été deux fois candidat à l'élection présidentielle pour la perdre (1), et deux fois premier ministre pour ne pas le rester. Il ne doit pas être impossible de faire aussi bien.

Quand on voit M. Noir, M. Carignon ou M. Séguin s'être, chacun selon son style, si bien « démarqués » du RPR, et que le dernier d'entre eux a osé sursur surprendre que M. Chirac se grandirait en quittant la présidence du mouvement, on se doute bien que c'est pour mieux s'en emparer. Les « quasi apolitiques » d'aujourd'hui seront les archipolitiques de demain. La coup du grand homme qui va son chemin tout seul, M. Barre est là pour rappeler que cela mène à l'estime générale, mais pas à l'élection.

TOUT comme on va le voir pour les apolitiques, si prompts à dénoncer ce qui est politique, M. Buchmann à Strasbourg en tête, mais pas moins désireux de partager les jeux qui méritent ce qualificatif. Ils se disent au-dessus des partis pour mieux en récupérer les règles et les bénéfices. Ils sont vêtus de probité candide et de lin blanc, mais comme le loup s'affuble de la dépouille de l'agneau. Ils sont sincères pour ce que paie aussi la sincérité.

Is ont d'abord été politiques sans le savoir. Ils ont comblé un vide qu'avait laissé se creuser l'aveuglement des partis. Si ces derniers avaient moins méconnu la vie, qu'ils sont chargés de comprendre et de traduire, ils ne seraient pas en train de courir après les fruits de leur ignorance et de leur présomption.

Ce n'est pas que les partis font trop de politique, c'est qu'ils n'en font pas assez. Il ne s'agit pas de donner la politique, mais d'en étendre la fonction : de faire entrer plus de réalité dans le champ qui doit être le sien. Tout est politique, rarement l'adage fut plus vrai.

A commencer (aujourd'hui) par l'écologie. Son objet est aussi vieux que le monde et cette science, ou plutôt cette morale, ne cesse pas d'être neuve. Il faut que les partis la reçoivent en pleine figure pour qu'ils voient qu'elle était un de leurs devoirs premiers. Non pas pour satisfaire à la mode (la mode, c'est les Verts), mais pour montrer l'ardente nécessité des partis.

CES angelots rasés de la veille doivent quand même bien rire des courbettes que leur adressent ceux dont ils guignent la place. Car ils n'en veulent pas moins que les autres, les « politiquement neutres » de l'ancien candidat à l'Elysée. Mais comme leurs discours sont bien peignés, ils peuvent faire croire à leur virginité. La virginité, c'est fait pour être perdu. Ça aussi, c'est de l'environnement. Les Verts sauront mûrir, agacer moins les dents, montrer les leurs, se couler dans le moule.

(1) Oui, M. Mitterrand l'a été trois fois. Et même quatre...

Toute l'année 88 en 240 pages

Les principaux événements, une chronique détaillée, deux index thématiques.

Le Monde Ed. J. Oudin

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Edouard Mameur L'année 1988 dans Le Monde

Préface d'André Rutten

Le Monde

503 من الأصل

Société

De la formation aux primes

La revalorisation des carrières universitaires

Le plan de revalorisation des carrières des enseignants du supérieur, officiellement annoncé le 16 mars par le ministre de l'éducation, comporte trois types de mesures : la mise en place d'un système attractif de formation des enseignants chercheurs ; un ensemble de mesures statutaires et indiciaires destinées à améliorer le déroulement des carrières ; enfin, l'instauration d'un système de primes.

UNE AIDE À LA FORMATION DES ENSEIGNANTS

Les étudiants vont se voir proposer des incitations fortes à poursuivre leur formation pour entrer dans la carrière universitaire. Ceux qui préparent une thèse de doctorat perçoivent déjà une allocation de recherche de 7 000 francs brut par mois. Et le gouvernement a annoncé récemment (*le Monde* du 11 février) le doublement, en cinq ans, du nombre de ces allocations de recherche.

Par ailleurs, va être mis en place un « monitoring d'initiation à l'enseignement supérieur », qui comportera un tiers de services (soit environ soixante-cinq heures de travaux dirigés dans l'année) dans le premier cycle ou la licence, sous la direction d'un enseignant chercheur, et deux stages de formation pédagogique de dix jours par an. Ce monitoring sera accompagné d'une allocation de 2 200 francs par mois, qui s'ajoutera à l'allocation de recherche.

Les allocations-montées verront leurs services d'enseignement pris en compte pour l'intégration dans le corps des maîtres de conférences. Ils pourront donc commencer leur carrière directement au deuxième échelon de ce corps, soit à un salaire mensuel de 10 000 francs net.

ACCÉLÉRATION ET REVALORISATION DES CARRIÈRES

1) Les professeurs : Les débuts de carrière des professeurs vont être sensiblement accélérés : la durée de chacun des quatre premiers échelons est ramenée à un an, alors qu'elle est actuellement de un an et demi ou un an et neuf mois.

Le pyramide budgétaire du corps sera modifiée, pour atteindre, en cinq ans, 50 % en deuxième classe, 40 % en première classe et 10 % en classe exceptionnelle. De même l'objectif fixé est d'atteindre, toujours en cinq ans, 60 % de maîtres de conférences et 40 % de professeurs (contre 72 % et 28 % respectivement aujourd'hui si l'on tient compte des assistants ou assimilés).

2) Les maîtres de conférences :

Le déroulement des carrières est légèrement accéléré en première comme en deuxième classe. Les indices, et par conséquent les salaires de départ, sont sensiblement revalorisés :

Echelon	Situation actuelle	Proposition
3 ^e	10 900 F net/mois	11 100 F
2 ^e	9 560 F	10 010 F
1 ^e	8 140 F	8 900 F

Par ailleurs, est créée une « hors classe » pour les maîtres de conférences.

Elle se situera au niveau de salaire de la deuxième classe du corps de professeurs (13 000 francs net par mois). Cette « hors classe » sera réservée aux maîtres de conférences qui ont cinq ans de service effectif dans le corps et sont au moins au quatrième échelon. Elle sera de type fonctionnel, c'est-à-dire qu'elle sera ouverte à des enseignants chercheurs qui exercent des responsabilités pédagogiques, d'encadrement ou de suivi des étudiants.

En cinq ans, le gouvernement prévoit d'y accueillir 8 % de l'effectif du corps des maîtres de conférences. Sur la même période, il prévoit de réduire à 28 % la proportion des maîtres de conférences de deuxième classe.

3) Les autres catégories d'enseignants :

L'objectif est d'intégrer progressivement ces catégories dans le corps des maîtres de conférences, soit en utilisant les postes créés ou vacants chaque année, soit en programmant des transformations spécifiques.

— Les assistants : Le corps est en voie d'extinction depuis le début des années 80, c'est-à-dire qu'on n'en recrute plus. Mais il reste, tout de même, près de trois mille cinq cents assistants. Le gouvernement souhaite accélérer le mouvement d'extinction : il projette notamment de transformer, en cinq ans, mille emplois d'assistant en emplois de maître de conférences, à condition que ces assistants soient titulaires de leur doctorat.

— Les associés, lecteurs, adjoints d'enseignement et vacataires : En plus des emplois vacants ou créés utilisables, cent emplois de maître de conférences sont réservés pour ces personnels, à condition qu'ils soient titulaires du doctorat. Par ailleurs, cent emplois d'adjoint d'enseignement sont réservés, afin de permettre leur titularisation, à ceux qui n'ont pas passé leur thèse.

DES PRIMES ET INDEMNITÉS

L'ensemble du dispositif prévoit l'indexation de ces indemnités sur la valeur du point indiciaire de la fonction publique. Il sera donc régulièrement réévalué.

— Les heures complémentaires : Elles seront revalorisées de 20 % cette année (après un relèvement de 40 % déjà l'an dernier). A dater d'octobre 1989, l'heure complémentaire de travaux dirigés se situera donc nettement au-dessus de 200 francs.

— Une prime de recherche et d'enseignement supérieur est attribuée à tous les universitaires qui font leur service normal et ne cumulent pas leur salaire avec des activités extérieures. Elle remplacera l'actuelle prime de recherche (2 500 francs par an) et sera de l'ordre de 6 200 francs par an.

— Une prime d'enseignement supérieur (de 6 200 francs par an)

est créée. Elle sera notamment attribuée aux personnels du second degré en fonction dans l'enseignement supérieur.

En dehors de ces mesures générales, trois autres primes plus différenciées sont créées et viendront s'ajouter, pour les bénéficiaires, à la prime de recherche et d'enseignement supérieur. Il ne s'agit pas, souligne le ministre, de payer les universitaires au mérite, mais de rémunérer des activités spécifiques.

— Prime d'encadrement doctoral et de recherche : D'un montant de 25 000 francs par an, modulable selon le traitement, elle sera attribuée pour quatre ans, par la direction de la recherche, aux enseignants qui auront la demande et dont l'activité de recherche (direction de laboratoire ou d'encadrement (direction de thèses), est « vérifiable ». Pour examiner les cas des universitaires qui s'estimeraient lésés dans l'attribution de ces primes, une commission nationale de recours va être créée. Elle sera paritaire et les syndicats y désigneront leurs représentants, suivant les proportions du comité technique paritaire et du CNESER.

— Prime pédagogique de premier et deuxième cycles : Les enseignants-chercheurs qui acceptent d'assurer, pendant quatre ans, un enseignement complémentaire et, ou des tâches spécifiques d'encadrement et d'accueil des étudiants, de mise en place de nouvelles filières ou d'encadrement des monteurs, percevront une indemnité de 9 000 francs par an en moyenne, en plus de la prime de recherche et d'enseignement supérieur et de la rémunération des heures complémentaires. L'attribution des primes sera proposée localement par l'université et acceptée par la direction des enseignements supérieurs dans le cadre de la politique contractuelle. Là encore est créée une instance nationale paritaire de recours.

Les tâches d'encadrement et d'animation pédagogique pourront en outre être rémunérées sous forme d'heures complémentaires.

— Prime d'administration : Les enseignants qui exercent des responsabilités administratives particulières percevront à partir de la rentrée prochaine, en plus de la prime de recherche et d'enseignement supérieur, des indemnités annuelles dont les taux moyens seront les suivants : 48 000 francs pour un président d'université, 30 000 francs pour un directeur d'école ou d'IUT, 15 000 francs pour un vice-président d'université ou un directeur d'UER.

Une table ronde sera organisée dans deux ans pour faire le point sur le système de revalorisation et sa mise en œuvre.

G. C.



L'accord peut débloquent les autres négociations

(Suite de la première page.)

A l'inverse, les syndicats autonomes ont signé le relevé de conclusions ministériel en raison de l'apparition des primes dans le régime de rémunération, même si celles-ci restent, à leurs yeux, encore insuffisantes.

C'est bien, en effet, la grande novation de ce plan de revalorisation : l'apparition de primes différenciées dont les enseignants étaient l'un des rares corps à ne pas bénéficier. En outre, ces primes, correspondant à des tâches ou à des fonctions précises, seront indexées sur l'évolution des rémunérations de la fonction publique. Enfin, on ne cache pas au ministère — et l'on sait bien dans les syndicats, comme au ministère du budget — qu'il sera plus facile à l'avenir de renégocier

un système de primes souple que de revaloriser la grille indiciaire des universitaires.

L'amélioration des débuts de carrière n'est pas moins importante pour faire revenir vers le métier d'universitaire des étudiants de plus en plus attirés par les salaires très concurrentiels du secteur privé.

Un « signal positif »

Il y avait là un enjeu vital pour l'Université, qui va devoir faire face, dans les deux prochaines décennies, à d'énormes besoins de recrutement pour compenser des départs à la retraite massifs et pour assumer l'augmentation du nombre des étudiants.

Pour le gouvernement, et en particulier pour le ministre de l'éducation, cette signature solennelle est un indéniable pas en avant. Non seulement M. Jospin apporte la preuve qu'il sait négocier un bon accord — qualité que certains hésitent à lui reconnaître — mais surtout il fait la démonstration que la négociation avec le gouvernement est payante. Le ministre espère que ce sera un « signal positif » pour les syndicats du primaire et du secondaire.

Mais il reste très prudent. Rien n'assure en effet que la revalorisation des universitaires aura un effet directement contagieux sur les instituteurs et les professeurs de collège et de lycée. Les problèmes sont là d'une nature et d'une ampleur bien différentes. Et surtout l'enveloppe budgétaire accordée au supérieur (1,2 mil-

liard de francs sur cinq ans, dont la plus grosse part sera engagée pendant les deux premières années) est proportionnellement beaucoup plus convaincante que celle qui a été fixée pour la revalorisation dans le primaire et le secondaire : 1,2 milliard de francs pour 35 000 universitaires, d'un côté ; une dizaine de milliards pour quelque 600 000 enseignants de l'autre.

Il reste que cet accord peut aider à débloquent les négociations sur la revalorisation et créer une dynamique nouvelle, au moment où le gouvernement semble désireux de déboucher rapidement sur l'ensemble du dossier éducation : la revalorisation, mais aussi la loi d'orientation dont il souhaite accélérer la mise en œuvre.

GÉRARD COURTOIS.

Les grèves dans les hôpitaux publics

M. Evin va ouvrir des discussions

avec les médecins des CHU

L'accord intervenu, jeudi 16 mars, entre M. Lionel Jospin et les syndicats de l'enseignement supérieur devrait permettre de débloquent le conflit qui oppose les chefs de clinique-assistants et les maîtres de conférences des CHU aux ministères de la santé et de l'éducation nationale. Cet accord implique, en effet, une revalorisation de la partie universitaire du salaire des médecins hospitalo-universitaires. Du même coup, ce conflit qui s'enlisait depuis plusieurs jours — les deux ministères de tutelle se renvoyant mutuellement le dossier, en une curieuse partie de ping-pong — pourrait peut-être trouver une issue.

Au cabinet de M. Claude Evin, le ministre de la santé, on indique qu'un « arbitrage global » pourrait intervenir dès le 22 mars. En tout état de cause, précisait-on, « nous ferons en sorte que les maîtres de conférences ne soient pas défavorisés par rapport aux praticiens hospitaliers ». En revanche, on indique qu'il n'est pas question d'accéder à l'une des revendications des chefs de clinique qui réclament une revalorisation de leur salaire de 10 %. On ne savait pas, vendredi 17 mars, si cet « appel du pied » du gouvernement serait suffisant pour apaiser les médecins hospitalo-universitaires qui, devant le « silence » des pouvoirs publics à leurs revendications, menaçaient « de déposer pour la semaine prochaine un nouveau préavis de grève ».

A propos du suivi des mouvements de grève observés cette semaine, tant par les chefs de clinique et les maîtres de conférences que par les infirmières anesthésistes, une polémique oppose les syndicats à la direction de l'Assistance publique. Cette dernière estimant en effet que le pourcentage de grévistes a été faible — de 10 % à 20 % — les organisations syndicales répondant qu'à aucun moment elles n'ont voulu « prendre les malades en otage ». De ce fait, expliquent-elles, « bien qu'étant grévistes, nous avons continué à exercer notre activité ». « Faudra-t-il en arriver à ne plus traiter nos patients pour nous faire entendre ? » demande en particulier le docteur Alain Garcia, président du Syndicat national des maîtres de conférences.

Après neuf jours de conflit, les infirmières-anesthésistes, qui réclament une hausse de salaire de 600 francs, étaient toujours en grève vendredi 17 mars. En outre, la semaine prochaine, de nombreuses professions qui avaient fait grève l'autome dernier (infirmières, kinésithérapeutes...) devraient à nouveau reprendre l'action, suivies d'autres (cadres, infirmiers, sages-femmes) jusqu'à peu impliquées. Les 21 et 23 mars, plus d'une dizaine de catégories professionnelles devraient suivre les appels à la grève des coordinations, de la CGT, de la CFDT, de FO, de la CFTC, du Syndicat national des cadres hospitaliers et de la CFE-CGC.

F. N.

En Italie

Effondrement de la tour de Pavie : quatre morts

Quatre personnes ont été tuées vendredi 17 mars dans l'effondrement de la Tour civique de Pavie, selon un bilan provisoire établi par les pompiers. Une dizaine de blessés ont été hospitalisés.

« On a vu les murs ondoyer, puis la tour s'est effondrée », a raconté un témoin de l'accident, survenu vers 9 heures locales. Dans un énorme grondement qui a secoué la ville, la Tour Civica, 70 mètres de haut, attenante à la cathédrale, s'est effondrée sur elle-même.

Un amas de décombres

Du monument médiéval et de ses onze siècles d'histoire, il ne reste aujourd'hui qu'un amas de décombres d'une dizaine de mètres de hauteur, qui a enseveli une partie de la place, des magasins, un kiosque à journaux.

La tour avait déjà donné des signes de fatigue : elle était entourée d'échafaudages depuis juillet dernier, en raison de fissures apparues dans ses murs. C'était une puissante bâtisse romane en briques, érigée au onzième siècle, ornée d'incrustations de céramiques orientales. — (AFP.)

RELIGIONS

Face à une « nouvelle agression » du « Figaro-Magazine »

L'épiscopat français renouvelle son soutien au Comité catholique contre la faim

Au cours de la réunion du Conseil permanent de l'épiscopat, du 13 au 15 mars, le cardinal Decourtray a critiqué « la violence et la cruauté sans précédent » qui secouent la Roumanie, et devant la « situation effroyable » régnant au Soudan et au Birmanie. Il a, par ailleurs, « renouvelé sa confiance au Comité catholique contre la faim et pour le développement », victime d'une « nouvelle agression ».

L'archevêque de Lyon faisait ainsi allusion à la nouvelle série d'attaques lancées par le *Figaro-Magazine* du 11 mars contre le CCFD, organisme officiel de l'Eglise de France, accusé dans l'édition de Louis Fauvel de « détourner la charité » des catholiques au profit d'organisations marxistes du tiers-monde.

Le *Figaro-Magazine* se dit encouragé par la baisse de la collecte annuelle de carême contre la faim menée par le CCFD. Celle-ci n'aurait rapporté que 70 millions de francs en 1988, contre 118 millions en 1985. « Des chiffres faux », répliqua M. Bernard Holzer, secrétaire général du CCFD, pour qui le *Figaro-Magazine* ne compte que les

dons recueillis dans les diocèses, omettant les sommes qui arrivent directement au siège parisien de l'organisation. La collecte de carême de 1988 a rapporté plus de 103 millions de francs.

Dans son offensive contre « le christo-marxisme », le *Figaro-Magazine* a traité par ailleurs le cardinal Arns, archevêque de Sao-Paulo, dont le nom est officiellement prononcé pour le prochain prix Nobel de la paix, d'« évêque communiste », en raison d'une lettre écrite à Fidel Castro pour le trentième anniversaire de la révolution cubaine. « J'entretiens depuis 1982 une correspondance normale avec Fidel Castro, comme avec d'autres chefs d'Etat », a expliqué le cardinal Arns au Brésil.

Le *Figaro-Magazine* s'en est pris enfin au Vicariat de la solidarité, organisme de l'archevêché de Santiago-du-Chili, à qui l'épiscopat français vient d'envoyer un télégramme de soutien dans la lutte qu'il oppose à la police chilienne, désireuse de perquisitionner les locaux du Vicariat de la solidarité pour consulter ses dossiers médicaux (le *Monde* du 8 février).

Le Vatican découpe l'archidiocèse de Sao-Paulo

Le Vatican a annoncé, mercredi 15 mars, le découpage de l'archidiocèse de Sao-Paulo, le plus grand au monde avec plus de neuf millions de catholiques. Cette décision est interprétée au Brésil comme un désaveu partiel du cardinal Arns, archevêque de Sao-Paulo, personnalité progressiste de l'épiscopat du pays.

Il n'était pas opposé à une certaine décentralisation, mais voulait maintenir l'unité de son diocèse à l'intérieur de l'agglomération. Il n'obtient qu'en partie satisfaction. Trois nouveaux diocèses sont créés dans la banlieue (Campo-Limpo, Osasco et Santo-Amaro), mais l'un d'eux (Sao-Miguel-Paulista) a été découpé dans la ville de Sao-Paulo. Par ailleurs, le cardinal Arns avait souhaité que ses évêques auxiliaires deviennent évêques de ces nouveaux diocèses. Or un seul a été promu, Mgr Viera, à Osasco. — (AFP, AP.)

● PRÉCISION. — Le colloque sur la sexualité dans l'Islam au centre Baubourg (le *Monde* du 17 mars) était organisé par les Cahiers de l'Orient, mais aussi par M. Malek Chebel, anthropologue, universitaire, président du Cercle des intellectuels maghrébins à Paris, auteur de *l'Esprit de déniel : perversion et marginalité sexuelles au Maghreb*, édité en 1988 à Liou commun.

DÉFENSE

Le général Naveau reçoit sa cinquième étoile

Le conseil des ministres du 15 mars a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées.

Terre. — Est élevé au rang et à l'appellation de général d'armée, le général de corps d'armée Hervé Naveau, commandant la 1^{re} région militaire et gouverneur militaire de Paris.

[Né le 9 juin 1929 à Poitiers (Vienne) et ancien saint-cyrien, Hervé Naveau a servi en Indochine, au Maroc et en Algérie, avant de rejoindre l'aviation légère de l'armée de terre (composée d'escadilles d'hélicoptères de manœuvre, de liaison et de combat) dont il est un grand spécialiste. Après plusieurs affectations en état-major, il dirige en 1979 la mission militaire française d'assistance en Arabie saoudite. De 1981 à 1984, il commande l'aviation légère de l'armée de terre. Il est ensuite chef de la mission militaire française auprès du comité militaire du conseil de l'Atlantique nord et, depuis mars 1987, il est commandant de la 1^{re} région militaire et gouverneur militaire de Paris.]

Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, les généraux de division Robert Gastaldi, Bernard Gillis et Jacques Codel (nommé gouverneur militaire de Lille, commandant le 3^e corps d'armée et la 11^e région militaire).

● Gendarmerie nationale. — Sont promus : général de division, le

général de brigade Reynaud Sibaud ; général de brigade, les colonels Michel Cribier, Philippe Rutier et Michel Jeanjean.

Sont nommés : commandant la VI^e région de gendarmerie, le général de brigade Michel Drouard ; commandant la II^e région de gendarmerie, le général de brigade Robert Besson ; commandant le centre d'enseignement supérieur de la gendarmerie, le général de brigade Jean-Claude Marion ; adjoint au général inspecteur de la défense opérationnelle du territoire, le général de brigade Jean Léger.

● Service de santé. — Sont promus : médecin général inspecteur, le médecin général Christian Pasquier ; médecin général, les médecins chefs Guy Chichignod et Jacques Vidéline.

Sont nommés : inspecteur technique des services médicaux, de l'hygiène et de l'épidémiologie dans les armées, le médecin général inspecteur Jean Kermarec ; médecin chef de l'hôpital d'instruction des armées du Val-de-Grâce, le médecin général Pierre Cristau ; directeur de l'Ecole d'application du service de santé pour la marine et du centre d'études et de recherches biophysiques appliquées à la marine, le médecin général Claude Le Mooul.

هكذا من الأصل

Société

Le dévoiement du procès Jobic

(Suite de la première page.)

En théorie, l'affaire Jobic est pourtant simple. A l'origine, un juge d'instruction compétent et obstiné travaille au démantèlement d'un réseau de revendeurs d'héroïne dans la banlieue parisienne. Sous sa responsabilité, la police arrête, à la fin de l'année 1986, une poignée de petits trafiquants à Gennévilliers puis à Noisy-le-Grand. Un dossier comme des centaines d'autres, à cette différence près, sans doute, que les enquêteurs remontent rapidement la filière qui les conduit cette fois, dans Paris, chez les demi-grossistes présumés de ce trafic.

L'un d'eux, Jean-Claude Moustafa, est placé en prison et provoque la première interruption dans ce dossier d'Yves Jobic, un jeune commissaire de trente et un ans, brillant, l'un des meilleurs de sa génération. Le commissaire s'occupe du sort de Moustafa, l'un de ses plus précieux informateurs. Il ne croit pas, dit-il, aux charges qui pèsent contre lui. Cela s'appelle une intervention. Rien qui sorte de l'usage. A cette heure, il n'y a pas d'affaire Jobic mais simplement une procédure classique visant les membres d'un réseau de trafiquants.

La meilleure preuve en est que le juge Jean-Michel Hayat continue méthodiquement son instruction. Des écoutes téléphoniques sont placées sur différents bars et cafés soupçonnés d'appartenir à d'autres trafiquants du réseau. Et c'est ainsi, progressivement, que le juge débouche sur un second dossier. Et c'est ainsi, si fascinant, introduisant Jean-Michel Hayat dans l'univers plus trouble des proxénètes et des gérants de bars peu recommandables et des truands notoires. On s'éloigne à grands pas de la médiocre affaire qui a permis l'ouverture de l'instruction.

Or voilà que le commissaire Jobic resurgit tel un luthien dans cet aquarium, apparemment très à l'aise, habile à manier le verlan, à tu et à toi avec les membres du clan Moustafa et quelques autres. Cette compétence linguistique d'un officier de la police judiciaire avec de dignes représentants de la voyoucratie intrigue le juge, puis l'émeut. L'affaire Jobic — troisième dossier dans le dossier — se noue tout doucement.

Les effets pervers des écoutes téléphoniques

Embarrassé et inquiet, Jean-Michel Hayat confie ses interrogations et ses scrupules à un magistrat du parquet de Nanterre. Ce dernier lui conseille de prendre rendez-vous avec le contrôleur général Olivier Foll, sous-directeur de la police judiciaire parisienne. Le 27 août 1987, à 11 heures du matin, le juge raconte donc le haut fonctionnaire au 36, quai des Orfèvres.

Qu'importe, aujourd'hui, si les deux hommes donnent de cet entretien des versions passablement différentes ! Ce qui compte, à ce moment-là, c'est que le juge expose « loyalement » son étonnement à propos de la conduite du commissaire devant M. Olivier Foll et que celui-ci le rassure sur la qualité d'Yves Jobic, « un policier hors classe », selon lui, promis à devenir chef de la prestigieuse brigade de répression du banditisme « dans quelques années ». Ce qui compte encore plus, et fera basculer tout le dossier, c'est que trois jours plus tard — toujours par la grâce des « écoutes » décidément bavardes — Jean-Michel Hayat apprend que le contrôleur général a aussitôt informé le commissaire Jobic de sa démarche et que ce dernier en informe à son tour le gérant d'un cabaret oriental condamné en 1983 pour proxénétisme.

De ce jour, le corps des commissaires et la justice ne vont plus cesser de diverger quant à l'appréciation d'un dossier, vide selon les premiers, sulfureux selon les autorités judiciaires. La polémique reste encore officielle et confinée dans un cercle très restreint de policiers et de magistrats mais chaque arme déjà son fusil à tirer dans les coins. Jean-Michel Hayat confie, pour sa part, l'enquête à la section de recherches de la gendarmerie de Versailles.

Qui ne le sait ? Les gendarmes ne sont pas les policiers et réciproque.

• M. Pierre Joux fait l'éloge de la police judiciaire. — « La police judiciaire, ses officiers et ses services régionaux, peut être fière de son action dans la lutte qu'elle mène contre la grande criminalité », a déclaré, mercredi 15 mars, le ministre de l'Intérieur en recevant trente et un fonctionnaires du SRPJ de Marseille et de son antenne régionale, du SRPJ d'Orléans et de l'Office central de répression contre le trafic illicite de stupéfiants. Ces services ont réussi récemment la saisie dans la Nièvre de 471 kilogrammes de cocaïne et l'interpellation de neuf des auteurs présumés d'un attentat perpétré contre le foyer Sonacotra de Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes).

ment. Les premiers travaillent avec des informateurs « pris dans la couche saine de la population », comme l'a rappelé à la barre des témoins le lieutenant-colonel de gendarmerie Morel. Les seconds traitent avec des « indices » barbotant dans le milieu dont ils sont souvent membres à part entière. En procédant à de nouvelles arrestations, la gendarmerie met au jour certaines « relations professionnelles » du commissaire Jobic et pénètre ce monde inconnu, parcouru de rumeurs, débordant de rancœurs.

Naissance d'une affaire

La rue de Budapest, une ruelle sordide du quartier Saint-Lazare où une prostitution à l'abandon s'exerce pratiquement au rythme des 3 x 8, n'attendait qu'un. Le petit personnel des prostituées algériennes sans papiers, la noria des « tireuses » (volentes) et les proxénètes en souffrance d'une vengeance se font les guides tortueux de cette « cour des miracles » misérable et bouillonnante. Plusieurs prostituées « balancées » le commissaire Jobic en indiquant que ce dernier reçoit des « enveloppes ». L'enquête, sous la direction du juge, révèle que le commissaire se serait rendu coupable de corruption passive. Bref, le 28 novembre 1987, Jean-Michel Hayat inculpe le commissaire. Une affaire est née.

Le dossier d'instruction prolifère sur cet humus boueux au point d'atteindre, un an plus tard, 9 800 cotes. L'affaire Mecili, du nom de cet avocat opposant algérien de nationalité française assassiné à Paris, en avril 1987, est même évoquée au passage. On ne résume pas, on mal, une instruction. C'est l'évi-

dence. Dans le cas présent, retenons seulement, après avoir assisté à l'ensemble des débats, que le commissaire Jobic est accusé par trois prostituées de la rue de Budapest, constituées parties civiles, de les avoir contraintes à lui verser, pour l'une d'elles 6 000 F et pour une autre plus de 300 000 F en quinze mois et que l'analyse fouillée de ses comptes ne laisse pas apparaître de revenus autres que son salaire.

Dans une atmosphère poisseuse, alourdie à l'évidence par des menaces et des pressions de toutes sortes, les dépositions des parties civiles ont paru fragiles et souvent imprécises. Le défilé de leurs amies ou ennemies à la barre des témoins n'a, du reste, pas permis de clarifier un débat où l'émotivité le disputait à l'agressivité. « Malik 36 », une prostituée en bons termes avec le Quai des Orfèvres, a résumé brutalement la situation qui prévalait rue de Budapest : « Cette rue, ça parle, ça parle... C'est des langues de pute ! Les filles, c'est comme les journalistes, elles disent n'importe quoi ».

La seconde charge retenue contre le commissaire est celle de corruption passive de fonctionnaire. Selon le juge d'instruction et le ministère public, Yves Jobic aurait obtenu l'extradition de la prison de Fresnes de Jean-Claude Moustafa, le 11 mai 1987, non pas dans le dessein de l'entendre dans les locaux de la police mais pour lui octroyer — contre la somme de 25 000 F — une « permission » au domicile de sa mère afin qu'il retrouve quelques heures sa concubine. Le dénonciateur, Rachid Mécheri, qui comparait en même temps que Jobic pour proxénétisme, s'est rétracté à l'audience expliquant qu'il avait voulu se venger de Jean-Claude

Moustafa. Le tribunal a longuement entendu le commissaire s'expliquer sur la mention, dans son agenda et à la date concernée, de l'adresse de Louise Moustafa, l'une de ses informatrices. D'autres indices ont été discutés.

Reste enfin une somme de 10 000 francs que Jean Moustafa, co-proprétaire d'un cabaret, aurait versé à Yves Jobic pour obtenir l'autorisation d'ouvrir son établissement après deux heures du matin. La somme est, en effet, citée dans une conversation téléphonique entre Moustafa et sa maîtresse, Yves Jobic s'est entremis pour présenter son informateur à l'un des inspecteurs chargés de diligenter le dossier d'enquête et les trois hommes ont dîné ensemble. Et l'on n'en a guère appris plus.

Les mains dans la tourbe

Pour autant, le tribunal, qui a entendu des dizaines de témoins, lu attentivement les procès-verbaux et les documents de synthèse, se forge, à coup sûr, une opinion sur ces charges au fil des audiences même si le climat ne le favorise guère. Et lui seul sera juge d'un procès dont on finit par oublier qu'il compte vingt-six prévenus qui ne demandaient pas tant de « sollicitude » de la part des médias. Il y a là, par exemple, deux jeunes femmes toxicomanes, dealers à l'occasion, et un jeune comptable prévenu pour avoir rédigé six faux bulletins de salaire, qui doivent sérieusement s'inquiéter de se retrouver sur une galère aspirée par un typhon politico-judiciaire.

Le procès n'aurait-il pas gagné en clarté et en sérénité s'il avait été,

comme l'on dit parfois dans le jargon des tribunaux, « saucissonné » ? N'aurait-on pu juger le premier dossier (trafic de stupéfiants à Gennévilliers) séparément du deuxième (les demi-grossistes parisiens présumés), et le deuxième séparément du troisième (proxénétisme) ? Et qu'a-t-on voulu montrer en présentant dans une même journée vingt-six prévenus dont la plupart ne se connaissent pas avant l'audience ?

Les amis du commissaire Jobic y décèlent la volonté de lui nuire en le mêlant, d'entrée de jeu, à des voyous. Une manière de souligner deux fois qu'il utilise comme indicateurs des personnages louche dont le ministère public considère qu'ils furent ses amis. Si tout cela n'explique pas le formidable dérapage du procès, mercredi 15 mars, l'empogade venimeuse entre certains chefs de la police judiciaire parisienne, d'un côté, et, de l'autre, le juge Hayat, au moins cela donne-t-il l'une des clés de l'ambiance des débats.

La dureté des dernières audiences pousse aussi, à l'évidence, sa dynamique dans l'opposition de deux hommes durant toute l'instruction : le juge et le commissaire. Tous deux obstinés, intraitables. Qu'importe les options syndicales de Jean-Michel Hayat, affilié au Syndicat de la magistrature (classé à gauche). Sa vision du monde, sa conception de la déontologie ont été heurtées par les comportements professionnels d'Yves Jobic. Sans doute révélateur d'une société « cleau », comme l'on dit maintenant, pure et juste où les policiers ne sauraient fréquenter les voyous ni parler leur langage.

Dans ce cas, pouvait-il comprendre son inculpé, qualifié par un pair de « croisé » et par le secrétaire

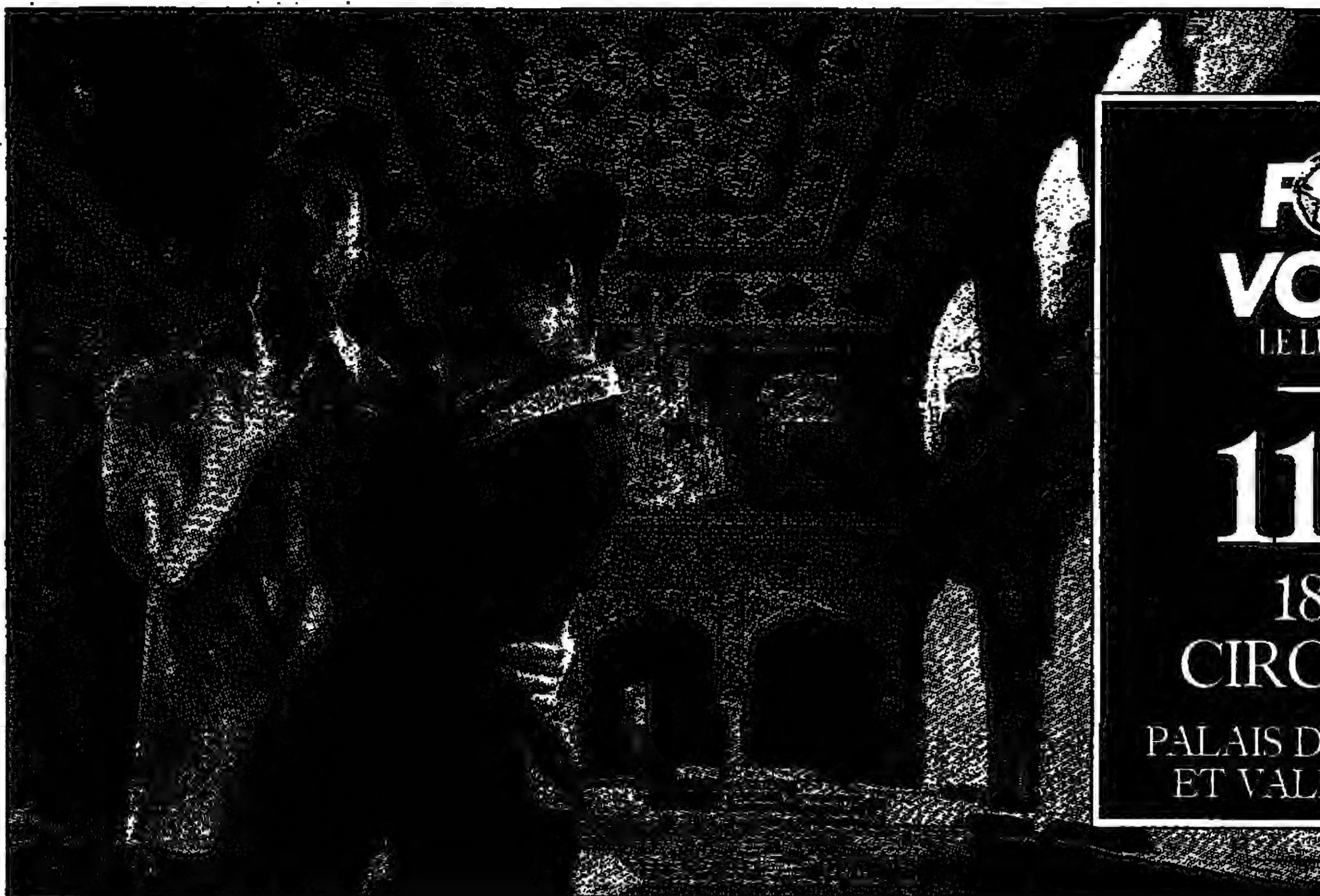
général du Syndicat des commissaires de « Petit Prince du 36 quai des Orfèvres » ? Lui aussi a revêtu, en entrant dans la police par « vocation », l'armure des justiciers. Sa hiérarchie, à l'heure où l'opinion publique s'inquiétait d'insécurité, l'a bombardé à vingt-six ans chef des unités de recherche de la première division de police judiciaire à Paris. Il lui a fallu oublier sa thèse sur l'action caritative de l'ordre de Malte et plonger les mains dans la tourbe. Recruter et secourir des indicateurs pour parvenir à l'efficacité. Un travail « d'initiative », a déclaré l'un de ses amis affectés à la direction d'une autre division.

Un travail que le Syndicat des commissaires s'est mis en devoir de soutenir contre vents et marées avec l'appui du contrôleur général Olivier Foll, oubliant peut-être qu'en dernier ressort il revient au tribunal de juger et non au juge d'instruction. C'est ainsi que d'incompréhensions en suspensions — Yves Jobic et ses soutiens persuadés d'être l'objet d'une cabale politique et d'une vengeance du milieu, Jean-Michel Hayat menacé de mort et harcelé comme rarement le fut un juge — on en est arrivé à cette « véritable fracture » entre la justice et la police évoquée, aujourd'hui, par Daniel Duglery, le responsable du Syndicat des commissaires.

Pour que cette fracture soit réduite, il convient d'abord que la passion sorte du prétoire comme cette « catin », en l'occurrence l'opinion publique, que M. Morogiatte invitait, avant guerre, à fuir des enceintes judiciaires. Les commissaires et les juges pourraient éventuellement donner l'exemple.

LAURENT GRELSAMER.

PLUS BESOIN D'ETRE UN MAHARAJAH POUR VIVRE DANS UN PALAIS



Palais de Samod - Rajasthan

SÉJOURS ET CIRCUITS

NEW YORK : Séjour au Waldorf Astoria
8 jours (luxe) 6380F**

A LA DÉCOUVERTE DE L'OUEST DES USA : 15 jours
Hôtel de luxe 1/2 pension. Accompagnateur français 13 985F*

A LA DÉCOUVERTE DE L'EST DES USA-CANADA :
Hôtel de luxe 1/2 pension. Accompagnateur français 12 075F*

USA COTE OUEST : Expédition Rafting
Colorado - 6 jours 4790F**

* Séjours circuits au départ de Paris, à dates fixes, prix à partir de.

** Circuit au départ des USA, prix à partir de.

LOCATION DE MOTORHOMES : 3 personnes - 7 jours.
Kilométrage illimité. A partir de 2800F

MEXIQUE : Circuit groupe Grand Tour - 16 jours 9460F*

THAILANDE : Circuit groupe Nord
Thaïlande et séjour à Phuket - 17 jours (1^{re} classe) 9200F*

TURQUIE : Circuit l'Essentiel de la Turquie
8 jours 3390F*

BALI : Séjours hôtel Ida Beach Inn - 18 jours 7885F*

* Prix au départ de Paris, à dates fixes, à partir de. Séjours 8 jours/6 nuits à l'hôtel.

A retourner à Forum Voyages : 55, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e - 42.89.07.07/11, avenue de l'Opéra, Paris 1^{re} - 42.61.20.20/75, avenue des Ternes, Paris 17^e - 45.74.39.38/1, rue Casette (angle 71, rue de Rennes), Paris 6^e - 45.44.38.61/76000 Rouen - 72, rue Jeanne d'Arc - 35.98.32.59 - Minut 36.15 code FV.

Je vous remercie de m'envoyer votre nouvelle brochure Forum Voyages qui me permettra de découvrir la terre moins chère et le luxe moins cher.

☐ Forum-Vols discount
☐ Forum Asie

☐ Forum USA, Canada, Mexique.
☐ Forum Bassin méditerranéen, Afrique.

* Cocher la case de la brochure à vous faire parvenir.

J'ai bien noté que cette brochure gratuite me sera envoyée contre 8,80 F en timbres.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____

FORUM VOYAGES
L'ATTEIR MOINS CHER. LE LUXE MOINS CHER.

Société

JUSTICE

L'affaire Vanden Boeynants

Avis favorable à l'extradition vers la Belgique d'un malfaiteur yougoslave

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Metz a émis, jeudi 16 mars, un avis favorable à l'extradition vers la Belgique de Beati Bajramovic, trente-quatre ans, de nationalité yougoslave, soupçonné d'être impliqué dans l'enlèvement de l'ancien premier ministre belge, M. Paul Vanden Boeynants. La décision d'extradition dépend désormais du gouvernement français.

Beati Bajramovic avait été arrêté le 14 février en gare de Metz, alors qu'il attendait un train pour Paris (le Monde du 17 mars). Il avait été trouvé porteur de 198 000 francs suisses (environ 800 000 F) et de 14 500 F, ainsi que de plusieurs faux papiers. N'ayant pu expliquer la

provenance de l'argent, il devra répondre en France de « recel de vol », ainsi que d'usage de faux documents administratifs.

Le malfaiteur yougoslave a été condamné en juin 1988 par la justice belge à dix ans de prison pour association de malfaiteurs et vol avec violence, il est, en outre, soupçonné de l'attaque d'un fourgon postal et de celle d'un fourgon cellulaire au cours de laquelle un gendarme belge et le chauffeur du véhicule avaient été grièvement blessés. Cette opération avait permis l'évasion, en août 1987, de Patrick Haemers, l'un des gangsters les plus recherchés de Belgique.

EN BREF

● Fausse facture du Sud-Est : inculpation du directeur général adjoint de la SAE. — M. Marcel Guiraud, directeur général adjoint de la Société auxiliaire d'entreprises (SAE), numéro un du bâtiment en France, a été inculpé, mercredi 15 mars, de faux et usage de faux, complicité d'abus de biens sociaux et corruption par le président de la section financière de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. M. Pierre Cuié, chargé du dossier des pots-de-vin et fausses factures du Sud-Est. M. Guiraud a été laissé en liberté. Dans cette affaire, le directeur général de la SAE, M. Pierre Bentata, et le président du directeur, M. Jean-Claude Jammes, ont déjà été inculpés, le premier étant incarcéré et le second laissé en liberté (le Monde du 4 mars).

● La boulangerie de Reims inculpée après le meurtre d'un Maghrébin est réincarcérée. — La chambre d'accusation de Reims a infirmé jeudi 16 mars l'ordonnance du juge d'instruction qui avait fait droit à une demande de liberté de M^{me} Marie-Joëlle Garnier, boulangerie à Reims — inculpée d'homicide volontaire après le mort du jeune Ali Rifa sur lequel elle avait tiré avec une carabine 22 long rifle le

12 février dernier. C'est le parquet du tribunal qui avait interjeté appel de l'ordonnance du magistrat instructeur rendu le 28 février.

« La décision de la cour d'appel va permettre aux proches d'Ali Rifa de reprendre confiance en la justice et de considérer la suite de la procédure d'une façon plus sereine », a déclaré M^{me} Emmanuel Ludot, avocat de la famille de la victime. L'affaire avait suscité à Reims des tensions entre la communauté d'origine maghrébine et les parisiens de la boulangerie, qui soutenaient la thèse d'une légitime défense commandée par la peur (le Monde du 25 février).

● Mesures de protection pour le film « L'Union sacrée ». — Des mesures de protection particulières ont été prises pour la sortie en salles du film d'Alexandre Arcady, « L'Union sacrée », qui raconte l'histoire de deux policiers, l'un juif, l'autre arabe en lutte contre des terroristes fanatiques. Les cent quarante salles qui projettent le film depuis le mercredi 15 mars — dont quinze à Paris — bénéficient d'une protection accrue, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. La Fédération nationale des cinémas français, qui regroupe les exploitants, assure cependant n'avoir reçu « ni menaces ni appels anonymes ».

Le Carnet du Monde

Naissances

— Martha et Eric MULLER-BORLE ont la joie d'annoncer la naissance de

Alexis,

à Boulogne-Billancourt, le 5 décembre 1988.

86, avenue Gambetta, 75020 Paris.

— Nicole SPODEK, Marc LEFÈVRE et Rachel,

ont la joie d'annoncer que

Emmanuel David

est venu les rejoindre

le mardi 14 mars 1989.

28 bis, rue des Pommerets,

92310 Stains.

— Pascal et Pierre-Antoine ULLMO ont la joie d'annoncer la naissance de

Johann,

le 10 mars 1989.

3, rue Sainte-Buve,

75006 Paris.

— M. et M^{me} Jacques RAPHAËL-LEYGUES ont la joie d'annoncer la naissance de

leur sixième petit-enfant

Violaine,

au foyer de Bernard et Lucile Barle,

le 15 mars 1989.

Fiançailles

— M. et M^{me} Henri PHILIPPE, M. et M^{me} Raymond d'ARCO,

ont la joie d'annoncer les fiançailles de

leur enfants

Marie-Amélie et Dominique.

Décès

— Martha Argreich, Jean-Michel Argreich

et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jeanita Heller de ARGREICH,

survenue le 13 mars 1989.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, aura lieu le lundi 20 mars, à 8 h 30, en la chapelle du cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Rachel Cohen, M^{me} Mady Cohen, Les familles Lang, Ginzberg, Binder et leurs enfants, M. et M^{me} Victor Cohen et leurs enfants, Les familles Boukobza, Usan, Chaoui, Atlas et leurs enfants, ont l'extrême douleur d'annoncer le

décès de leur fils, mari, père, grand-père, frère et oncle,

Joseph COHEN,

Mateur (Tunis),

survenue le 15 mars 1989.

Les funérailles auront lieu en Israël.

34, avenue Junot,

75018 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès,

à Paris, le 11 mars 1989, de

M. Guillaume GUINDEY,

ancien élève de l'École normale supérieure,

inspecteur général honoraire des finances,

ancien directeur des finances extérieures,

ancien directeur général de la Banque des règlements internationaux,

ancien président de la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme,

membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques).

De la part de ses parents, M. et M^{me} Antoine Parmentier et leurs enfants,

M. et M^{me} Michel Parmentier, leurs enfants et petits-enfants,

M^{me} Yvonne Goldschmidt, M^{me} Henri Follet,

ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

M. et M^{me} Philippe Thibault, leurs enfants et petits-enfants.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le mercredi 15 mars, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois.

(Lire page 29.)

— On nous prie de faire part du décès de

M. Jean-Marie PARANT,

architecte DPLG,

survenue subitement, le 15 mars 1989,

dans sa quarante-sixième année.

Les obsèques seront célébrées le lundi 20 mars, à 11 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Nozilly, 158, avenue Charles-de-Gaulle, à Nozilly-sur-Seine.

30, rue de l'Église,

92200 Nozilly-sur-Seine.

— Ado, Roger, Bernard Fradinand, Ses enfants et leur famille,

Ainsi que le docteur Emile La Telle, ont la douleur de faire part du décès de

Anna PRADINAUD,

née Hervath, survenue le 7 mars 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Lyon, le samedi 11 mars.

8, rue Franklin,

75018 Paris.

— M^{me} Francis Sennec, née Anne-Marie Morlet, son épouse,

Michel Sennec, Anne et Pascal Pommier

et leurs filles Agathe et Florence, Jean-François et Christine Sennec

et leur fils Benjamin, Catherine et Ali Majid

et leur fils Nicolas, Marie Sennec,

Ses enfants et petits-enfants, Ses beaux-frères, belles-sœurs,

seveux et nièces, Les familles Amelland, Morlet, Dorval, Fabre, Gales, Pommier, Cloître,

ont la douleur de faire part du décès de

Dies, le 9 mars 1989, de

Francis SEZNEC,

piécement décédé dans sa soixante-seizième année, mari des sacrements de l'Église.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le samedi 11 mars, en la cathédrale Saint-Christophe de Quimper, suivies de l'inhumation dans l'intimité familiale.

1 et 3, rue Kérion,

29000 Quimper, 37, avenue de l'Odéon,

29118 Benodet.

— Le personnel des magasins Sennec-Morlet a la tristesse de faire part du décès de

M. Francis SEZNEC,

survenue le 9 mars 1989, à l'âge de soixante-seize ans.

Anniversaires

— Il y a cinq ans,

Maurice DAUMAS

nous quittait.

Sa famille, ses proches et ses amis se souviennent de lui.

— Il y a deux ans,

Tibbo LIBESKIND

disparaissait.

Pour se souvenir, on se réunira le dimanche 19 mars 1989, au cimetière de Bagneux, entrée principale, à 11 h 30.

— Le 15 mars 1979,

Alexandre PARODI

quittait les siens.

Dix ans après, tous ceux qui l'ont aimé se souviennent.

— Sa famille et ses amis pensent avec

émotion à

Françoise-Frédérique SOURDIVE,

disparue le 19 mars 1986,

ainsi qu'à son père,

Charles SOURDIVE,

décédé le 1^{er} janvier 1988.

Communications diverses

— La galerie Kasia Grasseff, place Beauvau, 92, faubourg Saint-Honoré, Paris-8^e, expose les peintures de

Monique Bellanger, jusqu'au 25 mars 1989. Dimanche et mardi matin exceptés.

Soutenances de thèses

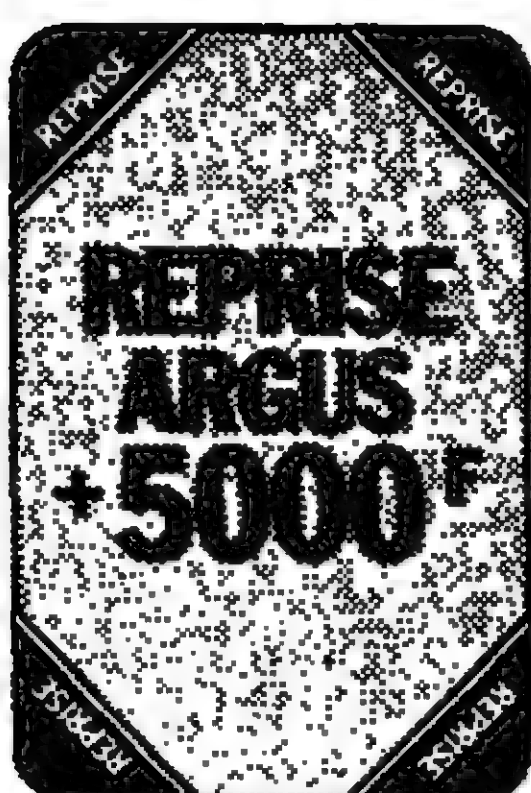
— Université Paris-IV, le mercredi 22 mars, à 10 h 30, salle 122, escalier H,

rez-de-chaussée, M. Hidetaka Yuzawa : « Souvenir du rêve et le regard de la

plage d'après les manuscrits de Marcel Proust ».

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

onnaire



Reprise Argus + 5000 F* de votre véhicule, si vous le possédez depuis au moins 6 mois, pour tout achat d'une Renault Supercin, 19, 21 ou 21 Nevada. Conditions générales Argus. Diminution des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.



Crédit total* 6 à 36 mois sur tous les véhicules d'occasion. Ex : montant financé 30000 F sur 36 mois - 1^{re} mensualité de 1322,31 F (dont 240 F de perceptions forfaitaires) et 35 mensualités de 1082,31 F - TEG 17,85% - Coût total 39203,16 F. Crédit total 6 à 48 mois sur tous les véhicules neufs et d'occasion Garantie OR ou OR Privilege de moins de 3 ans.

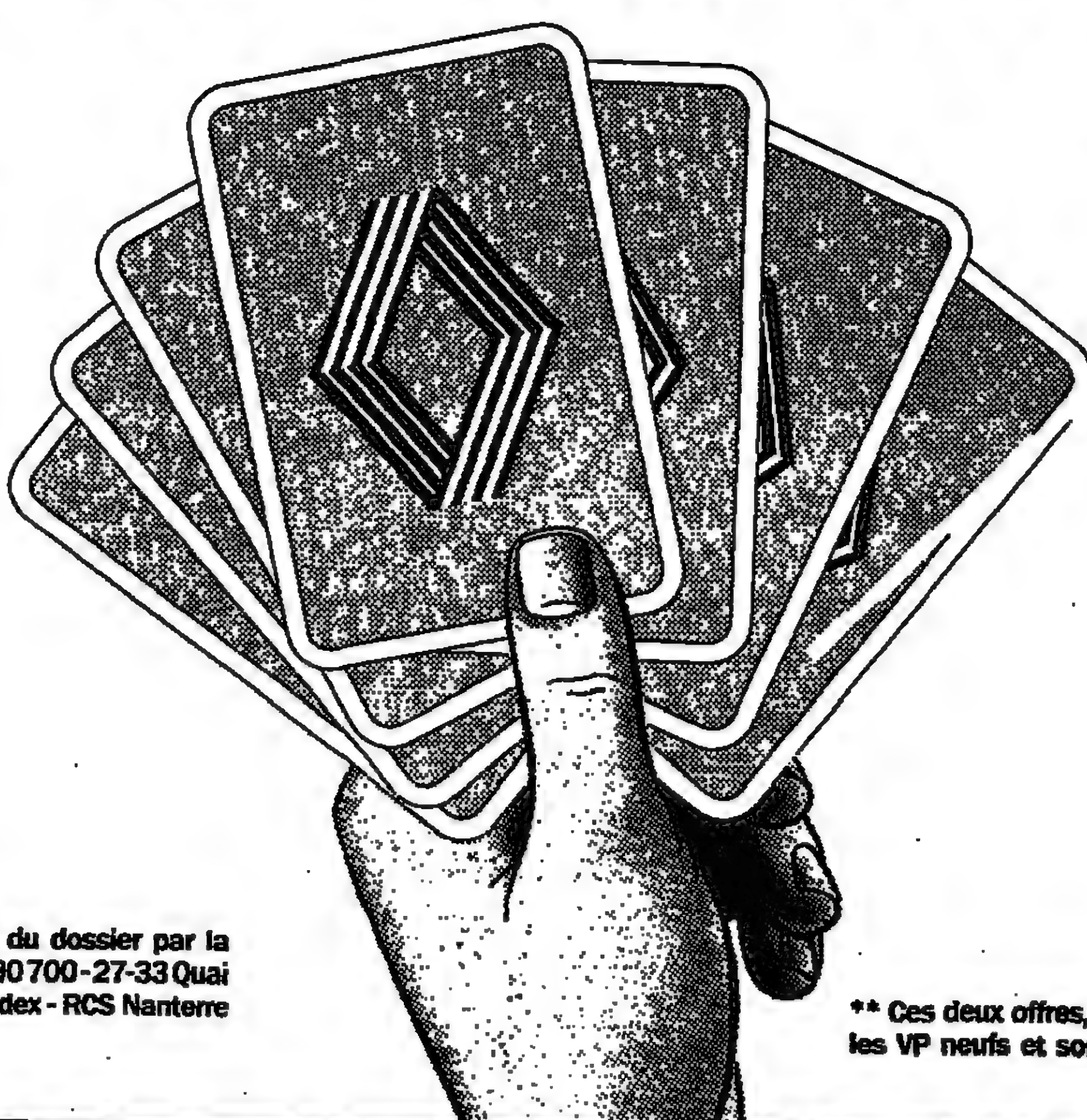


Économisez 90% sur le prix des équipements en option** dans la limite de 3000 F pour une Supercin, 4000 F pour une Renault 19, 21 ou 21 Nevada, 5000 F pour une Renault 25.

* Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - SA au capital de F. 321490 700 - 27-33 Quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702002 221.

DU 14 AU 20 MARS

7 JOURS QUI COMPTENT



0 F sur 12 mois* sur toute la gamme VP neuve. LOA sur 60 mois. Versement initial de 30% (dont 15% de 1^{er} loyer majoré et 15% de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale), 12 loyers à 0 F, 47 loyers à 2,409 F. Coût total en cas d'acquisition: 143,233% du prix TTC du véhicule.

Crédit 8,9% sur 12 mois*. Crédit 12 mois au TEG de 8,9% avec apport minimum de 20% sur toute la gamme VP neuve et occasions. Ex : montant financé 10000 F, 12 échéances de 874,05 F. Coût total du crédit: 10488,60 F. Crédit au TEG de 11,9% sur 24 mois, 13,9% sur 36 mois, 14,9% sur 48 mois sur les véhicules neufs et 12,9%, 14,9%, 15,9% sur les véhicules d'occasion.

Reprise 5000 F TTC minimum de votre ancien véhicule quel que soit son état, si vous le possédez depuis au moins 6 mois, pour tout achat d'une voiture d'occasion marquée d'un point jaune.

** Ces deux offres, non cumulables, concernent les VP neufs et sont réservées aux particuliers.

DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT

هكذا من الأصل

A la Venise
encombrée
de l'été
et des festivals
succède
une Venise
de début
de printemps,
de temps morts,
de fictions.
Pour accéder
à ces autres
Venises,
voici des débuts
de pistes,
de A
comme Altana
jusqu'à Z
comme Zattere.



Dictionnaire vénitien

par Alain Hervé

ALTANA : plates-formes de bois érigées par-dessus les toits, sur lesquelles les Vénitiens montent en été prendre le frais. Une vie de barons perchés, d'intrigues amoureuses. Les femmes y prenaient le soleil, à l'abri de chapeaux de paille à large bord mais sans fond. Leurs cheveux ainsi exposés se décoloraient avec l'aide d'onguents venus d'Orient jusqu'à devenir blond vénitien.

AMOUR : « L'amour n'est pas une sincérité à Venise », Byron, dans une lettre à Murray datée du 25 novembre 1816.

ANGUILLE : petits poissons de la lagune préparés en friture. Autrefois le plat des pauvres, aujourd'hui celui des riches, à cause de leur rareté. Giono s'en régale dans son *Voyage en Italie*.

ARCHIVIO CARLO NATA : de 1860 à 1918, un photographe regarde vivre ses compatriotes et les fixe : pêchant les coquillages, puisant l'eau aux puits des *campielli*, au marché au poisson, aux bords de mer. Un peuple misérable et des petits-bourgeois endimanchés. La vie à Venise, il y a un siècle, intacte. Un album photo qui se trouve dans les librairies de Venise (O. Bohn Editore).

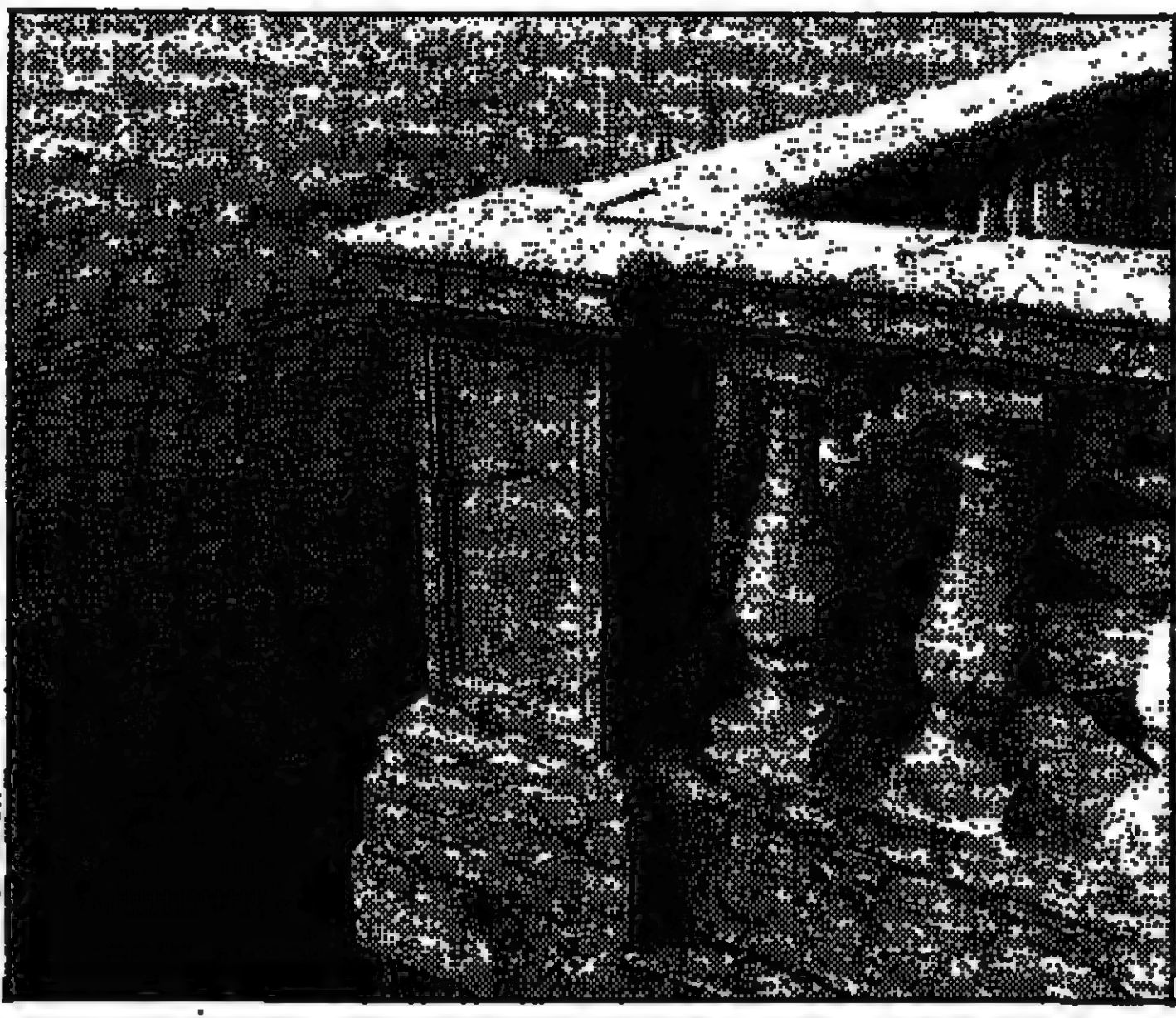
BRENTA : canal côtier, le long duquel les Vénitiens nobles construisaient des villas de plaisance. Un grand nombre ont été dessinées par Palladio. Joseph Losey a joué avec la géographie des lieux dans son film *Don Giovanni* en plaçant au bord du canal la villa La Rotonda, qui se trouve en pleine terre, aux environs de Vicence.

BORA : le vent du nord-est, sec, violent, qui glace Venise en hiver et arrête la marée dans les bouches de Malamocco. Lorsqu'il souffle, les Triestins tendent des cordes en travers de leurs rues pour ne pas être emportés.

BOTTES DE CAOUTCHOUC : indispensables lors de l'*alta marea*, l'inondation, un des plus beaux spectacles de Venise en hiver. Je les ai trouvées exposées dans une vitrine de mon hôtel entre les colliers de perles et les foulards de soie.

BAINS : Byron et le baron Corvo prenaient leur bain dans les canaux en fumant, l'un le cigare, l'autre la pipe.

BARENE : en vénitien, les petits îlots de la lagune qui émergent des *paludi*, les marécages. Sur certains, des ruines de cabanes de pêcheurs



attendent le Robinson qui viendra y méditer.

CHEVAUX DE SAINT-MARC : adorés, convoités. Ceux qui caracolent sur la façade de la basilique sont des faux en matière plastique assez bien imités, je les ai regardés de très près. Les vrais se trouvent à l'intérieur. Œuvre d'un sculpteur grec-alexandrin du quatrième ou troisième siècle avant J.-C., ils ornent les tours de l'hippodrome de Byzance, jusqu'à ce que les Vénitiens les volent, au cours de la quatrième croisade. Napoléon les emprunte pour les placer sur l'arc de triomphe du Carrousel. Canova les ramène à Venise à la chute de l'Empire. Strabon cite déjà les Vénètes comme éleveurs de chevaux. Jusqu'au dix-huitième siècle on circulait à cheval dans Venise, et l'on y trouvait de grandes écuries.

CANOVA : son tombeau pyramidal, en marbre blanc, avec sphinx, pleureuses, anges affligés et une porte ouverte sur le royaume des ombres ; à l'intérieur des Frari.

CREN : spécialité vénitienne, radis noir et vinaigre.

CARNAVAL : n'est plus ce qu'il était. Les Vénitiens n'apprécient pas la formule contemporaine. Autrefois, les sésiers (quartiers) s'affrontaient dans des compétitions sauvages, par exemple le jeu du chat : deux hommes, torse nu, les mains liées derrière le dos, devaient tuer un chat avec leurs dents.

DENTELLES : dans un entrepôt égaré, qui date du dix-huitième siècle, Jesurum, derrière le palais des Doges. Des draps, des nappes, des

chemises, des rideaux brodés, pour emporter dans ses rêves. Le point de Venise aurait été inventé par une jeune fille qui essayait de reproduire une fleur exotique que lui avait envoyée son marin de fiancé.

FORTUNY : le musée où les collections de tissus Fortuny sont mises à l'écart pour présenter de tristes expositions, récemment de la vaisselle soviétique. La boutique sur le campo San-Maurizio, où l'on retrouve les fameux plissés.

FUNGHI : les champignons, une passion italienne, que l'on peut assourdir, tout au long d'un repas, au restaurant Agnoletti à Javero-del-Montello, près de Bassano-del-Grappa (Vénétie).

GAZZETINO : journal quotidien de Venise, publiait autrefois la liste des personnes tombées à l'eau chaque jour.

GELATO DI MASCARPONE : une glace au fromage accompagnée de *mostarda calda* (moutarde chaude).

GHETTO : quartier réservé aux juifs depuis le 29 mars 1516, dans la paroisse de San-Girolamo. Le mot « ghetto » est d'origine vénitienne, à l'origine *geto*, lieu où l'on fondait les métaux. La nuit, le quartier était fermé par des portes, et ses habitants ne pouvaient pas le quitter. En 1797, Napoléon met fin à la ségrégation. Au cours de la dernière guerre, sur les 1 300 juifs du ghetto, 202 furent déportés. Depuis juin 1986, le Musée hébraïque a été réorganisé.

GONDOLES : seraient noires de deuil depuis la peste du début du

dix-septième siècle, qui emporta 70 000 personnes.

GROTTESQUE : peintures ornementales abondamment utilisées dans la décoration des palais, après qu'on les eut découvertes à Rome, au dix-septième siècle, dans des grottes situées sous l'église San-Pietro-in-Vincoli.

INDULGENCES PLÉNIÈRES : accordées spécialement par le pape Jean-Paul II aux fidèles qui fréquentent la basilique Saint-Marc et pratiquent les sacrements selon les indications affichées sur les portes.

JUMELLES : plus utiles à Venise qu'un appareil photo pour examiner les fresques perdues dans la pénombre des voûtes, les tableaux, les croix byzantines au sommet des coupoles, l'horizon, les paquebots, la mer.

LION DE SAINT-MARC : absent de la colonne de la Piazzetta, parti pour être restauré. Le *restauro* : une des plaies de Venise. A la place du tableau, de la statue que l'on est venu voir, une étiquette : *Restauro*.

LIBRAIRIE FRANÇAISE DOMINIQUE : dans une petite rue, derrière le Colonne, en allant vers l'Arsenal. Tous les livres en français sur Venise.

LODGE VERT : l'uniforme des Vénitiens en hiver. Ils ont gardé un souvenir plutôt bon de la tulle discrète qu'exerçaient les Autrichiens

sur leur République, après l'humiliation imposée par Napoléon et les Français. Cette complicité se retrouve dans de nombreux détails de la vie quotidienne.

MARÉES : les horaires sont affichés dans les salles d'attente flottantes des *vaporetti*. Leur amplitude excède rarement 50 centimètres. La conjonction de la haute mer, de la pression atmosphérique et du vent peut faire monter l'eau dans la ville. Le point le plus bas, le premier inondé, se trouve à l'intérieur de San-Marco. Les écrivains ont médité sur cette flaque noire, cette eau immobile, annonciatrice de plus grands désastres qui sord des profondeurs chthoniennes. Les Vénitiens disent : « Les trois ennemis de la lagune sont la mer, la terre et l'homme ».

MOISE : projet de fermeture, en cas de danger, des pertuis faisant communiquer la lagune avec la haute mer. A l'imitation des échues que les Anglais ont disposées sur la Tamise en aval de Londres. On en parle depuis dix ans. Les difficultés sont plus d'ordre politique que technique. Se souvenir que la municipalité de Venise est communiste.

MOSTARDA : en Vénétie, on la fabrique avec des fruits confits, de la confiture de coing, des graines de moutarde. Variétés à Padoue, Vicence et Crémone.

NAPOLEON : mit fin à mille ans d'histoire indépendante de la République de Venise, puis la vendit aux Autrichiens. Fit terminer les façades de la place Saint-Marc, vola les chevaux de la basilique et les archives de l'Arsenal et fit combler des canaux qui devaient ainsi *rio terra*.

NOCES DE CANA, DE VÉRONÈSE : à l'origine dans le refectoire des moines de San-Giorgio, aujourd'hui au Louvre.

PADOVA, PADOUE : une Venise dans les terres, une voisine immédiate par l'autoroute, une rivale. A Padoue on dit des Vénitiens : « Ce sont des pisse-dans-l'eau ». A Padoue, on est intellectuel, à Venise commercant. A Padoue : Saint-Antoine, Giotto dans la chapelle des Scrovegni (perpétuellement en restauration), et le plus vieux jardin botanique du monde (1545) avec un *ginkgo biloba* planté trente ans avant la Révolution française, et un palmier *chamaerops humilis* vieux de quatre cents ans, devant lequel Goethe médita sur sa Théorie des plantes.

PALLADIO : (1508-1580) architecte inspiré par le Romain Vitruve, il déploya ses talents à Vicence, où se trouve le Centre des études palladiennes ; il est intervenu à plusieurs reprises à Venise, où il souhaitait détruire la basilique Saint-Marc et le palais des Doges, pour les remplacer par des édifices néoclassiques.

(Lire la suite page 17.)

CHYPRE

PARFUMAGE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMANT

Plages de sable fin sous un ciel toujours clément - 340 jours de soleil par an. Grappes de fleurs accrochées aux murailles, aux voûtes, aux colonnes, ou perçant la poussière d'or des mosaïques. Théâtres d'hier et d'aujourd'hui à découvert dans le chœur d'accueil chypriote et le confort de très beaux hôtels dont le prix et la qualité du service vous surprendront agréablement. Venez respirer Chypre, c'est tout près avec les vols directs de Paris à Larnaca.

OFFICE DE TOURISME DE CHYPRE

LE PARADIS A 4 HEURES DE PARIS
AVEC LES AEROPORTS DE CYPRUS A LARNACA ET LARNACA
15, rue de la Paix - 75002 PARIS - Tél. 01 47 71 41 71 - 1989

GAGNEZ 4 SEJOURS D'UNE SEMAINE POUR 2 A CHYPRE

GRAND JEU GRATUIT

Participez au grand jeu gratuit pour gagner 4 semaines de vacances à Chypre pour 2 personnes. Le jeu se joue tous les jours de 10h à 18h. Les règles sont simples et les gains sont importants. Pour participer, il suffit de remplir le bon de participation et de l'envoyer à l'Office de Tourisme de Chypre.

0F
sur 12 mois

CREDIT
8,9%
SUR 12 MOIS

REPRISE
5000
MAXIMUM

ENAUULT

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

GRAND VINS DE BOURGOGNE
Direct. du product. GIVRY rouge et bl.
PARIZÉ Gérard, viticult. 71640 GIVRY

GRANDS VINS DE JURANÇON
CHATEAU DE ROUSSE
Direct. du producteur et consommateur.
Qualité et millésime en sec et moelleux.
J. LABAT-LABONNETTE, 64100 JURANÇON.
Tarif sur demande.

GASTRONOMIE

Rive droite

SANTAMARIA

Couscous - Tagines
Pastilla - Poêles
Pâtisseries Orientales

Fermées dimanche soir - lundi soir
18, rue Léon Jost M^e Coudré - 42 67 27 99

Environs de Paris

LE CHALET des ILES

AU BOIS DE BOULOGNE

Traversée en bateau
Table de qualité
Cadre de charme

DEJUNERS TOUS LES JOURS
Réservations 42.88.04.88

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE

HOTEL LA MALMAISON

Best Western - 4 étoiles
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.

58 CH. INSOUVERAINS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITES

Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-42-55 - Tél. 478-418
Télécopie 93-16-17-93.

HOTEL VICTORIA***

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-38-60

Plein centre-ville, calme,
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur,
tél. direct, minibus.

Montagne

05360 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, Queyras)

Parc rég. Site classé. Stat. village. Piste.
fond. Plus l'été comm. d'Europe, 2040 m.

LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
GRILL ET CHAMBRES-STUDIO

Appart. Depuis 650 F pers./semaine.

BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
1/2 pers. 1 029 F à 1 680 F la sem.

Pension compl. 1 316 F à 1 925 F la sem.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA**

73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.

Tél. direct.
De 290 à 350 F - Tél. 43-44-92-55.

Provence

83240 CAVALAIRE

HOTEL-RESTAURANT

LA CALANQUE***

- Les pieds dans l'eau - Site exception-
nel. Piscine, tennis, télévision. 1/2 pers.

de 440 à 470 F/jour et par personne.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

Tél. 94-64-44-77.
Tél. 94-64-44-77.

LA TABLE

Tout pour la tripe!

Dépêche, servante accorte,
Vite, apporte

Le plat de tous souhaité.
Il vient. Salut! Ma narine

Vous devine.

O tripe de La Ferté.

Les tripes aillent connues

Sont menues.

On les aime à La Ferté

En gentils paquets roulés.

Affublés

D'une billette au côté...

La Ferté-Macé, bourg de

l'Orne de quelque sept

mille habitants, une rue

Wilfrid-Challamel nous

apprend que cet homme

de lettres vécut de 1846 à 1916.

Et qu'il n'eut point tort de vanter

ces tripes, rivales de celles de

Caen encore que mal connues,

même à l'extérieur. En dehors du

musée municipal et des journées

mycologiques (mi-octobre), il

existe ici pourtant une Confrérie

de la tripière fertoise, dont le

grand maître est un ancien

« chair-cuitier » du pays,

M. Hébert.

Aujourd'hui, c'est dans

l'échoppe de Gérard Chatel

(31, rue Saint-Denis à La Ferté-

Macé), préparateur de ces tripes

« à l'ancienne », que, dès tôt le

matin, les amateurs viennent se

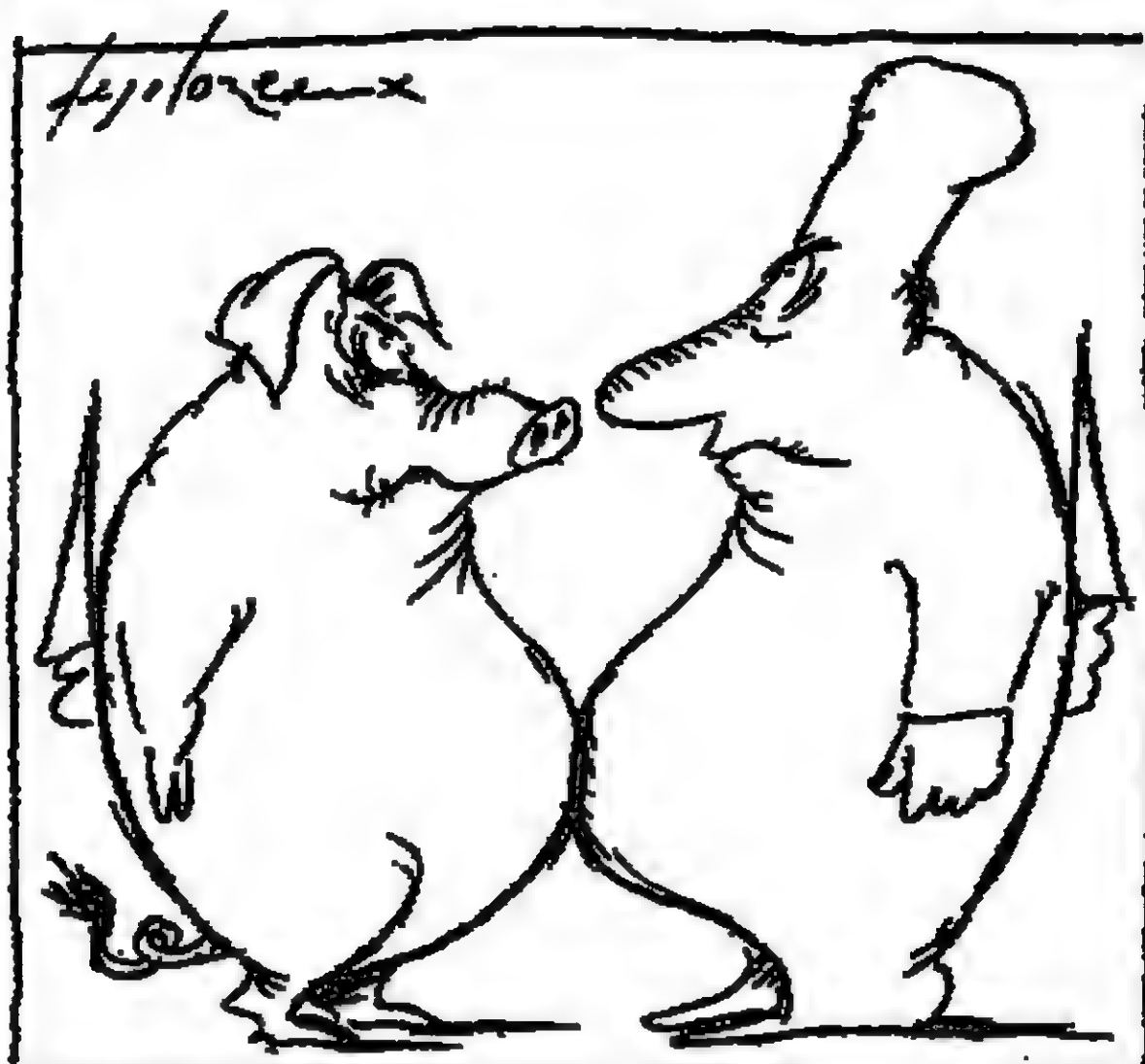
regaler d'un (eux ne disent pas

brunch, ils sont civilisés!) petit-

déjeuner de tripes aux billettes.

Ces tripes locales, on les trouve,

j'imagine, à la carte de l'Auberge



de Clouet (tél. : 33-37-18-22), un

hôtel tranquille en ce lieu-dit où

les produits de la ferme, du jardin

et de la mer sont bien traités. On

les trouve aussi à 6 km de là, au

Manoir du Lys (route de Juvigny,

à Bagnoles-de-l'Orne. Tél. : 33-37-

80-69), une familiale « hôtellerie »

« à l'ancienne », petit manoir normand tenu

par Paul et Marie-France Quinton.

Mais si ce plat, « de tous sou-

haité », nous le trouvons à Paris ?

A ma connaissance, ce ne sera

que chez Jacques Hébert, fils du

« grand-maître » de la confrérie,

cuisinier de talent et qui s'est in-

stallé l'autre année (j'ai eu plaisir

à le signaler) dans le quinzième

arrondissement.

Un pen à l'écart, sans doute, et

c'est dommage. Il est ignoré de

MM. Gault et Millau (il paraît

qu'ils se sont réconciliés!), mais

étoilé au Botin Gourmand et

remarqué par le guide Lebey, et

sa carte est diablement distinguée

(tout comme la charmante

hôtesse, son épouse) lorsqu'il

s'agit d'une admirable gelée de

tourteau à la crème de moule, de

la lotte rôtie à la badiane, de la

limande « bon Normand » ; mais

la hure de tête de porc, le foie de

veau aux échalotes confites, le

travers de porc en charreusse et

ses tripes de La Ferté au chou

farcis devraient régaler les plus

difficiles : 38, rue Sébastien-

Mercier (18^e). Tél. : 45-57-77-88.

Fermé dimanche et lundi. Menus

150 et 220 F et carte (1).

Une question à poser : que

boire sur ces tripes ? Du cidre ?

Je ne sais si Jacques Hébert (ou

son papa!) le conseillerait. Plus

finement misonnées mais moins

évocatrices du jus de la pomme

que celles de la mode de Caen,

ces tripes « en paquets » suppo-

sent bien le vin rouge (ou blanc

pour les amateurs, et je pense ici à

un jassier, par exemple). Et si,

les dégustant sans boire, on se

regalait, en fin, d'un verre de

vieux calvados comme Hébert sait

nous en proposer ?

Pourquoi pas ? Et, comme

disait Rabelais : tout pour la

tripe!

LA REYNIÈRE.

(1) Et une étoile au nouveau Miché-
lin, ce qui, pour un restaurant ouvert il y
a une dizaine de mois, est rare. Et
mérité, pour une fois!

SEMAINE GOURMANDE

La Côte d'or

à Saulieu

Ce n'est jamais sans émotion

que l'on écrit ces mots. Du

moins lorsque l'on a connu et

aimé le cher Alexandre Dumas,

grand cuisinier s'il en fut. Mais

c'est avec joie, aussi, que l'on

peut reconnaître en Bernard Lo-

iseau un digne successeur. Sans

doute la maison est-elle méta-

morphosée et la cuisine un peu

trop épurée à mon goût (ce bourg

de Bernard s'avoue végétari-

en et apôtre d'une cuisine sans

beurre et sans reproche). Alors il

y a le menu « Légumes en

été » (295 F) de quatre plats de

légumes, fromages et desserts

que j'abandonnerais vite pour le

poulet truffé Alexandre Dumas,

cuit à la vapeur (700 F

pour deux).

Il y a aussi des carottes car-

mélisées, des jus de persil, de

poivrons doux, une côte de veau

de lait sous la mèche avec les

fameux « crapiouds » du Mor-

van. Des desserts éblouissants,

des vins de Bourgogne remar-

quables. Un menu dégustation à

840 F, et la carte qui risque de

chiffrer plus haut encore pour

cette démonstration de haute

votologie culinaire.

● LA COTE D'OR,
21210 Saulieu.

Tél. : 80-64-07-66.

Tous les jours.

CB-AE-DC.

La Tour du roy

à Vervins

Ville et vieille maison histori-

quée, et la cuisine d'Anne Desvi-

ques en sa carte des grande

classiques d'hiver : soufflé de

gibiers essence de truffes (90 F),

terrine de daim aux noisettes et

capes frais (60 F), canard de daim

en venaison poires confites

(280 F pour deux), tarte ver-

noise (50 F). Mais aussi un menu

suggestion intéressant (150 F),

un menu « Au gré des marais »

Grenoble. Tél. : 76-46-00-08 Lille. Tél. : 20-30-98-20
Lyon. Tél. : 78-42-75-85 Toulouse. Tél. : 61-22-88-80
Strasbourg. Tél. : 88-35-30-67 Bordeaux. Tél. : 56-44-44-91
Mulhouse. Tél. : 89-56-10-21

1, rue Seribe 75009 PARIS - Tél. : (1) 42.66.41.76

Loisirs

Le deuxième Salon international du cycle

Quand la « petite reine » donne un rendez-vous

Le deuxième Salon international du cycle se tient à Paris, au Parc des expositions de la porte de Versailles (hall 5), du 17 au 22 mars. Après le franc succès rencontré lors du Salon 1987 qui s'était tenu au Parc Floral de Vincennes, cette manifestation, qui reflète un engouement de plus en plus affirmé pour la « petite reine », se devait d'envisager un lieu de rassemblement plus vaste. C'est donc chose faite, et les professionnels de l'industrie

du cycle autant que les amateurs pourront ainsi se retrouver.

Quelque deux cents entreprises représentant dix-huit nations seront là, qui permettront de voir à quel point, sans grand bruit, le vélo évolue. Matériaux (alu, magnésium, titane, carbone...), pneumatiques (Hutchinson notamment, avec une sous-couche sous la bande de roulement qui évite bien des crevais-

sons), accessoires (les fameuses pédales de Time, dont la configuration élimine un maximum d'efforts inutiles), vêtements et autres chaussures... autant de progrès qui font, si l'on peut dire, avancer la bicyclette, cette déjà vieille dame toujours jeune.

Le marché mondial, s'il reste stable, obéit néanmoins à toutes ces nouveautés, et il ne fait plus guère de doute que, passée l'heure de la simple mode, les amateurs eux-mêmes sont

de plus en plus sensibles aux améliorations que les industriels du cycle mettent au point.

Les « grands » du vélo (Peugeot, Motobécane, Raleigh), mais aussi les petites entreprises qui se consacrent aux cycles, donnent donc pendant cinq jours l'occasion à chacun de constater à quel point la bicyclette reste vivante. Un beau rendez-vous.

C. L.

Le vélo tout terrain à l'assaut des cimes

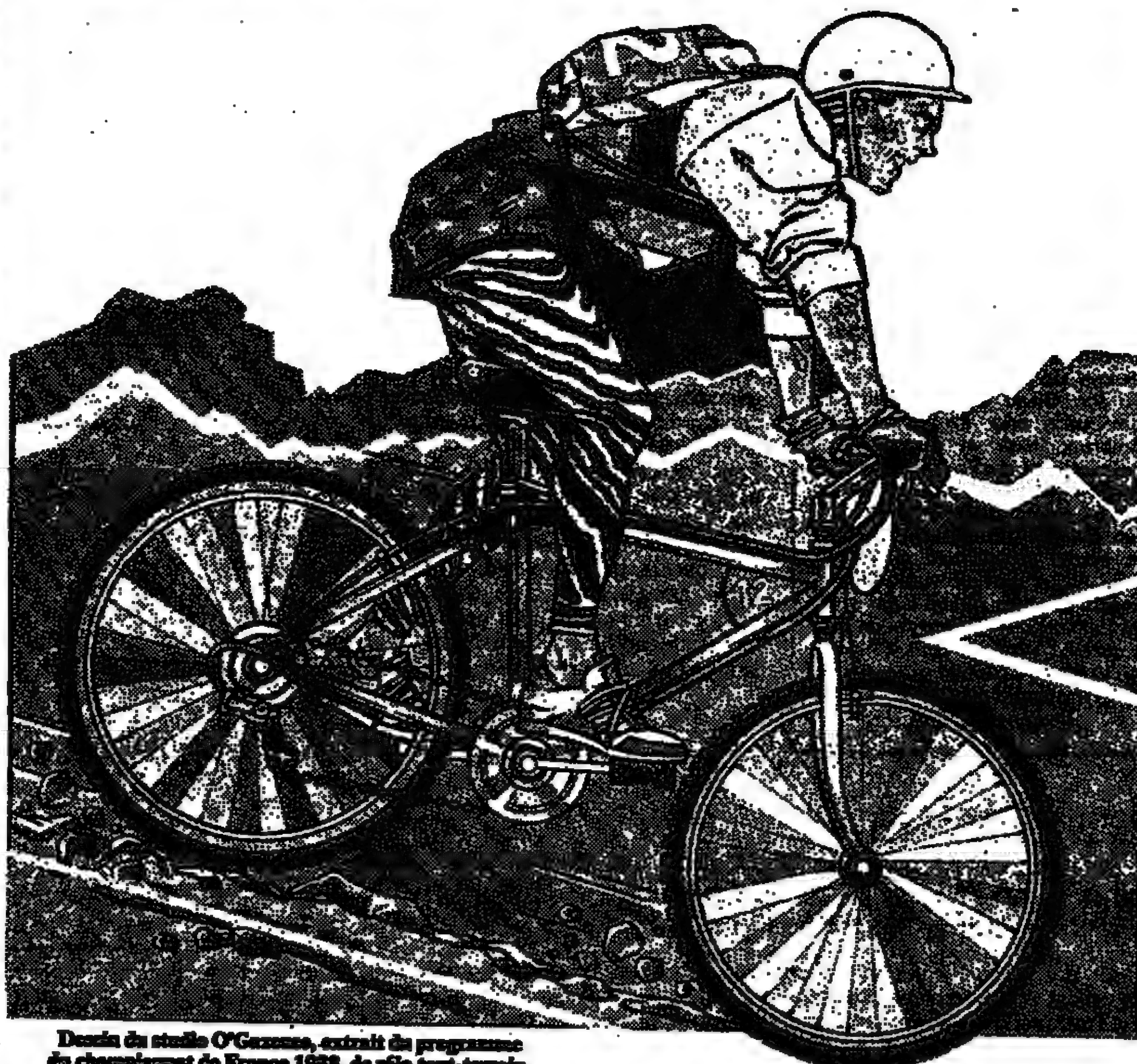
DEPUIS plus d'un an, une mode venue d'Amérique a redonné un sérieux coup de jeune à la bicyclette. Le vélo tout terrain (VTT), fait un véritable boum en France. Il est vrai qu'une fois de plus les Américains ont réuni, avec ce qu'ils appellent le « mountain bike », tous les atouts de la séduction dans le domaine des sports-loisirs modernes : nature, « look » et plaisir. Avec un VTT on peut aller partout : emprunter les sentiers forestiers, les chemins de grande randonnée, les pentes de montagne, rouler dans les dunes, sur l'herbe, au fond des ruisseaux...

Malgré les fortes démultiplications, c'est souvent un effort physique intense, même si une randonnée d'amateurs se parcourt seulement à 10 kilomètres à l'heure de moyenne. En VTT, la récompense pour les ascensions difficiles sur les plus petits rapports, ce sont les pentes herbeuses et les chemins forestiers dévalés debout sur les pédales, les jambes et les bras comme des ressorts pour amortir les inégalités du terrain.

Un nouveau mode de vie

Le VTT est un sport-plaisir, c'est un nouveau mode de vie et peut-être une façon de paraître. On ne ressemble pas à un randonneur en vulgaire jogging et en baskets. Au contraire, on met un colant aux rayures fluo, un blouson en Gore-tex, « la nouvelle matière qui respire », avec un sac à dos en nylon aux couleurs acidulées. Sur la tête, un casque en plastique. Un look finalement plus proche de celui des princes de l'escalade que de celui des rois du vélo.

C'est peut-être pourquoi il y a si peu de cyclistes traditionnels parmi les nouveaux venus au VTT. Ce sont plutôt des cadres de



Dessin de studio O'Gorman, extrait du programme du championnat de France 1988, du vélo tout-terrain.

vingt-cinq à quarante ans à l'affût des nouveautés. Ce sont aussi des femmes qui, pour une fois, trouvent plaisir à accompagner leur mari. Même les enfants, allergiques jusqu'à présent aux promenades du dimanche, se laissent convaincre.

Tous ont été séduits par l'aspect avantageux du VTT.

C'est un bel objet. Et on peut même s'appuyer sur la très officielle garantie de la Chambre syndicale du cycle pour s'assurer de la qualité de sa fabrication. Le cadre et la fourche sont renforcés. Les soudures entre les tubes sont réalisées avec un soin tout particulier. Le freinage devant être très efficace, il a fallu inventer de nouveaux procédés. Les pneus à

crampons permettent d'affronter n'importe quelle nature de terrain.

L'apparition des « city bikes »

Mais, ce qui fait la qualité d'un VTT, ce qui permet à son utilisateur de franchir presque tous les

obstacles naturels, c'est son dérailleur. Avec deux commandes indexées placées sur le guidon (comment n'y avait-on pensé plus tôt pour les autres bicyclettes ?), on peut en jouant sur les trois plateaux et sur les six vitesses choisir instantanément l'un des dix-huit rapports.

Des confortables poignées sur le guidon droit à la selle rembourrée, jusqu'au moyeu étanché pour rouler dans l'eau, le VTT apporte quelque chose de nouveau au plaisir de la bicyclette. C'est si vrai que l'on voit maintenant dans les villes des « city bikes ». Ce sont des VTT adaptés à la circulation urbaine. Véritable succès quand on se souvient qu'au début du phénomène l'engin n'était uti-

lisé que pour dévaler les pentes de montagne.

CHRISTOPHE DE CHENAY.

★ Les prix des vélos tout terrain varient entre 1 500 et 10 000 F. Des différences justifiées par la qualité des matériaux (et des accessoires). Dès les premiers prix, on trouve du matériel fiable. Mais attention : en cas d'usage intense (montagne en particulier) les risques de casse sont plus importants et le matériel doit être robuste, donc cher.

★ La Commission nationale du vélo tout terrain (née du mariage entre l'Association française de Mountain Bike et la Fédération française de cyclisme), CNVTT : 3, Villa des Sabons - 92200 Neuilly-sur-Seine. Tél : 46-24-48-53.

Le marché par segment et son évolution

Type de pratique	Motivation principale	Part du marché	Evolution en volume
Compétition	Performance	10 %	Stable
Cycle-sportif	Déplacement de soi	45 %	Légère progression
Randonnée	Confort	35 %	Stable
VTT	Nature	10 %	Fortes progression

Les principaux marchés de cycles dans le monde

PAYS	Ventes annuelles de vélos	Part
USA	8 908 000	70 000 000
JAPON	7 542 893	
ALLEMAGNE	2 731 893	19 000 000
FRANCE	2 098 000	
GRANDE-BRETAGNE	1 524 263	
ITALIE	1 045 540	
PAYS-BAS	850 000	
CORÉE	489 429	
SUEDE	457 546	
DANEMARK	445 616	
AUSTRALIE	400 000	
AUTRICHE	375 201	
SUISSE	369 319	
BELGIQUE-LUXEMBOURG	308 751	
FINLANDE	289 326	
PORTUGAL	122 557	

(Sans compter la Chine, soit un parc d'environ 300 millions de vélos.)

SACHS INDUSTRIES AU SALON DU CYCLE

Du 17 au 22 mars, au Parc des expositions, porte de Versailles, SACHS INDUSTRIES, leader européen de la transmission de cycle et des compteurs de vitesse, invite amateurs et professionnels à découvrir et essayer sur place ses tout nouveaux groupes de transmission ARIS (100 % indexés, version course, tourisme, VTT, etc.). Egalement à voir : le ROAD MONITOR, le dernier des compteurs électroniques SACHS-HURET.

17-22 MARS - STAND J18/K17



SALON INTERNATIONAL DU CYCLE PARIS 17-22 MARS '89

PARC DES EXPOSITIONS DE PARIS PORTE DE VERSAILLES



TOUS LES JOURS : 10 H - 19 H.
VENDREDI 17 ET LUNDI 20 : 12 H - 19 H MATINÉES
PROFESSIONNELLES LES 17 ET 20 MARS : 10 H - 12 H
OIP, 62, RUE DE MIROMESNIL, 75008 PARIS.
TEL. (1) 45-62-84-58. INFORMATIONS MINITEL.
38-16 Code SALONS.



Nouveau, stable, économique et silencieux, le tricycle électronique « EVASION ».



Pour tout renseignement s'adresser à :
AEIH LE CONFORTABLE
Puyman
47350 SEYCHES
Tél. : 53-83-65-39.

RALEIGH

VTT • COURSE • TOURISME • ENFANTS
SALON DU CYCLE • STAND B18 - D17 • TEL. (1) 30 90 25 45

Sports

BOXE : la mort de David Thio

Ring barbare

Trois semaines après la conquête du titre mondial par Thierry Jacquot, et quatre jours après celle de Fabrice Benichou, la boxe professionnelle a connu avec la mort de David Thio un drame qui remet en question ce sport. Le poids d'homme ayant été refusé par les médecins, le parquet de Lyon a demandé l'ouverture d'une information judiciaire pour « rechercher les causes de la mort » du jeune Ivoirien.

CERTAINES morts comptent plus que d'autres. Celle de David Thio en est le parfait exemple. Le décès du boxeur ivoirien après dix jours de coma n'est pas comparable à la disparition en mer d'un navigateur solitaire, à l'ensevelissement d'un skieur par une avalanche, à la chute d'un libériste en deltaplane, à la dislocation d'une formule 1.

Il y a eu moins de décès sur les rings depuis qu'un siècle dernier le marquis de Queensberry a codifié les règles de « l'écriture du poing » ; il y en a moins que chaque année en montagne, sur les océans ou sur les circuits automobiles. Mais la mort d'un boxeur interpellera toujours plus que celle de tout autre sportif. Car s'il y a une fatalité dans ce drame, ce n'est pas celle invoquée par l'entourage de l'ancien champion d'Abidjan. La boxe est un sport mortifère dont l'essence est aussi barbare que celle de la corrida. Il ne s'agit pas de battre un adversaire mais de l'abattre. Bref, il n'y a rien de naturel dans les risques que le « noble art » fait courir à ceux qui le pratiquent professionnellement.

Entre les cordes du ring, le pugiliste est comme le prisonnier entre les murs d'une cellule : au cours de cet enfermement, il purge une peine

qui lui laissera des traumatismes irréversibles. A force d'être martelés par les boules de cuir chères à Claude Nougare, les hémisphères cérébraux des boxeurs s'écartent comme les continents à la dérive. On dit communément de ces pugilistes éprouvés par trop de combats qu'ils ont « du potage » dans le crâne. Concrètement, leur élocution est difficile, leurs sens de l'équilibre précaires, leur ouïe ou leur vue brouillées. Et ce ne sont que moindres maux puisque plus de trois cents boxeurs ne se sont jamais réveillés du KO qui les avait plongés dans le coma.

Jusqu'à présent, peu de gouvernements ont tiré, comme en Suède, les conclusions logiques d'une telle situation. La boxe professionnelle n'est interdite que dans une poignée de pays pour des raisons médicales. Dans les pays de l'Est, c'est plus le professionnalisme qui est interdit que la boxe. Les responsables politiques veulent-ils éviter un débat public sur un sport qui suscite trop de fantasmes ? La boxe est-elle un mal nécessaire, une soupe de sécurité à certaines pulsions sociales obscures ?

Il y a chez certains intellectuels, comme chez des hommes d'affaires et des vedettes, une véritable fascination pour ces combats. Pour beaucoup de dévotionnaires, comme l'était Thio en Afrique, comme le sont des centaines de « citadins » en Amérique latine ou les gamins du Bronx, qui grouillent dans les salles de New-York, la boxe est la seule chance d'ascension sociale.

Faut-il laisser faire pour autant ? S'il n'est pas possible d'interdire la boxe, il serait pour le moins urgent d'y mettre de l'ordre. Il y a trop d'amateurs dans ce sport qui se veut professionnel. A Lyon, le médecin qui est intervenu auprès de Thio n'avait jamais assisté auparavant à un combat. L'arbitre était trop peu expérimenté pour apprécier l'état de fatigue du jeune Ivoirien et mettre un terme au combat. Quant au manager, il ne s'en est même pas aperçu et n'a pas jeté l'éponge. Il ne serait pas acceptable que les mêmes hommes puissent revenir au bord d'un ring en risquant de commettre les mêmes erreurs.

La Fédération française de boxe a des responsabilités dans ce domaine. Elle ne doit pas se contenter de percevoir des royalties sur les réunions. Elle doit prendre toutes les garanties pour que les conditions de tels drames ne soient plus réunies. Et si cette tâche est au-dessus de ses forces ou de ses compétences, il est urgent que les pouvoirs publics interviennent autrement que par le biais de la fiscalité. Le suivi médical des boxeurs, la moralité de certains organisateurs, sont trop souvent douteux pour qu'il n'y ait pas fatalement des accidents. Cette fatalité n'est que laxisme.

ALAIN GIRAUDO.

Grisé par le succès ?

ABIDJAN
Correspondance

DAVID THIO est devenu un symbole dans les faubourgs d'Abidjan, celui d'un « petit gars » transformé en martyr. La presse ivoirienne s'est lancée dans une attaque en règle contre l'entourage de David Thio, Jean-Marie Perono. Celui qui se présente comme le directeur d'une agence de travail temporaire, avait été recruté en 1983 par Roger Abinader, confiseur ivoirien d'origine libanaise, comme directeur sportif de son club. Le retour en France de M. Perono en 1986 serait consécutif à une brouille avec son employeur. M. Abinader qui reprochait à M. Perono d'avoir profité de la crédulité d'un autre boxeur, l'Ivoirien Mary Konate, analphabète, pour lui soutirer de l'argent.

Au-delà des polémiques, la mort de David Thio a profondément touché sa famille, qui portait tout ses espoirs sur lui. Issu d'un milieu très pauvre, David Thio est né le

30 décembre 1968 à Katiola, une bourgade du centre de la Côte-d'Ivoire. Le petit « Koudjo » (surnom donné à David, car il a vu le jour un mercredi) devient apprenti mécanicien puis tisser. Au début des années 80, la famille de David s'était installée à Koumassi, un quartier populaire d'Abidjan. Sa mère, remarquée pour la troisième fois, vend des bananes frites sur la trottoir devant la maison. La rue grouille d'enfants qui jouent le plus souvent dans les caniveaux. Comme de nombreux jeunes de son âge, David Thio apportait sa contribution pour faire vivre ses nombreux frères et sœurs. Il a commencé sa carrière de boxeur à Abidjan en 1984. Jean-Marie Perono, alors entraîneur sportif du club Abinader, remarque très vite les talents prometteurs du jeune Thio. Après dix-huit victoires en dix-huit combats, c'est lui qui décide par la considération qu'on lui accordait ? Pour ses amis à Abidjan, le drame de David est « qu'on a trop vite pressé le citron ».

ROBERT MINANGOY.

Un entretien avec Hein Verbruggen

Le cyclisme s'offre une Coupe du monde

Milan-San-Remo, qui a lieu samedi 18 mars, sera non seulement la première « classique » cycliste de la saison, mais aussi la première manche de la Coupe du monde individuelle. Ce nouveau trophée est, pour son inspirateur, le président de la Fédération internationale du cyclisme professionnel (FICP), le Néerlandais Hein Verbruggen, l'instrument d'une modernisation du sport cycliste.

« Q UELLS objectifs poursuivez-vous en créant la Coupe du monde individuelle de cyclisme ?

— D'une part, fournir une certaine protection aux « monuments » du cyclisme, aux cinq ou six grandes courses du calendrier, comme Milan-San-Remo, Paris-Roubaix, ou le Tour de Flandres. D'autre part accélérer la mondialisation de notre sport en offrant à des pays « neufs » en matière de cyclisme des courses d'un haut niveau. Notre modèle en la matière a été le championnat du monde de formule 1, dont des épreuves ont été disputées aussi bien en Hongrie qu'en Japon et au Brésil. Le problème du cyclisme professionnel, c'est que 60 % des épreuves se disputent dans les trois grands pays qui sont ses bases : la France, la Belgique et l'Italie.

— Les coureurs, les équipes ne ressentent pas le besoin de sortir de ce cadre : ils y trouvent suffisamment de compétitions. La Coupe du monde est pour nous un outil pour les forcer à aller dans d'autres pays. Cela semble fonctionner puisque les meilleures équipes actuelles expriment le désir de participer aux épreuves de la Coupe du monde, ce qui va permettre dès cette année d'offrir des courses d'un niveau intéressant au Canada et à la Grande-Bretagne, par exemple.

— Pensez-vous que cette initiative peut sauver le cyclisme d'un lent déclin ?

— Il y a actuellement une évolution générale du sport que nous, dirigeants, devons observer avec des yeux de gestionnaires. Le cyclisme ne vit que par ses sponsors, il ne tire aucun revenu du son public, à la différence de la plupart des autres disciplines. Pour intéresser nos sponsors, pour leur garantir certaines retombées, il nous faut absolument maintenir, voire accroître notre audience.

— Dans certains pays, le cyclisme perd du terrain. Nous voulons donc lui redonner plus d'attrait. Il se trouve par hasard que je suis moi-

même consultant en marketing et nous avons développé un raisonnement de marketing : les spectateurs attirent les sponsors, ceux-ci attirent de l'argent, les moyens permettent d'intéresser les pratiquants et favorisent l'émergence de vedettes, les vedettes attirent les spectateurs.

— Doit-on vous considérer comme l'inspirateur ou l'inventeur de cette Coupe du monde ?

— Mais je n'ai rien inventé ! Tout existait, ou presque : un classement FICP des coureurs, du même modèle que le classement ATP en tennis, fonctionnant depuis quelques années. Une Coupe du monde par équipes également. Tout ce que nous avons fait, c'est de mettre en relation tous ces éléments, de créer une Coupe du monde individuelle qui désignera le « roi » des classiques, des courses d'un jour. Mais au fond, le plus important et le plus significatif, c'est le classement FICP que je viens d'évoquer et qui représente la vraie hiérarchie : Sean Kelly, Charly Mottet et Steven Rooks en sont actuellement les leaders.

Les Soviétiques
absents

— Il est curieux de noter que les Soviétiques, qui ont créé l'événement cette année en montant une équipe professionnelle, ne sont pas conviés à participer à cette Coupe du monde.

— Nous n'allons pas bouleverser notre système pour quelques coureurs soviétiques ! Qu'ils prouvent qu'ils ont le niveau requis, qu'ils mar-

quent des points ! Nous avons un règlement et nous devons le respecter. Pourquoi faire une exception en sélectionnant l'équipe soviétique ? Il y a 175 épreuves au calendrier international, et les Soviétiques peuvent participer à 163 d'entre elles, dont les Tours de France, d'Italie et d'Espagne.

— Avec le refus d'admettre la nouvelle épreuve Paris-Moscou au calendrier professionnel, refus qui a conduit à l'annulation de Paris-Moscou, on a néanmoins l'impression que le secteur professionnel ne tient pas à répondre à la démarche des Soviétiques.

— L'idée de Paris-Moscou est quelque chose de formidable car en prenant la place de la Course de la paix, la plus grande épreuve du calendrier amateur, elle garantirait la présence des meilleurs coureurs amateurs des pays de l'Est. Mais elle nécessiterait également la participation des meilleurs coureurs professionnels.

— A notre demande, les organisateurs français nous avaient donc assuré, en août 1988, qu'ils obtiendraient l'accord des meilleures équipes professionnelles. Quand ils sont revenus nous voir en novembre dernier, ils n'avaient rien à nous soumettre : nous leur avons donné un nouveau délai jusqu'en janvier, mais ils n'ont pu alors nous présenter qu'un accord sous condition de Système U, la formation de Laurent Fignon, et quelques lettres d'intention d'équipes mineures. Or nous ne voulions pas laisser ridiculiser le secteur professionnel et nous avons été

conduits à refuser à cette épreuve le statut open.

— Mais ce n'est pas nous qui avons refusé cette splendide initiative ! Ce sont les organisateurs qui ont commis la bêtise de la placer au beau milieu des Tours d'Espagne et d'Italie, se privant d'entrée de la participation des meilleures équipes du monde. Je me suis d'ailleurs laissé dire que les fédérations des pays de l'Est n'ont pas été mécontentes de récupérer leur Course de la paix.

Propos recueillis par
GILLES VAN KOTE.

PUBLICATION JUDICIAIRE

CONTREFAÇON
DE LA MARQUE ALCOOTEST
La cour d'appel de Paris a, par arrêt du 8 décembre 1988, condamné la société CONTRALCO et l'ASSOCIATION FRANÇAISE DES AUTOMOBILES CLUBS pour contrefaçon de la marque ALCOOTEST appartenant à la société DRAGERWERK (RFA).

Dit la cour : La société DRAGERWERK, bien fondée en son appel... Infirmer le jugement. En conséquence, dire que l'usage par la société CONTRALCO et par l'ASSOCIATION FRANÇAISE DES AUTOMOBILES CLUBS de la dénomination ALCOOTEST et sa reproduction sur des étiquettes, constituent la contrefaçon de la marque ALCOOTEST dont la société DRAGERWERK est propriétaire.

Leur interdit de faire usage à quelque titre et sous quelque forme que ce soit de la dénomination ALCOOTEST ou ALCOOTEST, sans astreinte de 1 000 F par infraction constatée à compter de l'arrêt.

Ordonne la destruction de tous les étiquettes en possession de CONTRALCO ou de l'ASSOCIATION FRANÇAISE DES AUTOMOBILES CLUBS et de ceux détenus par des tiers mais non encore payés, comportant la dénomination ALCOOTEST aux frais en solutum des condamnés et sous astreinte de 1 000 F par jour de retard.

Les condamnés à payer à DRAGERWERK, la somme de 400 000 F et de la réparation de son préjudice... la somme de 400 000 F et de la réparation de son préjudice... la somme de 400 000 F et de la réparation de son préjudice... la somme de 400 000 F et de la réparation de son préjudice...

Ordonne la publication de l'arrêt dans six journaux ou revues... au choix de DRAGERWERK et aux frais en solutum des condamnés.

Pour extrait.

AUTOMOBILISME : les essais
du Grand Prix du Brésil

Philippe Streiff paralysé à la suite d'une sortie de piste

Victime d'une très violente sortie de piste, mercredi 15 mars sur le circuit de Rio-de-Janeiro où il effectuait des essais de pneus avant le Grand Prix du Brésil de formule 1 automobile, le pilote français Philippe Streiff se trouve totalement paralysé des membres inférieurs et supérieurs.

C'est dans une courbe que le pilote de l'écurie AGS a perdu le contrôle de sa monoplace et a heurté le rail de protection à près de 200 km/h. La voiture a alors effectué un vol plané à l'envers avant de s'écraser à 80 mètres du premier impact.

Philippe Streiff, dont le casque s'était brisé en deux, avait été transporté par hélicoptère à la clinique Sao-Vicente où les médecins avaient diagnostiqué des fractures de la clavicule droite et de l'omoplate gauche, une luxation de deux vertèbres cervicales et un tassement d'une vertèbre dorsale. Quelques heures plus

tard, il était opéré pour réduire la luxation cervicale des 4^e et 5^e vertèbres à l'origine d'une lésion médullaire par la pose d'une broche d'acier de 5 cm. C'est jeudi matin que le professeur Carlos Giesta a annoncé la tétroplégie et a qualifié l'état de santé du pilote « d'imprévisible et réservé ».

Agé de trente-trois ans, le pilote grenoblois avait effectué ses débuts en formule 1 avec Renault au Grand Prix du Portugal en 1984. Il avait ensuite conduit pour Ligier avec qui il avait obtenu son meilleur résultat en prenant la troisième place du Grand Prix d'Australie en 1985. Après deux saisons chez Tyrrell, il était revenu en France chez AGS en 1988. En plus de son programme en formule 1, Philippe Streiff espérait disputer cette année les 24 Heures du Mans où il avait déjà terminé deuxième en 1981 (Rondeau) et troisième en 1984 (Porsche).

PATINAGE ARTISTIQUE

Canada Ice



Ils étaient trois à rivaliser d'adresse sur la glace du Palais omnisport de Paris-Bercy, jeudi 16 mars, pour s'emparer du trophée de Brian Bortone. Le Soviétique Alexandre Fedorov a perdu toutes ses chances en chutant au terme d'une triple boucle. Il ne restait plus en lice que deux enfants du Nouveau Continent, Christopher Bowman, l'Américain de vingt et un ans, et Kurt Browning, le Canadien, de quelques mois plus âgé. Le chœur n'était pas au rendez-vous, dans une salle à moitié pleine, et seul quelques points supplémentaires ont permis de sacrer Kurt Browning, le premier compétiteur à avoir réussi une quadruple boucle piquée.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Championnats du monde de cross-country. — Dimanche 19 mars à Stavanger (Norvège).

Basket-ball

Championnat de France. — Samedi 18 mars, quatorzième journée retour.

Cyclisme

Milan-San-Remo. — Samedi 18 mars.

Football

Championnat de France. — Samedi 18 mars, trentième journée.

Lutte

Championnats de France de lutte gréco-romaine. — Jusqu'au dimanche 19 mars à Lyon.

Natation

Championnats de France « hiver ». — Jusqu'au dimanche 19 mars à Forbach.

(Moselle). FR 3, dimanche à partir de 13 h 30.

Patinage artistique

Championnats du monde. — Jusqu'au dimanche 19 mars au Palais omnisports de Paris-Bercy. TF 1, samedi 18 mars à 23 h 30 ; A 2, dimanche 19 mars à 16 h 35.

Rugby

Tournoi des Cinq Nations. — Samedi 18 mars au Parc des princes : France-Ecosse, A 2, à 15 heures et à partir de 16 h 25 ; Galles-Angleterre, à Cardiff.

Ski alpin

Championnat de France. — Du vendredi 17 au samedi 25 mars, à la Foux-d'Allas (Alpes du Sud).

Tennis

Tournoi de Key Biscayne (Etats-Unis). — Du jeudi 20 mars au dimanche 2 avril.

THÉÂTRE

Rencontre avec Antoine Vitez

« Le Mariage de Figaro » est une pièce sur l'égalité »

« L'Imposture », de Georges Bernanos
au Théâtre de la Ville

Les cloîtres de l'enfer

Il n'est pas nécessaire d'être croyant pour se sentir atteint par l'énergie spirituelle de Bernanos dès qu'il au Théâtre de la Ville on entend les premières répliques de l'adaptation de son roman *L'Imposture*.

« Vous croyez-vous donc vivant ?... Votre vie intérieure, mon enfant, porte le signe moine. Votre médiocrité tend vers le néant. Allez-vous en ! Allez-vous en ! »

Livide de rage, l'abbé Cénabre chasse le jeune écrivain qui est venu se faire entendre en confession : c'est l'ouverture du roman de Georges Bernanos, *L'Imposture*.

Puis l'abbé Cénabre, qui est un prêtre de raison, auteur d'excellents livres, appelle au téléphone un curé de village, l'abbé Chevance, qu'il connaît, qui se trouve à Paris, en « diatribe ». Il est 2 heures du matin. Cénabre ment, parle d'un mourant qui a besoin de secours.

Chevance arrive. Cénabre lui dit : « Je me suis débattu cette nuit dans des ténèbres exceptionnelles. J'ai perdu la foi. J'ai songé sérieusement à me tuer cette nuit. »

La dernière page de *L'Imposture*, ce sera la mort de l'abbé Chevance. Il délire, il croit voir apparaître Cénabre, qui lui dit : « Écoutez-moi bien, Chevance, je vous défends de mourir chez moi », mais Cénabre n'est pas là, Chevance agonise dans les bras d'une jeune fille, Chantal de Clergerie. « Je ne voudrais pas mourir », dit Chevance, et Chantal lui répond : « Est-ce donc si difficile ? Je ne le croyais pas. Il ne faut qu'un peu de patience... »

Bernanos a toujours dit que *L'Imposture* n'est pas un livre, mais la première moitié d'un livre, dont la suite est la *Jolie*. Dans la *Jolie*, nous retrouvons Cénabre, et Chantal de Clergerie. Ils s'affrontent. Ils meurent.

Bernanos disait aussi que ce livre, qu'il avait appelé d'abord *Les Ténèbres*, est la rencontre d'un saint qui prodigue à tous une paix dont il est vide (Cénabre) et d'une âme faite pour la solitude éternelle (Chantal). Il ajoutait : « L'enfer a ses cloîtres », « l'ange obscur est rarement pris sur le fait », et il définissait ce livre par une phrase de Léon Bloy : « L'abominable gloire d'avoir dépassé toute fraude humaine pour s'enfoncer dans l'hyppocrisie des anges. »

Il n'est pas nécessaire d'être catholique, ni non plus d'être croyant, pour se sentir atteint par l'énergie spirituelle de Georges Bernanos, par l'intelligence et la beauté de sa parole, dès qu'il au Théâtre de la Ville nous entendons les premières répliques de l'adaptation de *L'Imposture*. C'est une grande voix qui s'élève. Ça ne trompe pas.

Cela est d'autant plus étrange que Georges Bernanos, lorsqu'il écrit, en 1926 et 1927, la lutte à mort de l'abbé Cénabre et de Chantal de Clergerie, se trouve habité de pensées, d'opinions, tout de même particulières.

Il écrit alors dans *L'Action française*. Il est monarchiste. Il est antisémite. En même temps que la *Jolie*, il a commencé un gros livre à la gloire d'Edmond Drumont, l'auteur de l'énorme pamphlet (mille deux cents pages) *La France juive*. Bernanos, avec délectation, cite les phrases de Drumont, et il fait donner le ton de ces citations, par exemple : « Des Juifs d'Autriche viennent glorifier en France la Révolution de 1789, alors que, chez nous, tous les âtres libres, qu'ils appartiennent à l'élite intellectuelle ou au Cénabre, sont unanimes à maudire cette révolution manquée, qui ne nous a apporté que la pauvreté, le désespoir et la ruine. »

L'attachement de Bernanos à Drumont et à ses « idées » date de

l'enfance : le père de Bernanos lisait à haute voix, le soir, le journal de Drumont, *Le Libre Parole*. En mai 1892, avant même l'arrestation de Dreyfus, ce journal publiait une coquette : « Les officiers juifs dans l'armée. »

En 1930, alors qu'il vient juste de publier la *Jolie*, qui lui a valu le prix Femina, Bernanos se bat avec son éditeur, Grasset, pour que son livre sur Drumont porte le titre : *Démolition de la France*, avec, en sous-titre : « Un prophète : Edmond Drumont. » Dans ce livre, Bernanos écrit : « L'antidémocratie apparaît ce qu'il est réellement : non pas une marotte, une vue de l'esprit, mais une grande pensée politique. » Finalement, ce livre s'est appelé : *La Grande Peur des bien-pensants*.

En 1913 et 1914, Bernanos avait dirigé, à Rouen, un journal de droite : *L'Avant-Garde de Normandie*. Sa haine de la République s'y exprimait librement. Il écrivait : « La tradition parlementaire, c'est l'impulsance au dehors, l'anarchie au dedans, les coteries flatteries de la surcensure, le pouvoir grandissant des capitaux anonymes, l'incompétence et la trahison, c'est l'imbécillité ou le sang... »

Puis Bernanos fait la guerre de 1914. Il dit que les soldats ont converti « une aventure colossale en une sorte de drame intérieur ». Et Bernanos n'accepte pas la « démission », la médiocrité de l'après-guerre, de la victoire. Il cesse d'écrire pendant huit ans.

Un ton de combat

Dans les tranchées, Bernanos ne s'était senti proche que des prolétaires, des ouvriers. « Ce n'est pas la misère ou l'ignorance du peuple qui m'attire, écrivait-il, c'est sa noblesse. L'élite ouvrière française est la seule aristocratie que la bourgeoisie du dix-neuvième et du vingtième siècles n'ait pas encore réussi à avilir. »

Ansé bien dans ses moments de crise politique, ses embarras politiques, ses délires, que dans ses plus sublimes pages de description pure ou de méditations sur la condition humaine, Bernanos nous impose par une intensité de charge spirituelle, par un ton de combat et de fermeté. Mais nous ne devons pas oublier que ce grand écrivain cache son jeu, ses doutes, ses angoisses. Par exemple, en 1914, à son ami Yves de Colleville, il écrit : « Je n'achemine vers la folie. C'est horrible de souffrir ainsi à vingt ans. Je n'en puis plus. Je suis un type fini. Je me tuerai ou je mourrai fou. » Et, en 1930, lorsqu'il écrit son livre sur Drumont, il est obligé de se faire soigner, tant il a perdu courage : à son ami Cosmao Dumanoir, il écrit : « Une horrible dépression nerveuse m'a retardé de six ou huit mois l'achèvement de mon Drumont. » Il est curieux de noter que, juste avant cette crise de dépression, Bernanos avait, dans la *Jolie*, donné le portrait très fouillé d'un psychiatre, — portrait sans charité.

Au Théâtre de la Ville, *L'Imposture* est adapté par Pascal Bonitzer et mise en scène par Brigitte Jaques. Le livre, décomposé par Bernanos en grandes scènes dialoguées, se prête à la théâtralisation. Tout cela est de grande tenue. Philippe Clément est admirable en abbé Cénabre, de même que Michel Robin en abbé Chevance, et Muriel Fiquart dans le rôle de Chantal de Clergerie. Francis Frappet, Raymond Jourdan, Jacques Desrois, dans des rôles d'écrivains et journalistes magouilleurs que Bernanos n'aime pas, et Jean Martin dans le rôle d'un évêque mondain, sont excellents aussi. Une soirée d'une rare grandeur, mais pas rose : « Il faudrait des siècles et des siècles, il faudrait le temps dont Dieu dispose, pour vous apprendre à être heureux », dit Chantal de Clergerie.

MICHEL COURNOT.

Le 18 mars aura lieu la première du *Mariage de Figaro*, de Beaumarchais, première mise en scène d'Antoine Vitez à la Comédie-Française depuis qu'il est l'administrateur général.

Au cours de sa conférence de presse (le Monde du 8 mars 1989), Antoine Vitez notait le risque que prenait le ministre de la culture en nommant un metteur en scène à la tête de la Comédie-Française. Un risque surtout pour le metteur en scène. Diriger simultanément une institution et des acteurs, c'est ce que faisait Jean-Pierre Vincent à Strasbourg avant de passer à la Comédie-Française, c'est ce que faisait Antoine Vitez lui-même à Chaillot. Mais la Comédie-Française, c'est autre chose. L'institution, ce sont les acteurs eux-mêmes et cela depuis trois cents ans. Administrer les comédiens français et répondre à la masse de questions que pose un théâtre de répertoire, où se donnent en alternance plus de représentations qu'il n'y a de jours dans l'année, tout en faisant répéter ses propres spectacles peut paraître complètement fou.

A Sceaux
« Des Françaises »
de Michèle Fabien

Le théâtre comme livre d'histoire

Une révolutionnaire, Claire Lacombe, une résistante, Berty Albrecht : Michèle Fabien raconte, Laurence Février met en scène.

« Bacchante contre-révolutionnaire », aimant « beaucoup le vin, la table et les hommes », ainsi, en 1794, sautait-on la citoyenne Claire Lacombe (Rose pour certains historiens), comédienne et présidente de la Société des républicaines révolutionnaires. Elle fut arrêtée, puis relâchée, faute de preuves patriotiques, un an plus tard. De sa vie ensuite, l'histoire ignore tout. Michèle Fabien raconte le désarroi de Claire Lacombe, au sortir de sa prison.

Résistante, fondatrice avec Henri Frenay du groupe « Combat », exécutée à Fresnes en 1943, Berty Albrecht fut aussi une militante féministe : dans les années 30, en Angleterre, cette riche bourgeoise intellectuelle fonda une revue, le *Problème sexuel*, qui militait pour le contrôle des naissances et le droit à l'avortement. Elle endossa encore le costume des ouvrières, pour connaître, et améliorer, leurs conditions de travail. A Paris, une rue porte son nom, et un monument est dédié à sa mémoire, dans le douzième arrondissement.

Ce qui réunit ces deux femmes, c'est le peu de ces que les historiens et les dictionnaires ont fait de leurs destins pourtant passionnants. Mais le spectacle présenté à Sceaux ne relève pas de la biographie. Michèle Fabien, côté écriture, Laurence Février, côté mise en scène, multiplient avec intelligence et finesse les ruses dont dispose le théâtre pour redonner vie à ces deux héroïnes que rien ne justifie de réunir. La pièce de Michèle Fabien a, en tout cas, l'honnêteté de ne pas tisser de liens artificiels. Elle a parfois une vraie force évocatrice, et introduit aux côtés des héroïnes (Anne Benoit puis Claire Vanthoum, qui interprètent alternativement les deux rôles) des personnages secondaires forts. La logeuse aux petits appétits (Claire Lacombe), la « donnesse » aux petits horizons de Berty Albrecht (Monique Couturier, usée et terrible), et encore ces deux jeunes filles auxquelles Judith Henry prête son charme, ou Gabrielle, comédienne que délaisse une mère trop accaparée par le militantisme.

Laurence Février situe *Des Françaises* dans le décor intime d'un café, avec un pianiste en fond de scène. Les actrices jouent parmi le public et parfois l'apostrophent. Mais à force de refuser à ces femmes toute vie privée, elles se désolent.

ODRÉ QUIROT.

* CAC les Gens de Sceaux, 20 h 30, jusqu'au 19 mars (46-60-05-64), puis Angoulême, du 12 au 15 avril, Carcassonne les 18 et 19, Orly le 23, Montargis le 25, Chartres du 27 au 29 avril.

Sami Frey retrouve Perec



Nouvelle reprise à l'Opéra-Comique du spectacle mis en scène et joué par Sami Frey, *de ma mémoire*, créé l'an passé et avec succès au Festival d'Avignon. Seul en scène, au guidon d'un vieil homme qui évoque — miraculeusement — entre plateau et cintres, un homme se souvenant, de minuscules anecdotes, de grands moments de l'histoire, de signes esquissés, d'impressions tremblées, d'autres plus nettes, qui ont accompagné sa vie de chaque jour. Mille mots cocasses, glacés, drôles, émouvants... Le génie de Perec servi, avec une extrême simplicité et une grande maestria, par un acteur en pleine forme.

O.S.
* Opéra-Comique. Les mardi et mercredi, vendredi et samedi, à 20 h 30. Matinée dimanche, à 15 heures. Tél. : 46-78-75-00. Durée : 1 h 20. De 100 F à 180 F.

CINÉMA

« Mr. North »
de Danny Huston

Le cœur fait des miracles

Une fable à la Capra venue du paradis des cinéastes. Humour, amour, générosité. Un vrai bonheur.

En 1926, un jeune universitaire, Theophilus North, arrive à Newport, où sont installés les nouveaux riches de la côte est. Il ne veut rien de la lecture, donne des cours dans les familles huppées. On l'accepte plus ou moins, et il se lie avec les domestiques et les pêcheurs. On lui découvre des dons de guérisseur. Mr. North accumule, en lui, de l'électricité, d'une façon somme toute naturelle. Quand il touche les gens, cela fait des étincelles. Les maux de tête de la jeune Elspeth disparaissent. Le vieux et riche Bosworth retrouve la santé. Le médecin mondain du coin porte plainte.

Le charme d'un James Stewart

Le film de Danny Huston est tiré d'un roman de Thornton Wilder et c'est un cadeau posthume de John Huston. Il avait écrit le scénario (avec Janet Roach) et produit le film. Anjelica Huston passe, souverainement séduisante. Elle est, à la fin, la récompense de Mr. North dans une jolie scène romantique. Les amis de la famille sont là : Laurence Bacall, auréolée de souvenirs et toujours fascinante, Robert Mitchum, ceil et sourire en coin dans le rôle de Bosworth, qui devait tenir John Huston. Ce n'est pas triste, au contraire. L'humour houstonien est au rendez-vous, on s'attendrit doucement.

La comédie américaine d'antan revêt, ces temps-ci, Mr. North est, par la grâce de Huston, père, fils, fille, amis, une fable à la Capra où l'on brocarde la morgue et le pouvoir des riches, où l'on exalte l'amour du prochain, l'amour de la vie (avec une façon simple d'accepter la vieillesse et la mort), l'amour tout court. L'électricité de Mr. North n'a rien de magique. C'est le cœur qui fait des miracles. Anthony Edwards, le démiurge de Newport, possède la candeur, la sagesse et le charme qu'avait autrefois James Stewart. L'esprit des années 30, idéalisme et générosité, traverse cette fable aux couleurs pimpantes, fort habilement tournée.

JACQUES SCHLIER.

* Arc de triomphe. — L'Arc de triomphe, qui était fermé pour travaux depuis le 15 décembre, sera à nouveau ouvert au public à partir du 18 mars.

* Tous les jours, de 10 heures à 17 heures jusqu'au 31 mars ; et de 10 heures à 18 heures, du 1^{er} avril au 30 septembre. (Entrée : 22 francs ; tarif réduit : 12 francs.)

THEATRE ROMAIN ROLLAND
3 rue Eugène Varlin Villejuif
Tél. : 46-10-00-01

CREATION **LES MESSAGERS**
COMPAGNIE ANNE DREYFUS
20 mars • 2 avril
47 26 15 02
en coproduction avec le Théâtre Romain Rolland

Le Monde

LUNDI 20 MARS (NUMÉRO DATÉ MARDI 21)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

30 pages d'annonces
des centaines d'offres d'emploi
pour les cadres

ATTENTION : ce numéro est publié
avec le Monde Economie en cahier séparé.
N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux

Culture

MUSIQUE

Xenakis à Bruxelles

Les espaces indéfinis de l'avenir

Ars Musica
a superbement fêté
l'anné Xenakis,
pivot de ce nouveau festival
de musique moderne.

Les montagnes poussent autour de nous, parfois, sans que nous nous en apercevions; qui ne serait stupéfait, par exemple, de constater qu'en trente-cinq ans, de *Metastasis* à *Warg*, Xenakis a écrit une œuvre colossale, quatre-vingt-neuf partitions, dont seize-vingt-cinq des quinze dernières années, comme l'a fait remarquer Harry Halbreich?

On ne semble guère s'en préoccuper à Paris depuis le beau cycle de 1977, tandis que Turin en septembre 1988 et Bruxelles ces jours-ci ont fait du compositeur le pivot de leurs festivals de musique contemporaine. Mieux, un groupe d'instrumentistes néerlandais l'a choisi comme patron, et l'Ensemble Xenakis, donc, dirigé par Arturo Tamayo de manière aussi vigoureuse que lumineuse, a magistralement illustré dans la capitale belge la trajectoire de cette œuvre rectiligne qui, à la manière de *Liszt*, « lance son javelot dans les espaces indéfinis de l'avenir ».

Cette musique, en effet, jaillit en permanence d'une sorte d'univers en fusion qui crache de rudes matériaux, mais elle paraît modelée par son démiurge avec une maîtrise toujours plus flagrante.

Dans *Anaktoria* (1968) pour octuor, dont le titre signifie « belle comme un palais », c'est encore un être farouche, même si déjà des timbres d'une étrange douceur, des

murmures, de longues vibrations se mêlent aux épisodes ascétiques.

Quel chemin parcouru avec *Pallaplast* (1979), une sorte de concerto grosso, de jeu vultueux sur une trame de plus en plus dense, où le trio d'anches, le cor, le piano, les percussions et le quintette à cordes viennent mêler leurs merveilleuses couleurs!

Khal Ferr (1983) pour quintette de cuivres et percussions apparaît au contraire comme une confrontation de monstres froids qui se heurtent avec violence. Je préfère les jeux éblouissants de *Thalain* (1984) pour dix instruments, d'une vie fourmillante à l'intérieur d'une logique rigoureuse, où le langage serré n'exclut pas une vitalité diabolique.

On retrouvait cette plénitude musicale et humaine, pendant une table ronde autour de Xenakis, dans l'enregistrement de *Kegrops* (1986), le troisième concerto pour piano, interprété par Roger Woodward, une œuvre véritablement cosmique (comme *Terratektori* ou *Vomex Gommé*), un océan avec ses vagues, ses rumeurs, ses tempêtes, dominées par un piano gigantesque.

Au soir de cette longue journée (de 10 heures à 23 heures!), l'excellent Ensemble Musiques nouvelles, dirigé par Georges-Elie Octors, jouait encore *Warg* (1988) pour treize instruments, une œuvre massive, aux idées et aux développements assez « barbares », mais d'une grande plénitude.

An même programme, on remarquait encore les *Etudes pour Para-*

celse de Claude Ledoux, compositeur liégeois. Etrange idée que d'avoir accompagné ce très beau texte d'un grand humaniste avec un commentaire musical dont on ne voit guère la nécessité en l'espèce; mais cette partition, qui réunit harpe, violoncelle, percussions et synthétiseur, a beaucoup de charme sonore.

Ars Musica court à grandes enjambées vers sa fin (le 25 mars), avalant avec appétit quantité d'œuvres des célébrités d'aujourd'hui et de demain. Les dernières journées mettront les bouchées doubles, en particulier pendant le week-end, avec le Quatuor Arditi et Claude Helffer dans des pages de Schoenberg, Boulez, Harvey, Fenimore et encore Xenakis, annonçant une copieuse « Nuit de la musique contemporaine » où voisineront Bartholomée, Dutilleul (concerto pour violon par Pierre Amoyal), Messiaen, Berio, Bedford, Phil Glass, etc.

Une vraie réussite que ce festival, animé par des jeunes, bénévoles et d'autant plus dynamiques, avec des moyens pourtant réduits : pas plus de 3 millions de francs belges (480 000 FF) de subventions directes pour un budget total de 35 millions FF (5,6 millions FF). Le succès incite peut-être l'Etat et les mécènes à se montrer plus généreux l'an prochain.

JACQUES LONCHAMPT.

* Ars Musica, Musiques nouvelles, 18, place Eugène-Flagey, 1050-Bruxelles; tél. : (19/322) 647-10-49.

LETTRES

La mort de Georges Blond

Un historien pour sujets « chauds »

Mort à Paris

jeudi 16 mars, à l'âge
de quatre-vingt-deux ans
(nos dernières éditions),
Georges Blond
était de ceux qui,
dans les années 30,
révèlent de « viriliser
le monde ».

Né à Marseille en 1906 d'un père journaliste, Georges Blond est à vingt ans lieutenant au long cours dans la navigation de commerce. Mais il ne tarde pas à suivre son père à la trace. En 1930, et jusqu'à la guerre, le voilà secrétaire de rédaction à l'hebdomadaire *Camille* où il « apprend le métier ». Brillant d'écriture, avide de grand large, il est de ces jeunes dissidents de l'Action française qui rêvent bientôt de « viriliser le monde », et qui s'émouvent aux grandes messes nazies de Nuremberg. L'amitié de Robert Brasillach, dont il est devenu un des intimes dès 1923, parachève son éducation. Blond fut très actif dans les petites équipes incisives qui font, au temps du Front populaire, le *Combat* de Maulnier, l'*Assaut* de Fabre-Luce et le *Je suis partout* de Fayard et Gaxotte.

Mobilisé dans la marine en 1939, piégé à Dunkerque en 1940 et retenu six mois en Angleterre, il publie l'année suivante son premier succès, fort exploité politiquement, un reportage peu tendre, *L'Angleterre en guerre*. Critique littéraire, dominant des papiers sur les variétés mais aussi sur la politique, et sans se dispenser du voyage en Allemagne des écrivains français ou du reportage enthousiaste sur les exploits de la Légion des volontaires français sur le front de l'Est, il se multiplie jusqu'au bout à *Je suis partout*, au *Petit Parisien* ou à *la Gerbe*.

Inquiété à la Libération, il refait surface en 1951 avec le premier récit coloré du débarquement. Dès lors, il se partage entre une activité de romancier souvent primé, d'écrivain de l'exotisme maritime et d'historien pour sujets « chauds ». *L'Agonie de l'Allemagne*, *Verdun* (1), *la Marne*, puis *Pétain* (1) ou *Napoléon* furent ses meilleurs sujets. Il avait de la patte et le sens de la situation dramatique. Il ne sut pas imiter à temps cette précision documentaire qui devait, sur des sujets voisins, faire le succès d'un Paillat ou d'un Amouroux.

J.-P. R.

(1) Publié aux Presses de la Cité en 1962 et 1961.

THEATRE
DE GENNEVILLIERS
CENTRE DRAMATIQUE
NATIONAL
DIRECTION
BERNARD SOBEL
TELEPHONE 47 95 36 30

la Forêt

D. A. N. OSTROVSKI
MISE EN SCENE
BERNARD SOBEL
DU 24 FÉVRIER
AU 26 MARS

THEATRE
PARIS

LUN. 20 MARS 20 H 30
VEN. 24 ET SAM. 25 MARS 18 H 30
POUR LA PREMIERE FOIS EN FRANCE

ABDEL AZIZ
EL MUBARAK
ET SON ENSEMBLE

LES SOUDANAIS CHANTENT
ET DANSENT EN MARCHANT

PRIX 55 F - LOC. 42.74.22.77
2 PL. DU CHATELET 4°

Pour votre
DEMEUNAGEMENT
ODOUL AGENT DE
demeco

16, rue de l'Atlas-75019 Paris 42 08 10 30

GALERIE KATIA GRANOFF
JEAN COUTY - LES CATHÉDRALES
15 MARS - 15 AVRIL 1989
Vernissage le 15 mars à 18 h
92, faubourg Saint-Honoré, Paris 8°. 42 65 24 41

DERNIERE LE 25 MARS
THEATRE 14
alioise
occupation, récitation, interprétation
Aurore PRIETO
Un spectacle d'une extraordinaire poésie 7A PARIS. Le bonheur du jeu de
la comédienne éclate à tous moments LE MONDE. Aurore Prieto nous
laisse tout frémir d'émotion TELERAMA.

7 NOMINATIONS AUX OSCARS 89 DONT
MEILLEUR FILM

"UNE MISE EN SCÈNE VIRTUOSE.
DES ACTEURS ABSOLUMENT
EXTRAORDINAIRES.
UN FILM VERTIGINEUX".
PREMIERE

"C'EST LA VÉRITÉ SOUS LE MASQUE
DE LA PERFECTION.
RÉUSSITE COMPLÈTE".
ACTUEL



"LES LIAISONS DANGEREUSES
... TRANCHANTES COMME UNE LAME
ET IRRÉSISTIBLES COMME LA PASSION.
... FILM BRILLANT".
STUDIO MAGAZINE

"DU GRAND ART. MAGNIFIQUE".
COSMOPOLITAN

"C'EST UN RÉGAL.
C'EST UN CHEF-D'ŒUVRE".
VSD

LES LIAISONS
Dangereuses
UN FILM DE STEPHEN FREARS

WARNER BROS. PRESENTE UN FILM LORDAR FILM ENTERTAINMENT UNE PRODUCTION NFF LIMITED GLENN CLOSE - JOHN MALKOVICH - MICHELLE YEOH - "LES LIAISONS DANGEREUSES" (DANGEROUS LIAISONS) SWOOSIE KURTZ - KEVIN REEVES MILDRED NATWICK - UMA THURMAN
DIRECTION GÉNÉRALE JAMES ACHESON MONTAGE MICHAEL AUDSLEY SCÉNARIO STUART CRAIG RÉALISATION PHILIPPE ROUSSELOT MONTAGE GEORGE FENTON MUSIQUE CHRISTOPHER HAMPTON COSTUMES "LES LIAISONS DANGEREUSES"
PRODUCTION CHODERLAS DE LACLOS RÉALISATION CHRISTOPHER HAMPTON MONTAGE NORMA HEYMAN MONTAGE HANK MOONJEAN MONTAGE STEPHEN FREARS
DISTRIBUÉ PAR WARNER BROS. (DISTRIBUTION) INC. 10000 WILSON AVENUE, BUREAU 1000, VAN NUYS, CALIFORNIE 91411-1000 A WARNER COMMUNICATIONS COMPANY

SORTIE NATIONALE LE 22 MARS

هكذا من الأصل

Spectacles

théâtre

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). L'Élaphant vivant : 14 h. Le Moine : 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERTRAND (42-08-76-58). La Ritournelle : 20 h 45.

ARCAN (43-38-19-70). Les Bonnes : 20 h 30.

ARLEQUIN (45-89-43-22). Les Dégénérés : 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Le Bal de l'Inde : 20 h 30.

ARTS-HÉBERTOT (43-77-23-23). La Fête de l'Amour : 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Henri IV : 21 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JUVET (47-42-67-27). Salle C. Béat. Cailas : 20 h 30. Salle Louis Juvet. Les Amants magiques : 20 h 30.

AU COUVET DES CORDELIERS (43-29-40-63). Une folie électrique : 21 h.

BERRY (43-57-51-55). Le Godfather de la Courtille : 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Le Bal de l'Inde : 21 h.

BOUFFES PARISIENS (42-06-00-24). Ma vie n'est plus un roman : 21 h.

BOUFFES-THÉÂTRE DU XIXE (42-38-35-53). La Comédie sans fin : 20 h 30.

CARTE SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Iphigénie : 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE LAQUARIUM (43-74-99-61). Taudis que dort le chat : 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DU SO-LEIL (43-74-24-08). Le Laitier : 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPESTE (43-28-36-36). Le Petit Triptyque des soumissions : 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-55). Ah ! Ça rim, ça rira, ça rira : 21 h.

CENTRE CULTUREL SUISSE (42-71-38-38). O. Une nuit : 20 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-19-09). Les Voyageurs de la Grande Ours : 21 h.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). O. Nous passons tous la dernière audition : 20 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). Grand Théâtre. La Fausse Suivante ou le Fourbe puni : 20 h 30. La Galerie. Zaire ou le Fausse religieux : 20 h 30. La Ressource. La Chèvre : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Brasseur, Brel : 20 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). La Première Tête : 21 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-57-21). Une femme sans histoire : 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du bal : 20 h 30.

CONFLUENCES (42-46-58-67). O. Patis brûlés : 21 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coût du père François : 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babes-verdes : 20 h 45. Noms en fait ou en sous dit de faire : 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mot à la campagne : 20 h 30.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Au-delà du jardin : 20 h 30.

ESSAIEN DE PARIS (42-78-46-42). La Mère que te pario : 20 h 30.

FONDACTION DEUTSCHE DE LA FOUKTHIE (43-27-22-09). O. Les Beaux Jours. Les rois de Saba. Darius en alternance : 20 h.

FONTAINE (48-74-74-40). Quelle famille ! : 21 h.

GARTE-MONTFARNASSE (43-22-16-18). Frédéric Chopin ou le Malheur de l'Idéal : 21 h.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (43-26-63-51). The Dining Room : 20 h 30.

GUICHET MONTFARNASSE (43-27-88-61). O. Histoire d'un feu : 18 h 45. Adèle Agatha : 20 h 30. Jangliers ou Histoire du tigre et autres histoires : 22 h 15.

GYMNASIE MARIE-BELL (42-46-79-79). L'Ét-femme de ma vie : 20 h 30.

HOTEL DE GALLIET INSTITUTEUR DE PARIS (43-26-63-51). The Dining Room : 20 h 30.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Le Lion : 20 h 30. Les Mystères de la révolution : 21 h 30.

HOTEL LUTETIA (SALON BORGHESI) (45-44-05-05). Le Dernier Quart de lune : 20 h 45.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Le Lion : 20 h 30. Les Mystères de la révolution : 21 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Entre nous soit dit : 21 h.

LE BOUVIER (43-73-47-84). Ce soir, on envoie tout : 20 h 30.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Existe en trois tailles : 20 h 15.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Mon chéri : 21 h.

LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Ce jour-là : 20 h 30. Connaissance-vous la voie laide ? : 22 h.

LIERRE-THÉÂTRE (45-86-55-83). O. Le Proche d'Oreste : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Quant au diable, n'en parlons pas : 20 h 30.

Vendredi 17 mars

21 h 30. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. O. Le Jardin d'Al. Maudou le prophète : 20 h. Théâtre rouge. L'Aquarium : 18 h 45. Contes érotiques arabes du XIXe siècle : 20 h. Après la pluie, le beau temps : 21 h 30.

MARLENE (42-65-07-00). O. Les Sept Miracles de Jésus : 18 h. La Fête d'improvisation : 21 h.

MARAS (42-78-03-53). O. Une vie bouleversée : 18 h 30. L'Avare : 20 h 45.

MARIE STUART (45-08-17-80). Le Revoir : 18 h 30. Les Héritiers : 20 h 30. Lettres de la marquise de M. au comte de R. : 22 h.

MARGNY (45-08-85-97). O. Starmann : 21 h.

MARGNY (PETIT) (42-25-20-74). O. La Face cachée d'Orion : 21 h.

MATHURINS (42-65-90-00). Une vie de théâtre : 21 h.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). O. Post l'Amour de Marie Salat : 19 h.

MICHEL (42-65-35-02). La Bonne Adresse : 21 h 15.

MICHELIERE (42-74-95-23). Piquette : 20 h 45.

MOGADOR (48-74-75-00). D'Artagnan : 20 h 30.

MONTFARNASSE (43-22-71-74). O. Voyage au bout de la nuit : 19 h. O. La Vieille : 21 h.

MUSEE D'ART MODERNE (47-23-61-27). O. Séminaire de poésie et de littérature : 18 h 30.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFERT (43-21-11-09). Le Dépit des locomotives : 20 h 30.

NOUVEAUTES (47-70-52-76). Le Grand Siècle : 20 h 30.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Anafila Siel : 18 h 30.

OEUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport : 20 h 45.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (48-78-75-00). Je ne sours : 20 h 30.

PALAIS DES CONGRÈS (42-28-40-90). La Liberté ou la Mort d'après Danton et Robespierre : 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-93). Les Vamps : 21 h.

PALAIS DES SPORTS (42-28-40-90). O. Holiday on Ice : Le Tour du monde en 80 jours : 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continue ! Raymond Devos : 20 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). O. Les Rideaux : 21 h.

PÉNICHÉ-OPÉRA (42-45-18-20). O. Nina et les comédiens ambulants : 21 h.

POCHÉ-MONTFARNASSE (45-48-90-77). O. Les Heures des croix : 20 h 45. Salle II. Journal d'une petite fille : 21 h.

POINTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). O. 20 h 30.

POTINIERE (42-61-44-16). La Frouse : 20 h 45.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Comédie opéra : 18 h 30. Le Secret de prodigieux : 20 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drole de couple : 20 h 45.

SENTER DES HALLES (42-36-57-27). Trop tard pour pleurer : 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). On achète bien les vœux : 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-10-01). L'Idiot : 20 h 30.

THÉÂTRE 13 (45-88-16-30). Comme il vous plait : 20 h 30.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). Aloïse : 20 h 45.

THÉÂTRE DE FORTUNE (43-56-76-34). O. Sinsu et Coyan : 21 h.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). L'Asnau : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA BELLE DE MAI (45-64-37). Nina c'est autre chose Théâtre en appartement : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIRIE D'ORLÈANS (45-67-89). O. Marquis : 20 h 30. Salle II. O. Les Bonnes : 18 h 30. O. L'Écume des jours : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA PLAINE (40-43-01-52). L'Idiot : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). L'Imposteur : 20 h 45.

THÉÂTRE DE MONTMONTANT (46-36-98-00). O. La Passion à Méditerranée : 20 h 30.

THÉÂTRE DES CHAMPS ÉLYSÉES (42-20-36-37). O. Guillaume Tell : 19 h.

THÉÂTRE DU BEL AIR (43-46-91-93). O. La Force de l'homme et des choses : 20 h 30.

THÉÂTRE L'OMBRE QUI ROULE (43-26-50-11). O. Le Perroquet vert : 21 h.

THÉÂTRE MODERNE (48-74-10-75). Concours de circonstances : 21 h.

THÉÂTRE MONTGOUILLÉ (42-33-70-78). Lettres d'une inconnue : 18 h 30. Sur le fil : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15). Théâtre Général. O. La Cité sans soleil Festival de théâtre des grandes écoles Paris : 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (42-46-43-60). Grand Théâtre. La Vieillesse : 20 h. Petite salle. Nationalité française : 21 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-62-36-34). O. L'Éclat de Méduse : 21 h. Petite salle. O. A la nuit, la nuit : 20 h 30.

TINTAMARRE (48-87-33-82). Marry : 20 h 15. Héros, tant mieux ! : 21 h 30.

TOURTOUR (48-87-42-88). Pouchard : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-00). O. Les Crayons lapard : 21 h.

VALÉRIE (42-33-09-92). La Présidente : 20 h 30.

MADAME SOUSATZKA (A. v.a.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; La Nouvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86).

LE MAÎTRE DE MUSIQUE (Bel.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9 (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

LES MARIÉS, LES FEMMES, LES AMANTS (Fr.) : Clichy, 6 (46-33-10-82).

MES MEILLEURS COPAINS (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13 (43-31-60-74) ; Gaumont Alesia, 14 (43-20-88-52) ; Miramar, 14 (43-20-88-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

MOTTE-MOTTE (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Forum Opéra, 9 (47-42-56-31).

MON COUSIN (Fr.-Su.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40).

(45-63-16-16) : v.f. Rex, 2 (42-36-83-93).

RADIO CORBEAU (Fr.) : Le Triomphe, 8 (45-62-45-76).

SALAAM BOMBAY (Indo-Fr., v.a.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6 (43-26-19-68) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-54-07-76) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

SCOOP (A. v.a.) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

LE SORGHO ROUGE (Chin., v.a.) : Forum Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Trois Bouteilles, 9 (45-61-10-60).

LA SOULE (Fr.) : Elysees Lincoln, 8 (45-44-57-34).

TABARABA (Franco-allemand) : Les Trois Bouteilles, 9 (46-33-97-77).

TUCKER (A. v.a.) : Le Triomphe, 8 (45-62-45-76) ; Sept Parassians, 14 (43-20-32-20).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A. v.a.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31).

LES FILMS NOUVEAUX

EMBRASSE-MOI Film français de Michèle Rosier. Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 6 (42-36-83-93) ; Les Trois Bouteilles, 9 (45-61-10-60) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00).

HEAT AND SUNLIGHT Film américain de Rob Nilsson. Epée de Bois, 5 (43-27-57-47) ; Studio 43, 9 (47-70-63-40).

RAIN MAN Film américain de Barry Levinson. v.a. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistril, 16 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

UNE HISTOIRE DE VENT Film français de Joris Ivens et Marceline Loridan. v.a. : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-52-74) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-90).

L'UNION SACRÉE Film français d'Alexandre Arcady. Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Passquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistril, 16 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

MORT D'UN COMMIS VOYAGEUR (A. v.a.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (47-42-56-31).

MR NORTH (A. v.a.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Cluny Palace, 3 (43-54-07-76) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A. v.a.) : Le Triomphe, 8 (45-62-45-76).

L'OURS (Fr.-All.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

PAPA EST PARTI, MAMAN AUSSI (Fr.) : UGC Emillage, 8 (45-63-16-16).

PARRAIN D'UN JOUR (A. v.a.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Les Trois Bouteilles, 9 (47-42-56-31) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parassians, 14 (43-20-32-20).

PELLE LE CONQUÉRANT (Dan., v.a.) : Clichy, 6 (46-33-10-82).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Elysees Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; La Nouvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

LE PRINCE NEZZIA TRIOMPHE DU ROI DRAGON (Chin., v.f.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A. v.a.) : UGC Emillage, 8.

60-33) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Pagnès, 7 (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mistril, 16 (45-39-52-43) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Cluny Palace, 3 (43-54-07-76) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

UNE AUTRE FEMME (A. v.a.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; Reil Média Logos salle Louis-Jovet, 5 (43-54-24-34) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Emillage, 8 (45-63-16-16) ; La Bastille, 11 (43-54-07-76) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mistril, 16 (45-39-52-43) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Cluny Palace, 3 (43-54-07-76) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

LA VIE EN UN LONG FLEUVE TRIOMPHE (Fr.) : Forum Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; La Nouvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistril, 16 (45-39-52-43) ; Images, 18 (45-22-47-94).

cinéma

Les exclusivités

LES ACCUSÉS (A. v.a.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Mistril, 16 (45-39-52-43) ; Images, 18 (45-22-47-94).

LES AILES DU DESIR (Fr.-All., v.a.) : Epée de Bois, 5 (43-27-57-47).

L'ANNÉE DU SOLEIL CALME (Pol.-A.-All., v.a.) : Acrotone, 5 (46-33-86-86).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHHAUSEN (A. v.a.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Action Rive Gauche, 9 (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Max Linder Parnasse, 9 (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-90) ; Gaumont Alesia, 14 (43-20-88-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Kinopanorama, 15 (45-06-50-50) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-56-31) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13 (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

RAGDAD CAFÉ (A. v.a.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Le Triomphe, 8 (45-62-45-76) ; Mistril, 16 (45-39-52-43) ; Trois Bouteilles, 9 (42-06-79-79).

LA BANDE DES QUATRE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-52-74) ; Les Trois Bouteilles, 9 (45-33-97-77).

LE BENTHOS OU LA TERRE SOUS-MARINE (Fr.) : La Géode, 19 (46-42-13-13).

BERLIN BLUES (Esp., v.a.) : Vendôme Opéra, 2 (47-42-56-31).

LE BONHEUR D'ASSIA (Sov., v.a.) : Cosmos, 6 (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8 (45-62-45-76).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Fauvette, 13 (43-31-60-74) ; Gaumont Alesia, 14 (43-20-88-52) ; Miramar, 14 (43-20-88-52) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LES CANNIBALES (Per., v.a.) : Forum Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Forum Opéra, 9 (47-42-56-31).

LES CIGOGNES NEN FONT QU'À LEUR TÊTE (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46).

CINQ JOURS EN JUIN (Fr.) : Forum Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Sept Parassians, 14 (43-20-32-20) ; Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Sept Parassians, 14 (43-20-32-20).

COCKTAIL (A. v.a.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Marignan, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

LE CŒUR DE LA FORÊT (Esp., v.a.) : Latina, 6 (42-78-47-86).

COP (A. v.a.) : George V, 8 (45-62-41-46).

DANS LES TÉNÉBRES (Esp., v.a.) : Utopia Champollion, 9 (43-26-84-65).

DEUX (Fr.) : Forum Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; Sept Parassians, 14 (43-20-32-20).

DISTANT VOICES (Brit., v.a.) : Clichy, 6 (46-33-10-82).

DOMANI, DOMANI (It., v.a.) : Latina, 6 (42-78-47-86) ; Utopia Champollion, 9 (43-26-84-65).

EN RECUEIL DE L'ESPACE (A.) : La Géode, 19 (46-42-13-13).

FAUX-SEMBLANTS (Cau., v.a.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-52-74) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; 14 Juillet Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-90) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.a.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Champ-Élysées, 8 (43-59-04-67) ; Saint-Lazare-Passquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.a.) : Utopia Champollion, 9 (43-26-84-65).

LES FRÈRES MOZART (Aut., v.a.) : Pathé Clichy, 6 (46-33-10-82).

GORILLAS DANS LA BRUME (A. v.a.) : UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Miramar, 14 (43-20-88-52).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

HAUTEVILLE (Fr.) : Sept Parassians, 14 (43-20-32-20).

HELINSKI - NAPOLI (Fin., v.a.) : Forum Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Cluny Palace, 3 (43-54-07-76) ; Sept Parassians, 14 (43-20-32-20).

HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS (Hong Kong, v.a.) : Utopia Champollion, 9 (43-26-84-65).

HYDRO (Fr.) : La Géode, 19 (46-42-13-13).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A. v.a.) : Clichy, 6 (46-33-10-82).

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 17 mars à 6 heures et le dimanche 19 mars à 24 heures.

Le creusement d'une dépression en Méditerranée maintiendra sur le Sud-Est des pluies orageuses abondantes et un fort vent d'est. Le reste du pays bénéficiera d'un temps frais et ensoleillé sous l'effet d'une hausse de pression. Seul le Nord-Ouest du pays subira une aggravation nuageuse à l'approche d'une perturbation océanique peu active.

Samedi : pluie et vent sur le Sud-Est, soleil précédemment ailleurs.

Les Alpes, la Côte d'Azur et la Corse garderont un temps gris et pluvieux. Les précipitations, particulièrement abondantes en montagne, seront néanmoins au-dessous de 1000 mètres sur les Alpes du Nord, 2000 mètres sur les Alpes du Sud et la Corse.

La Franche-Comté, le Lyonnais, l'Auvergne, le Languedoc-Roussillon, la

Provence et les Pyrénées se réveilleront sous un ciel couvert. Il neigera encore le matin au-dessus de 600 mètres d'altitude en Franche-Comté, mais des éclaircies se développeront dans le courant de l'après-midi.

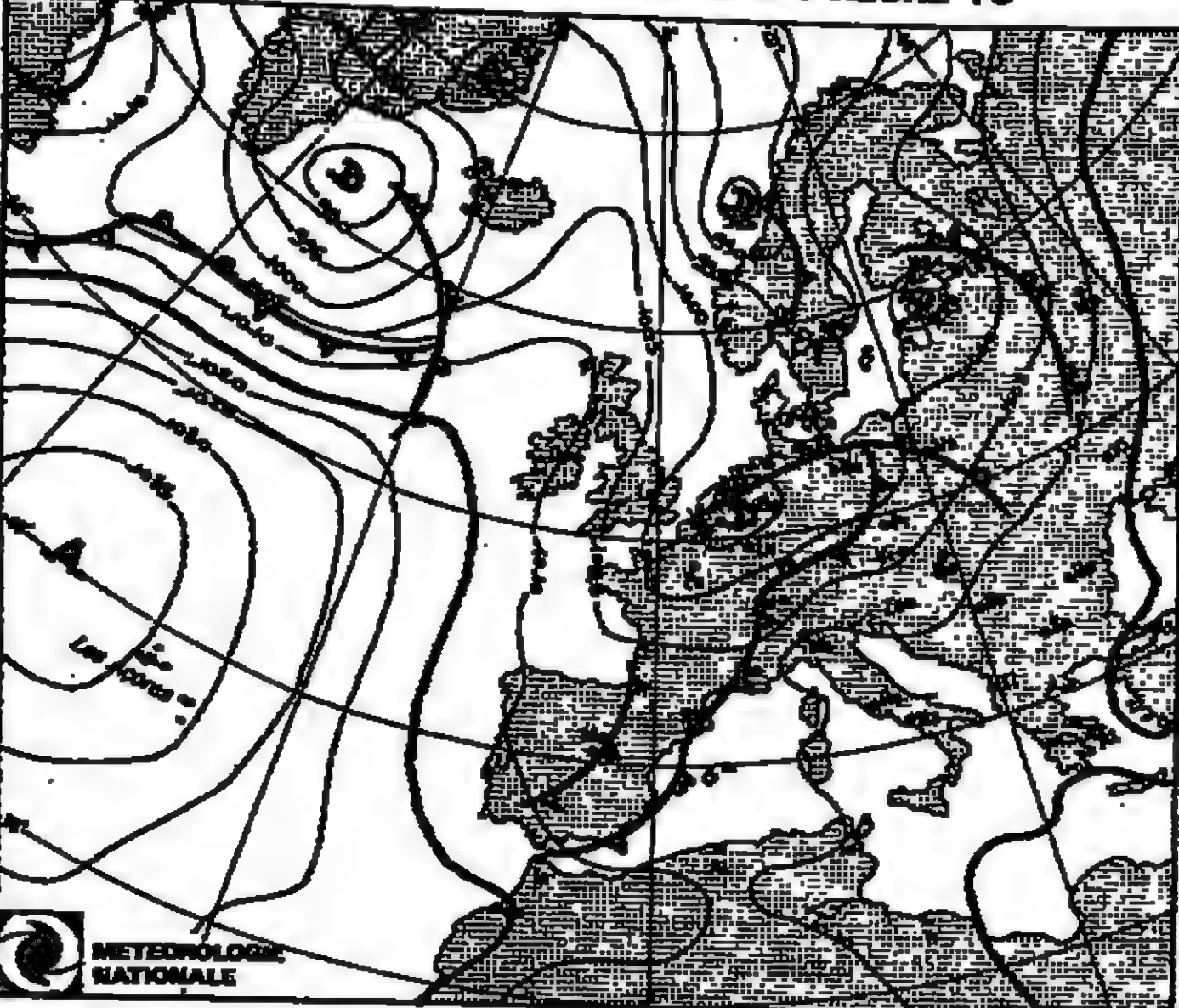
Le Bretagne et le Cotentin débiteront la matinée sous le soleil mais des nuages envahiront peu à peu le ciel dans l'après-midi. On pourra même s'attendre à quelques petites pluies en soirée.

Le reste du pays bénéficiera d'une journée fraîche mais très largement ensoleillée.

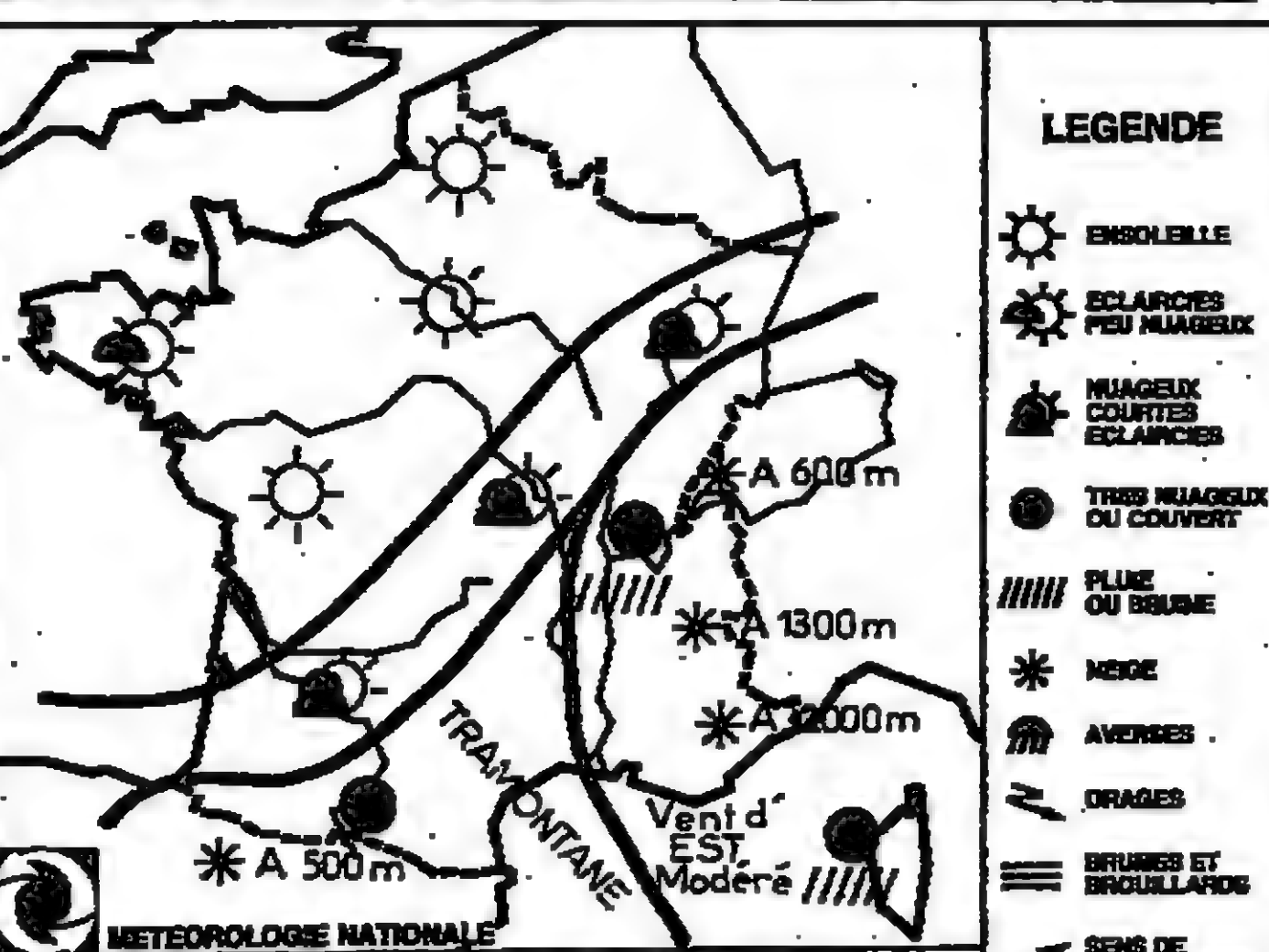
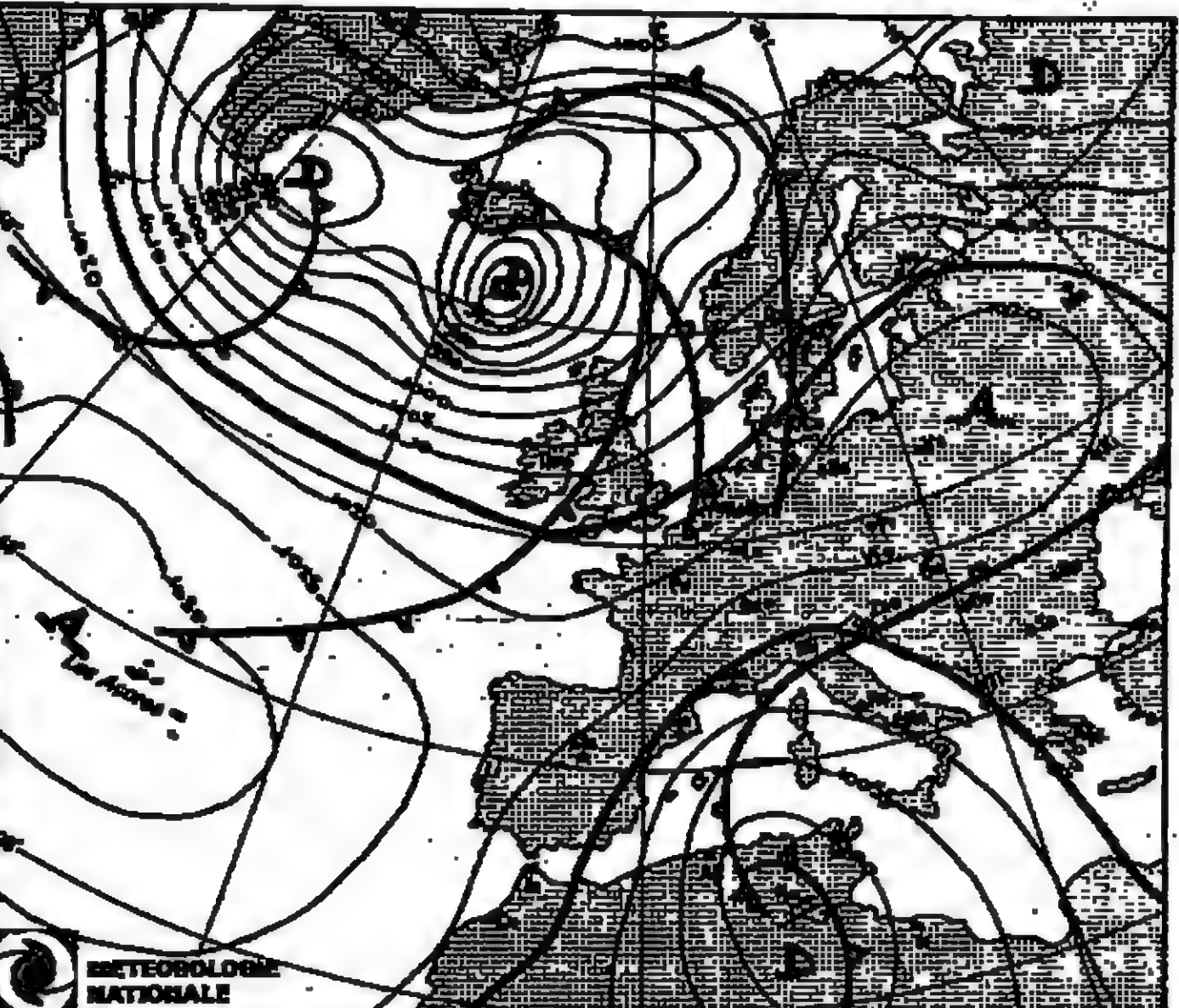
Dimanche : nuages et pluie sur le Sud-Est et le Nord-Ouest, soleil ailleurs.

Les gélées matinales (-2 à -4 degrés) se généraliseront à la quasi-totalité du pays. Seules exceptions : le Nord-Ouest, avec 5 à 7 degrés, et le Sud-Est, avec 12 degrés.

SITUATION LE 17 MARS 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 19 MARS 1989 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés

le 16-3-1989 à 8 heures TU et le 17-3-1989 à 8 heures TU				le 17-3-1989			
FRANCE				FRANCE			
PARIS	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
LYON	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
MARSEILLE	15	6	A	NANTES	15	6	A
STRASBOURG	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
TOULOUSE	15	6	A	LYON	15	6	A
VALENCIENNES	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
DIJON	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
RENNES	15	6	A	NANTES	15	6	A
CLERMONT-FERRAND	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
LEZ-TOURNAI	15	6	A	LYON	15	6	A
BRUXELLES	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
AMSTERDAM	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
OSLO	15	6	A	NANTES	15	6	A
STOCKHOLM	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
HELSINKI	15	6	A	LYON	15	6	A
BERLIN	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
MOSCOU	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
NEW-YORK	15	6	A	NANTES	15	6	A
SAO PAULO	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
RIO DE JANEIRO	15	6	A	LYON	15	6	A
BRASILIA	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
LA HAVRE	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
PARIS	15	6	A	NANTES	15	6	A
LYON	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
MARSEILLE	15	6	A	LYON	15	6	A
NANTES	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
STRASBOURG	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
TOULOUSE	15	6	A	NANTES	15	6	A
VALENCIENNES	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
DIJON	15	6	A	LYON	15	6	A
RENNES	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
CLERMONT-FERRAND	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
LEZ-TOURNAI	15	6	A	NANTES	15	6	A
BRUXELLES	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
AMSTERDAM	15	6	A	LYON	15	6	A
OSLO	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
STOCKHOLM	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
HELSINKI	15	6	A	NANTES	15	6	A
BERLIN	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
MOSCOU	15	6	A	LYON	15	6	A
NEW-YORK	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
SAO PAULO	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
RIO DE JANEIRO	15	6	A	NANTES	15	6	A
BRASILIA	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
LA HAVRE	15	6	A	LYON	15	6	A
PARIS	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
LYON	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
MARSEILLE	15	6	A	NANTES	15	6	A
NANTES	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
STRASBOURG	15	6	A	LYON	15	6	A
TOULOUSE	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
VALENCIENNES	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
DIJON	15	6	A	NANTES	15	6	A
RENNES	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
CLERMONT-FERRAND	15	6	A	LYON	15	6	A
LEZ-TOURNAI	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
BRUXELLES	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
AMSTERDAM	15	6	A	NANTES	15	6	A
OSLO	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
STOCKHOLM	15	6	A	LYON	15	6	A
HELSINKI	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
BERLIN	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
MOSCOU	15	6	A	NANTES	15	6	A
NEW-YORK	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
SAO PAULO	15	6	A	LYON	15	6	A
RIO DE JANEIRO	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
BRASILIA	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
LA HAVRE	15	6	A	NANTES	15	6	A
PARIS	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
LYON	15	6	A	LYON	15	6	A
MARSEILLE	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
NANTES	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
STRASBOURG	15	6	A	NANTES	15	6	A
TOULOUSE	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
VALENCIENNES	15	6	A	LYON	15	6	A
DIJON	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
RENNES	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
CLERMONT-FERRAND	15	6	A	NANTES	15	6	A
LEZ-TOURNAI	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
BRUXELLES	15	6	A	LYON	15	6	A
AMSTERDAM	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
OSLO	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
STOCKHOLM	15	6	A	NANTES	15	6	A
HELSINKI	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
BERLIN	15	6	A	LYON	15	6	A
MOSCOU	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
NEW-YORK	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
SAO PAULO	15	6	A	NANTES	15	6	A
RIO DE JANEIRO	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
BRASILIA	15	6	A	LYON	15	6	A
LA HAVRE	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
PARIS	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
LYON	15	6	A	NANTES	15	6	A
MARSEILLE	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
NANTES	15	6	A	LYON	15	6	A
STRASBOURG	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
TOULOUSE	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
VALENCIENNES	15	6	A	NANTES	15	6	A
DIJON	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
RENNES	15	6	A	LYON	15	6	A
CLERMONT-FERRAND	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
LEZ-TOURNAI	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
BRUXELLES	15	6	A	NANTES	15	6	A
AMSTERDAM	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
OSLO	15	6	A	LYON	15	6	A
STOCKHOLM	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
HELSINKI	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
BERLIN	15	6	A	NANTES	15	6	A
MOSCOU	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
NEW-YORK	15	6	A	LYON	15	6	A
SAO PAULO	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
RIO DE JANEIRO	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
BRASILIA	15	6	A	NANTES	15	6	A
LA HAVRE	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
PARIS	15	6	A	LYON	15	6	A
LYON	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
MARSEILLE	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
NANTES	15	6	A	NANTES	15	6	A
STRASBOURG	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
TOULOUSE	15	6	A	LYON	15	6	A
VALENCIENNES	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
DIJON	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
RENNES	15	6	A	NANTES	15	6	A
CLERMONT-FERRAND	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
LEZ-TOURNAI	15	6	A	LYON	15	6	A
BRUXELLES	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
AMSTERDAM	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
OSLO	15	6	A	NANTES	15	6	A
STOCKHOLM	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
HELSINKI	15	6	A	LYON	15	6	A
BERLIN	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
MOSCOU	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
NEW-YORK	15	6	A	NANTES	15	6	A
SAO PAULO	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
RIO DE JANEIRO	15	6	A	LYON	15	6	A
BRASILIA	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
LA HAVRE	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
PARIS	15	6	A	NANTES	15	6	A
LYON	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
MARSEILLE	15	6	A	LYON	15	6	A
NANTES	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
STRASBOURG	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
TOULOUSE	15	6	A	NANTES	15	6	A
VALENCIENNES	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
DIJON	15	6	A	LYON	15	6	A
RENNES	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
CLERMONT-FERRAND	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
LEZ-TOURNAI	15	6	A	NANTES	15	6	A
BRUXELLES	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
AMSTERDAM	15	6	A	LYON	15	6	A
OSLO	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
STOCKHOLM	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
HELSINKI	15	6	A	NANTES	15	6	A
BERLIN	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
MOSCOU	15	6	A	LYON	15	6	A
NEW-YORK	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
SAO PAULO	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
RIO DE JANEIRO	15	6	A	NANTES	15	6	A
BRASILIA	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
LA HAVRE	15	6	A	LYON	15	6	A
PARIS	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
LYON	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
MARSEILLE	15	6	A	NANTES	15	6	A
NANTES	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
STRASBOURG	15	6	A	LYON	15	6	A
TOULOUSE	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
VALENCIENNES	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
DIJON	15	6	A	NANTES	15	6	A
RENNES	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
CLERMONT-FERRAND	15	6	A	LYON	15	6	A
LEZ-TOURNAI	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
BRUXELLES	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
AMSTERDAM	15	6	A	NANTES	15	6	A
OSLO	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
STOCKHOLM	15	6	A	LYON	15	6	A
HELSINKI	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
BERLIN	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
MOSCOU	15	6	A	NANTES	15	6	A
NEW-YORK	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
SAO PAULO	15	6	A	LYON	15	6	A
RIO DE JANEIRO	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
BRASILIA	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
LA HAVRE	15	6	A	NANTES	15	6	A
PARIS	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
LYON	15	6	A	LYON	15	6	A
MARSEILLE	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
NANTES	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
STRASBOURG	15	6	A	NANTES	15	6	A
TOULOUSE	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
VALENCIENNES	15	6	A	LYON	15	6	A
DIJON	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
RENNES	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
CLERMONT-FERRAND	15	6	A	NANTES	15	6	A
LEZ-TOURNAI	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
BRUXELLES	15	6	A	LYON	15	6	A
AMSTERDAM	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
OSLO	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
STOCKHOLM	15	6	A	NANTES	15	6	A
HELSINKI	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
BERLIN	15	6	A	LYON	15	6	A
MOSCOU	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
NEW-YORK	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
SAO PAULO	15	6	A	NANTES	15	6	A
RIO DE JANEIRO	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
BRASILIA	15	6	A	LYON	15	6	A
LA HAVRE	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
PARIS	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
LYON	15	6	A	NANTES	15	6	A
MARSEILLE	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
NANTES	15	6	A	LYON	15	6	A
STRASBOURG	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
TOULOUSE	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
VALENCIENNES	15	6	A	NANTES	15	6	A
DIJON	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
RENNES	15	6	A	LYON	15	6	A
CLERMONT-FERRAND	15	6	A	MARSEILLE	15	6	A
LEZ-TOURNAI	15	6	A	STRASBOURG	15	6	A
BRUXELLES	15	6	A	NANTES	15	6	A
AMSTERDAM	15	6	A	TOULOUSE	15	6	A
OSLO	15	6	A	LYON	15		

Le Monde

CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

WEINSBERGER

assure le succès des établissements de bains et de loisirs.

Cette entreprise allemande, spécialisée dans ce domaine, s'apprête à étendre ses succès à la France.

Il est envisagé de recourir à des systèmes d'auto-financement extrêmement diversifiés, pouvant aller de la conception-étude et l'équipement au moyen de produits de l'entreprise à des concepts de marketing individuellement adaptés, de manière à pouvoir permettre la réalisation de mesures d'attractivité, même sans contribution budgétaire des villes et communes.

Les résultats remarquables obtenus jusqu'à aujourd'hui sont dus à une action conséquente et à la poursuite rigoureuse du but fixé : augmentation maximale du nombre de visiteurs et du chiffre d'affaires dans les lieux d'exploitation communaux et industriels.

Nous sommes à la recherche d'une personne qualifiée et ambitieuse, susceptible de développer et de diriger notre filiale en France. Connaissance de la langue allemande souhaitée.

Prévoir d'envoyer dossier complet de candidature avec photo et références à l'adresse suivante :
WEINSBERGER SOLARGESELSCHAFT, D-7102 Weinsberg.

Société experts-comptables, commissaires aux comptes, recherche pour NORT MEMORIALISTE CHEF DE MISSION-RESEAU. Ecrire avec C.V. et photo à HAVAS NORT, n° 5840, B.P. 304, 75009 NORT-CEDEX.

IMPORTANT
CADRE FORMATION
recherche

CONSULTANTS
FORMATEURS
EXPERIMENTES

— Management de la
— Informatique.

Ecrire s/n° 2203, Le Monde Publi, 5, rue de Montreuil, 75007 Paris.

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
En relation avec les collectivités locales, recherche ATTACHE (ES) direction de haut niveau pour Région parisienne, Centre et Est de la France.

Nous offrons :
— situation stable,
— remboursement de frais,
— salaire important.

Adresse C.V. à :
Editions officielles,
3, bd Jean-Jaures,
13100 AIX-EN-PROVENCE.
Tél. : 42-23-06-68.

COMPTABLE 2^e ÉCH.

Connaissances informatiques indispensables. Poste polyvalent, à pourvoir de suite à Neuilly/Marne (93). S'adresser à M. Metz, 75010 Paris, 42-46-00-64.

Journal de réception unique n° 11/03, de 9 h à 18 h.

Revue spécialisée en électronique, Paris, recherche collaborateurs (travaux de rédaction, 670 lignes, sept. Env. CV + photo + prêt. Ecrire sous le n° 8034, LE MONDE PUBLI, 5, rue de Montreuil, 75007 Paris.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX ANCIENS
Bijoux romantiques

ACHAT OR
GILLET, 18, rue d'Arcole,
75004 Paris, 42-46-00-62.
FAITES PLAISIR.

USINE PETROCHIMIQUE

DES BOUCHES-DU-RHÔNE
(Consommation annuelle 200 M Watt)
recherche

INGENIEUR ELECTRICIEN

Pour s'occuper du réseau de distribution électrique haute tension 225-63 - 15 K Volt. Le titulaire sera chargé de l'exploitation, de l'entretien et des études de rénovation (structure et automatisme) du réseau.

Pour ce poste, merci d'adresser C.V. photo et prétentions à :

EUROSUD N° 8741
4, quai Général-Leclerc
13500 MARTIGUES
qui transmettra

GROUPE SEERI S

Recherche pour
DIRECTION RÉGIONALE
MIDI-PYRÉNÉES (TOULOUSE)

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT

Chargé de la recherche et de la négociation foncière, du montage d'opérations d'aménagement et de la mise en place d'opérations de construction.

Diplômé de l'enseignement supérieur.
30 ans minimum.

ANIMATEUR DES VENTES

Chargé de l'animation de l'équipe de vente en relation avec le Directeur des ventes. Diplômé de l'enseignement supérieur.
30 ans minimum - 3 années d'expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :
SEERI MIDI-PYRÉNÉES 63, boulevard Carnot - 31000 TOULOUSE.

AGENDA

IMMOBILIER

RARE COTE D'AZUR

LES DERNIÈRES TERRES A BATIR

VUE MER - DOMAINE PRIVÉ

et gardien toute l'année

CAP BENAT - Face aux Iles d'Hyères

2 375 m² COS 0,10 1.230.000 TTC

3 700 m² COS 0,10 1.570.000 TTC

Venez sur rendez-vous / Documentation sur demande

POISSONVILLE, 14, Département vente

Domaine privé du Cap Benat / 83250 BORMES-LES-MIMOSAS.

Tél. : (33) 94-71-27-28, téléc. : (33) 94-64-85-85.

Bretagne sud

Avec 8.700 F à la réservation (4%)

Proche de Carnac, votre maison

tout équipée à Erdeven, à proximité

des plages et des commerces.

1^{er} prix de l'été 1988

Exclusif également

à 100 m de la mer

2 n° 3 pièces

Financement

personnel

Gestion locative

assurée

Bon documentation sur ERDEVEN

(1) 42.25.25.25

Nom

Adresse

Tél. Dom.

Tél. Bur.

66, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

FERINEL
vacances

Le Monde

IMMOBILIER

appartements ventes

4^e arrdt

MARSAIS, 5 poss 150 m², 3^e ét., asc. (poss. 4 ch.), 2 bns, ch. indiv. très bon état, 42-66-77-88.

5^e arrdt

Potier vend directement bel imm. p. de table, tout ch. studio, entrée, petite cuisine, bns, w.c., refait neuf, 25, RUE MONGE (4^e arrdt), Sam.-dim., 14 h-17 h.

7^e arrdt

M^e INVALIDES

2 p., entrée, cuisine, équipée, bns, w.c. S/rue calmée, 3^e, 145, rue de l'Université, Sam.-dim., 14 h-17 h.

12^e arrdt

GARE DE LYON

Rég. stand gd 4 p., balc., ét. dev., bain, s. d'eau, park, 2.000.000, 11 h-17 h, sam., 147, RUE DE BERCY.

15^e arrdt

M^e CONVENTION

Bon imm., asc., chif. centr., petit studio, entrée, kitchenette, bns, w.c. Louis XV, fin 90, 80 m², Sam. rapport, 160, rue de la Convention, Sam.-dim., 14 h-17 h.

M^e DUPEIX

Bon imm., p. de l., duplex, chif. centr., indiv., gd liv., coin repas, 1 chambre, cuisine, 2 bns, 2 w.c., 10 ch., 8, RUE GEORGES-CLEMENCE, Sam.-dim., 14 h-17 h.

OLIVIER DE SERRES 2 p.

43 m², 3^e ét., asc., s/cour, 10 ch., P. 800.000 F, 42-55-55-55.

CONVENTION

Imm. imm., stndg gd, 10 ch., 10 bns, 10 w.c., 10 ch., FRANÇOIS FAURE 45-49-22-70.

propriétés

AGENCE N° 1

SEMIUS, un vrai petit bijou au cœur même de la ville, villa de 18 m², bien restaurée, en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, pour les appartements et meublé sur 2 étages, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chambres de 1 de 45 m², et 1 de 25 m², 1.282.000 F.

AGENCE N° 1

SEMIUS CENTRE VILLE, propriété en pierre de taille, intérieur de très bon goût, terrain clos et paysagé de 300 m², séjour 40 m², cuisine, 4 chambres et une de 40 m², s. d'eau av. douche, 2 s.d.b., eau w.c., cour, s/sol, cellier, buanderie, cour, 2.135.000 F.

AGENCE N° 1

35 km PARIS-NORD, 20 m² ROISSY, dans une belle propriété, villa de 18 m², bien restaurée, en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, pour les appartements et meublé sur 2 étages, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chambres de 1 de 45 m², et 1 de 25 m², 1.282.000 F.

AGENCE N° 1

35 km PARIS-NORD, 20 m² ROISSY, dans une belle propriété, villa de 18 m², bien restaurée, en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, pour les appartements et meublé sur 2 étages, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chambres de 1 de 45 m², et 1 de 25 m², 1.282.000 F.

AGENCE N° 1

35 km PARIS-NORD, 20 m² ROISSY, dans une belle propriété, villa de 18 m², bien restaurée, en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, pour les appartements et meublé sur 2 étages, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chambres de 1 de 45 m², et 1 de 25 m², 1.282.000 F.

AGENCE N° 1

35 km PARIS-NORD, 20 m² ROISSY, dans une belle propriété, villa de 18 m², bien restaurée, en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, pour les appartements et meublé sur 2 étages, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chambres de 1 de 45 m², et 1 de 25 m², 1.282.000 F.

AGENCE N° 1

35 km PARIS-NORD, 20 m² ROISSY, dans une belle propriété, villa de 18 m², bien restaurée, en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, pour les appartements et meublé sur 2 étages, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chambres de 1 de 45 m², et 1 de 25 m², 1.282.000 F.

AGENCE N° 1

35 km PARIS-NORD, 20 m² ROISSY, dans une belle propriété, villa de 18 m², bien restaurée, en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, pour les appartements et meublé sur 2 étages, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chambres de 1 de 45 m², et 1 de 25 m², 1.282.000 F.

AGENCE N° 1

35 km PARIS-NORD, 20 m² ROISSY, dans une belle propriété, villa de 18 m², bien restaurée, en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, pour les appartements et meublé sur 2 étages, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chambres de 1 de 45 m², et 1 de 25 m², 1.282.000 F.

AGENCE N° 1

35 km PARIS-NORD, 20 m² ROISSY, dans une belle propriété, villa de 18 m², bien restaurée, en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, pour les appartements et meublé sur 2 étages, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chambres de 1 de 45 m², et 1 de 25 m², 1.282.000 F.

AGENCE N° 1

35 km PARIS-NORD, 20 m² ROISSY, dans une belle propriété, villa de 18 m², bien restaurée, en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, pour les appartements et meublé sur 2 étages, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chambres de 1 de 45 m², et 1 de 25 m², 1.282.000 F.

AGENCE N° 1

35 km PARIS-NORD, 20 m² ROISSY, dans une belle propriété, villa de 18 m², bien restaurée, en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, pour les appartements et meublé sur 2 étages, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chambres de 1 de 45 m², et 1 de 25 m², 1.282.000 F.

AGENCE N° 1

35 km PARIS-NORD, 20 m² ROISSY, dans une belle propriété, villa de 18 m², bien restaurée, en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, pour les appartements et meublé sur 2 étages, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chambres de 1 de 45 m², et 1 de 25 m², 1.282.000 F.

AGENCE N° 1

35 km PARIS-NORD, 20 m² ROISSY, dans une belle propriété, villa de 18 m², bien restaurée, en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, pour les appartements et meublé sur 2 étages, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chambres de 1 de 45 m², et 1 de 25 m², 1.282.000 F.

AGENCE N° 1

35 km PARIS-NORD, 20 m² ROISSY, dans une belle propriété, villa de 18 m², bien restaurée, en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, pour les appartements et meublé sur 2 étages, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chambres de 1 de 45 m², et 1 de 25 m², 1.282.000 F.

AGENCE N° 1

35 km PARIS-NORD, 20 m² ROISSY, dans une belle propriété, villa de 18 m², bien restaurée, en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, pour les appartements et meublé sur 2 étages, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chambres de 1 de 45 m², et 1 de 25 m², 1.282.000 F.

AGENCE N° 1

35 km PARIS-NORD, 20 m² ROISSY, dans une belle propriété, villa de 18 m², bien restaurée, en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, pour les appartements et meublé sur 2 étages, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chambres de 1 de 45 m², et 1 de 25 m², 1.282.000 F.

AGENCE N° 1

35 km PARIS-NORD, 20 m² ROISSY, dans une belle propriété, villa de 18 m², bien restaurée, en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, pour les appartements et meublé sur 2 étages, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chambres de 1 de 45 m², et 1 de 25 m², 1.282.000 F.

AGENCE N° 1

35 km PARIS-NORD, 20 m² ROISSY, dans une belle propriété, villa de 18 m², bien restaurée, en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, pour les appartements et meublé sur 2 étages, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chambres de 1 de 45 m², et 1 de 25 m², 1.282.000 F.

AGENCE N° 1

35 km PARIS-NORD, 20 m² ROISSY, dans une belle propriété, villa de 18 m², bien restaurée, en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, pour les appartements et meublé sur 2 étages, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chambres de 1 de 45 m², et 1 de 25 m², 1.282.000 F.

AGENCE N° 1

35 km PARIS-NORD, 20 m² ROISSY, dans une belle propriété, villa de 18 m², bien restaurée, en pierre, bien restaurée, intérieur raffiné, pour les appartements et meublé sur 2 étages, pièce de réception de 50 m², cuisine, 3 chambres de 1 de 45 m², et 1 de 25 m², 1.282.000 F.

Communication

Polémique entre M. Le Lay et M. Rousselet

Le CSA devrait à la mi-avril faire son choix entre les candidats au satellite TDF 1

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) devrait choisir d'ici au milieu du mois d'avril les opérateurs qui exploiteront les canaux du satellite de télédiffusion directe TDF 1. La première phase de ce travail de sélection, l'analyse des dossiers reçus par les services du Conseil et par chacun des neuf membres individuellement, se termine. Dès vendredi 17 mars, le CSA commence à recevoir en audiences privées les promoteurs des quinze dossiers de télévision et des six dossiers de radios déposés le 20 février dernier.

Les audiences du CSA, jusqu'à la fin mars, permettront de préciser les points obscurs des projets et de préparer les conventions qui engageront les opérateurs choisis. La première semaine d'avril sera consacrée aux auditions publiques des candidats restant en lice - le président du CSA, M. Jacques Boutet, n'excluant nullement que certains projets tombent d'eux-mêmes. Enfin, les sages prendront leur décision dans les jours suivant le 7 avril, en respectant les critères fixés par la loi, c'est-à-dire aussi bien l'expérience des candidats que le financement de leur projet, la sauvegarde du pluralisme, le respect du dispositif anti-concentration, etc.

A l'exception d'Antenne 2 (pour sa duplication) et des projets de radio émanant de Radio-France ou de RFI, pour lesquels le gouvernement peut faire jouer un droit de priorité, tous les candidats seront traités sur le même pied. Pour M. Boutet, en effet, la SEPT n'est pas une société nationale de programmes et doit donc faire ses preuves devant le CSA.

Avant de tenter leur chance devant le CSA, les autres candidats jouent pour l'instant leurs atouts dans la presse. Par journaux interposés, les deux chefs de file de solutions globales (et concurrentes) pour le satellite distillent leurs commentaires. Dans le *Figaro*, M. Patrick Le Lay, candidat avec ses alliés, MM. Léo Kirch et Silvio Berlusconi, à cinq canaux de TDF 1, estime que « la véritable candidature hégémonique, c'est celle de Canal Plus, parce qu'elle vise à maintenir un monopole sur la télévision cryptée ». Dans la foulée, M. Le Lay admet comme « hypothèse de travail » une recombinaison du capital de TF 1 en fonction de ses nouvelles alliances européennes.

Ce sont justement ces alliés qu'attaque, dans *Paris Match*, M. André Rousselet, le patron de Canal Plus, lui-même candidat au

satellite pour sa chaîne, pour une chaîne allemande avec son allié Bertelsmann, et comme partenaire minoritaire d'une chaîne pour enfants menée par Antenne 2, la Caisse des dépôts et la CEP.

« Attention, ces hommes sont dangereux », dénonce M. Rousselet, en détaillant les risques d'italianisation ou d'américanisation de l'audiovisuel hexagonal que feraient courir MM. Berlusconi et Kirch. Et M. Rousselet de conseiller aux « *Juliettes de l'audiovisuel* » de ne pas se laisser séduire par « le joueur de mandoline ». Tout comme il conseille à la Cinq et à M6, « deux cafés qui perdent de l'argent », de se regrouper en une seule « superbe brasserie », qui laisserait une place hertzienne vacante pour une chaîne musicale.

Si la concurrence entraîne MM. Le Lay et Rousselet à de telles amabilités, c'est bien parce que tous deux sont d'accord sur un point : l'exploitation rationnelle de TDF 1 ne se conçoit que si tous ses passagers sont d'accord, notamment en matière industrielle, pour la gestion des décodeurs et des abonnements aux futures chaînes cryptées. Or chacun revendique cette cohérence pour le groupe de chaînes qu'il emmène.

Même si M. Rousselet critique l'attentisme des industriels, même si M. Le Lay dénie à Canal Plus le monopole du savoir-faire de gestion des décodeurs, tous deux savent que l'enjeu de la partie, qui conditionnera l'évolution du paysage audiovisuel européen, dépend en grande mesure de la combinaison technique et économique retenue pour faire payer les programmes au consommateur. Les puces (l'électronique du matériel de réception) sont indispensables aux géants (des programmes).

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Lancement d'une souscription et prêt financier

« Politis » à nouveau en kiosque

L'hebdomadaire *Politis* est à nouveau présent dans les kiosques vendredi 17 mars. Un prêt financier de 700 000 francs (gagé sur une future augmentation de capital) et des avances sur recettes publicitaires ont redonné un souffle d'air au titre. Celui-ci en a d'ailleurs profité pour changer de papier et baisser son prix de vente (de 25 à 20 francs). Dans son éditorial, Bernard Langlois, directeur de *Politis*, demande aux lecteurs et amis de *Politis* de participer à une souscription publique. Directement utilisable, elle pourra permettre de relancer durablement le journal. Cette souscription pourrait être suivie d'un appel public à l'épargne, en fonction du nouvel agrément que devra fournir la Commission des opérations de Bourse (COB).

Politis, confronté à un déficit de 3 millions de francs, avait dû se mettre en cessation de paiement début mars (*Le Monde* du 2 mars). Après avoir déposé son bilan, l'hebdomadaire, dont les dettes peuvent être « gelées » grâce à cette procédure, doit examiner avec le futur administrateur judiciaire les conditions de son redressement tout en poursuivant son activité. Plusieurs solutions se présentent : le redressement propre, l'ouverture du capital à d'éventuels partenaires ou la liquidation pure et simple de *Politis* en cas d'échec.

« Ouverture de la clause de conscience à « Challenges ». — La rédaction du mensuel *Challenges* s'est émue de la récente diffusion d'un journal électoral de M. Tony Dreyfus, candidat socialiste dans le dixième arrondissement de Paris, qui reprenait le titre et le nom de son rédacteur en chef (*Le Monde* daté 12-13 mars). A la suite de négociations avec la direction du groupe de presse de M. Claude Perdriel, ont été faits par *Challenges*, les huit derniers bénéficiaires de l'ouverture de la clause de conscience.

La SEPT change de statut

La SEPT, société d'édition de programmes de télévision vient d'adopter le statut de diffuseur sous le nouveau nom de Société européenne de programmes de télévision. Ce changement de statut était un pas nécessaire pour la future chaîne culturelle européenne, dans la perspective de sa diffusion par le satellite TDF

SOMMAIRE

■ Depuis le 15 mars, les Polonais peuvent acheter librement des devises. Une situation qu'ils n'avaient jamais connue depuis l'instauration du régime communiste (lire ci-contre). ■ Un accord pourrait intervenir sur l'augmentation du capital de la Banque interaméricaine de développement (lire ci-dessous). ■ Le gouvernement veut renforcer la recherche technologique industrielle (lire page 29).

Après trois ans de conflit

Un accord pourrait intervenir sur l'augmentation du capital de la Banque interaméricaine de développement

Un accord sur l'augmentation du capital de la Banque interaméricaine de développement (BID), qui lui permettrait de retrouver son rôle de développement des économies latino-américaines, a été officiellement annoncé dans les journaux de la semaine dernière, à Amsterdam. Un tel accord mettrait fin à trois ans de conflit.

AMSTERDAM
de notre correspondant

La capitale néerlandaise s'est ouverte, le 17 mars, à l'assemblée générale annuelle de la Banque interaméricaine de développement (BID) - en fait la réunion au sommet des quarante gouvernements représentés par les pays membres de la Banque. Arrivés en séance, les représentants des douze pays (1) ont formé le comité de gestion des affaires, l'organe le plus important, en présence de M. Jacques Iglésias, le président trinégocié de la BID, aux termes desquels il a été décidé de mettre un terme à un conflit qui paralysait la Banque depuis trois ans. « Nous sommes optimistes », a déclaré à ce propos un porte-parole de la Banque interaméricaine de développement, dont les opérations nettes ont représenté 39,10 milliards de dollars (247 milliards de francs) entre 1981 et 1988. Après avoir accordé 2,3 milliards de dollars de prêts en

1987, la BID n'a pu en octroyer que 1,68 milliard l'an dernier. « Le plus bas niveau depuis 1976 ». Un chiffre en baisse par rapport à la quatrième année consécutively. Cette chute reflète celle du différend qui met face à face les pays latino-américains et les États-Unis. Les premiers, comme par le Venezuela, le Mexique, le Brésil et l'Argentine, qui détiennent 54 % des voix au sein de l'institution, demandent une augmentation de capital de 20 à 25 milliards de dollars. Les seconds, dont les États-Unis, qui veulent limiter la position majoritaire des pays latino-américains, par définition bénéficiaires des prêts de la BID. Enfin, cette dernière pourrait, à l'avenir, octroyer des prêts sectoriels, absents jusqu'à présent de sa gamme de financements.

Washington avait également critiqué les structures bureaucratiques de la Banque. Dans le discours d'ouverture qu'il prononcera, lundi 20 mars devant l'assemblée plénière, le président Iglésias devrait faire des propositions de restructuration comprenant notamment la suppression de 150 emplois sur un total de quelque 2000.

M. Iglésias, fort d'un compromis qui doit beaucoup à son talent de diplomate - il fut ministre des affaires étrangères de 1985 à 1988, - de sa volonté de réformer et de doter de nouveaux moyens financiers la Banque, soutiendra sans doute la nécessité d'une réforme structurelle. « Réformer les déficits des années 80 », le sort du continent sud-américain est en jeu », a-t-il déjà déclaré.

Le rapport d'activité 1988 de la BID est, à cet égard, aussi éloquent que les précédents. La très faible croissance des économies latino-américaines, 1 % en moyenne, cache des situations disparates : le produit national brut par tête s'est quelque peu amélioré dans quatre pays mais a, une fois de plus, baissé dans quatre autres. Le rapport souligne bien des tendances positives, tels la pousse des exportations (14 %) ou le redressement des prix mondiaux des produits agricoles. Mais les implications pour l'avenir de la région du faible niveau des investissements sont mises en lumière. Il insiste enfin sur le boulet de l'endettement, « qui empêche le continent d'importer et d'investir plus ».

À cet égard, la renouée des taux d'intérêt (2 points en un an) a été « particulièrement décourageante ».

Ces deux points, affirme le texte, « signifient un alourdissement du service de la dette équivalent aux exportations totales de café, de bananes, de coton et de cacao en 1987, soit 7 milliards de dollars ». Le rapport de la BID se termine par une constatation qui sera à l'arrière-plan de son assemblée plénière : « Le problème essentiel est de provoquer une reprise de l'investissement pour accompagner les efforts de modernisation économique ». Les émeutes au Venezuela, la tension sociale au Brésil ou les difficultés croissantes de l'Argentine en illustrent chaque jour l'enjeu vital.

CHRISTIAN CHARTIER.

(1) Argentine, Brésil, Canada, Costa Rica, Espagne, États-Unis, Guyane, Mexique, Pérou, Royaume-Uni, Uruguay et Venezuela.

Ouverture des bureaux de change

Les Polonais peuvent acheter librement des devises

Des files d'attente se sont formées cette semaine devant la banque PKO et plusieurs autres établissements bancaires de Varsovie. Pour la première fois, les Polonais peuvent en effet acheter et vendre librement des devises à un cours approchant celui du marché noir, plus de cinq fois supérieur au cours officiel. Ce volet spectaculaire du programme de réformes économiques du gouvernement permet aux Polonais d'afficher au grand jour leur appétit pour les devises occidentales.

VARSOVIE
de notre envoyée spéciale

Il n'y a plus de marché noir des devises en Pologne. Du moins officiellement. Depuis le 15 mars et pour la première fois depuis l'instauration du régime communiste, les Polonais peuvent se rendre à un guichet et acheter sans honte des billets verts. Une révolution ? Dans les termes plus qu'évidents des faits, depuis longtemps déjà, le change au noir avait perdu son caractère aventureux. Les autorités avaient décidé de fermer les yeux sur les transactions effectuées sous le manteau et qui permettaient d'échapper un dollar contre 2500 zlotys, alors que, au cours officiel, le vendeur ne récoltait que 570 zlotys. Le cours au noir était même publié dans plusieurs journaux officiels, et les dirigeants discutaient ouvertement de ses variations journalières.

L'économie de la devise est une réalité en Pologne, où l'on estime que près de 10 milliards de dollars dorment sous les matelas. « L'exportation intérieure », ces ventes de produits payables en dollars à des guichets spéciaux de magasins (en voie de prolifération), a représenté l'an dernier 800 millions de dollars environ. Et les Mercedes de certains chauffeurs de taxi de Varsovie n'ont certainement pas été payées en zlotys.

La chasse au dollar est ainsi devenue un sport national en Pologne. Elle permet d'oublier bien des péchés, d'autant plus que depuis la mi-1988, les citoyens n'ont plus besoin de prouver l'origine de leur devises. Vingt dollars, c'est le salaire mensuel ouvrier moyen exprimé au cours du marché (70 000 zlotys). Il n'est donc pas difficile pour un Polonais de suivre le célèbre dicton, et « de gagner 60 000 zlotys, d'en dépenser 120 000 et d'épargner le reste ».

En quête de dollars

Pouvant voyager très librement à l'étranger, les Polonais cherchent les devises qui leur permettent une vie moins difficile. Venir en France pour les vendanges

permet de ne plus se faire de souci pendant un an. Mais une simple excursion à Moscou, si elle est consacrée au change au noir plutôt qu'aux visites du Kremlin, arrondit les fins de mois : simple jeu d'arbitrage entre le cours officiel du zloty contre rouble, le rouble contre le dollar (au noir) et du dollar contre le zloty (au noir jusqu'à cette semaine).

La puissance du dollar est telle que nombre d'entreprises privées choisissent de payer directement leurs employés en devises, les autorités faisant semblant de n'en rien savoir.

Une meilleure circulation des monnaies

Pourquoi alors avoir décidé, par l'ouverture de guichets de change, d'officialiser un état des choses qui semblait ne gêner personne ? Les responsables de l'économie espèrent que cette légalisation permettra une meilleure circulation des devises, dont entreprises et particuliers ont tellement besoin. De là, le zloty devrait gagner de la valeur, le dollar devenant progressivement moins précieux. L'idéal serait de parvenir, à terme, à une unification des trois cours existants : celui du marché noir, celui de la Bourse, ou plus précisément des enchères au cours desquelles les entreprises achètent et revendent leurs devises, et le cours officiel. Une fois accompli cet objectif interne, la convertibilité externe du zloty pourrait être envisagée.

L'ouverture de guichets « premium exchange » dans plusieurs banques d'État, quelques-unes des neuf banques commerciales récemment créées, et même chez un négociant privé de la ville de Lodz, a permis au cours du dollar, déjà en baisse depuis quelques semaines, de s'afficher à 2900 zlotys, alors qu'il a valu jusqu'à 3600. Avec la multiplication des guichets, la baisse du dollar devrait se poursuivre. Mais les spécialistes sont prudents. Les Polonais préparent actuellement leurs vacances, et doivent se procurer les devises nécessaires pour se rendre à l'étranger... et y acquiescer de la monnaie occidentale !

FRANÇOISE LAZARE.

SOCIAL

M. Claude Evin annonce un projet de loi sur la prévoyance complémentaire

Installant vendredi 17 mars au matin un groupe de travail présidé par M. Colette Mame, conseiller d'État, sur la protection sociale et l'intégration européenne, M. Claude Evin, ministre de la Santé, a annoncé un projet de loi sur la prévoyance complémentaire complétant la réforme du code des assurances préparée par M. Bérégovoy.

Il s'agit notamment de créer un organisme de contrôle pour les organismes de prévoyance permettant des cotisations « parallèles » des différents organismes (sociétés d'assurances, caisses de prévoyance, mutuelles). En outre, ce projet devrait mieux garantir la protection des assurés, notamment « prendre en charge les conséquences des maladies contractées avant la souscription du contrat de prévoyance ou offrir aux retraités la possibilité de maintenir la couverture maladie complémentaire dans les bénéficiaires antérieurs ».

Une telle réforme, préconisée en 1985 par le rapport Gisserot, réalisé par l'inspection des finances et l'inspection générale des affaires sociales, n'avait pas débouché (Le Monde du 19 novembre 1985).

■ Nouvelles cotisations d'assurance-maladie pour les non-salariés. — La cotisation d'assurance-maladie des artisans, commerçants et professions libérales va augmenter de 0,2 point au 1^{er} avril prochain, passant de 11,75 % à 11,95 % des revenus professionnels nets ; 3,1 % jusqu'au plafond de la Sécurité sociale (124 080 F par an), 8,95 % au-dessus et jusqu'à cinq fois ce plafond. En revanche, dès que les travailleurs indépendants cessent leur activité, ils n'auront plus à payer de cotisation que sur leur retraite (au taux de 3,4 %).

LIVRES

POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

Automobile M. Mitterrand teste la nouvelle Citroën

... dans le parc de l'Élysée

M. François Mitterrand a eu, jeudi 17 mars, au matin, le privilège de conduire dans le parc de l'Élysée, le nouveau modèle haut de gamme de Citroën, la XM, que venait lui présenter, en grand secret, le patron de PSA, M. Jacques Calvet. Transportée jusqu'à l'Élysée dans un camion fermé, la XM modèle V6 bleu-gris métallisé, immatriculée 1988 MA 92, était destinée sous une bâche blanche à être remise à l'arrivée du chef de l'État et de M. Calvet sur le parvis.

Après quelques explications techniques sur les cinq motorisations, dont deux diesel, de la XM qui sera commercialisée cet été, M. Mitterrand a pris place derrière le volant réglable et a conduit la pompe d'un tour de parc, puis s'est assis à l'arrière pour tester le confort du passager.

CEE 9,9 % de chômeurs en janvier

Le chômage a baissé dans les douze pays de la Communauté européenne, en janvier, selon Eurostat, l'office statistique de la CEE. Mais aucun chiffre global ne peut être fourni, cette fois, en raison d'une importante modification de la méthode de recensement des chômeurs inscrite intervenue aux Pays-Bas, alors que les données de la Grèce ne sont toujours pas utilisables.

La seule indication fiable tient donc dans le taux de chômage par rapport à la population active, celui-ci est en baisse de 0,1 point par rapport à décembre 1988. L'Espagne venait en tête avec 19,3 % de chômeurs, suivie de l'Irlande (17,3 %), de l'Italie (12,2 %), de la France (10,3 %) et de la Belgique (10,2 %). En dessous de la moyenne européenne, on trouve les Pays-Bas (9,9 %), la Grande-Bretagne (7,5 %), le Danemark (6,8 %), le Portugal (6,1 %), la RFA (6 %) et le Luxembourg (2,1 %).

Crédit Moindre croissance des prêts aux particuliers en 1988

L'Association française de banques (AFB), qui regroupe quelque quatre cents

adhérents, a constaté en 1988 un net ralentissement de la progression du crédit aux particuliers (+ 18,1 % contre + 28,6 % en 1987), qui touche plus les crédits de trésorerie (+ 13,9 % contre + 32,4 %) que ceux pour l'habitat (+ 16,4 % contre + 26,4 %). Cette tendance au tassement se prolongerait sur les premiers mois de 1989, selon l'AFB.

En revanche, les crédits aux entreprises ont continué progresser l'an dernier (+ 23,4 % contre + 9,8 % en 1987), ce qui se voit à long terme (+ 28,4 % contre + 25,2 %), à moyen terme (+ 20,7 % contre + 14,7 %) ou à court terme (+ 13,6 % après un recul de 3,1 %).

Les dépôts de la clientèle ont augmenté de 6,9 % (contre + 5,6 %), avec une augmentation des dépôts à vue pour les particuliers (+ 3,8 % contre + 5 %) et les entreprises (+ 8,9 % contre + 11,8 %), des dépôts à terme des particuliers (+ 12,5 % contre + 28,9 %), mais une diminution de ceux des entreprises (- 2,2 % contre + 10,7 %). Les certificats de dépôts, quant à eux, ont continué à progresser de 82,3 % après un développement déjà explosif en 1987 (+ 124,2 %).

Dette Le plan Brady réduirait de 20 % la dette des principaux débiteurs

Le nouveau plan de réduction de la dette dévoilé, vendredi 17 mars, par le secrétaire au Trésor, Nicholas Brady, permettrait d'alléger de 20 % en trois ans l'endettement des trente-neuf principaux débiteurs du tiers-monde, si l'on en croit les estimations confidentielles du département du Trésor rapportées, jeudi 16 mars, par le Wall Street Journal. Cette réduction de 70 milliards de dollars équivaut à un apport de 20 à 25 milliards de dollars de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, dont la mise en œuvre sera au centre des débats internationaux des mois à venir.

Inflation Hausse des prix de gros de 0,2 % en RFA en février

Les prix de gros ont augmenté de 0,2 % en Allemagne fédérale au mois de février, alors que le mois précédent une poussée très exceptionnelle avait été enregistrée (1,7 %) en raison de fortes augmentations de taxes indirectes.

Production industrielle Diminution de 1,2 % en Grande-Bretagne en janvier

L'indice de la production industrielle a diminué de 1,2 % en Grande-Bretagne en janvier par rapport au mois précédent, mais augmenté de 0,8 % par rapport à janvier 1988. Ce résultat, qui fait suite à une baisse de l'indice en décembre, est plus mauvais que ne le prévoient les analystes. La production manufacturière a cependant augmenté plus rapidement que prévu (1 % en janvier). Les statistiques du chômage en février (6,8 %) pour l'ensemble de la population active) font d'ailleurs état d'une légère progression de l'emploi dans ce secteur.

Salaires Plus de la moitié des Français s'estiment mal payés

Selon une enquête publiée par l'Expansion du 16 mars, 56 % des Français estiment qu'ils sont « mal ou très mal payés ». 34 % considèrent qu'ils sont « normalement payés » ; 9 %, bien ou très bien payés ; 1 % ne sait pas. Il s'agit des résultats d'un sondage réalisé du 16 au 20 janvier par Ipsos auprès de neuf cents personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de quinze ans et plus. Parmi ceux qui estiment qu'ils sont mal payés, 2 % demandent de 1 % à 5 % d'augmentation ; 12 %, de 5 % à 10 % ; 21 %, de 10 % à 15 % ; 35 %, de 15 % à 20 %, et 27 % au-delà.

Interrogés sur une liste de professions associées de leur salaire moyen mensuel brut, les Français sont 53 % à considérer que les négociateurs du sal (11 000 F par mois en moyenne) sont « plutôt mal payés ». Ils sont 72 % à partager ce jugement pour les ouvriers du textile (8 000 F) ; 75 %, pour les ouvriers démonteurs (5 500 F) ; 77 %, pour les mineurs (5 500 F) ; et 91 % pour les serveurs de fast-food (4 962 F). En revanche, le jugement est partagé sur les instituteurs (7 740 F) : 54 % pensent qu'ils sont « plutôt bien payés », et 42 % qu'ils sont « plutôt mal payés ».

PRÉFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT
Bureau de la Coordination des Services Extérieurs de l'État
Projet de liaison ferroviaire à Grande Vitesse TGV-NORD

AVIS D'ENQUÊTE

Le public est informé qu'en application de l'arrêté préfectoral du 14 mars 1988, une enquête publique sur l'état du projet de liaison ferroviaire à grande vitesse TGV-NORD et sur la mise en compatibilité des POS rendus publics ou approuvés de COURRIÈRES et ZUTERQUE et des lotissements de MUNICO-NEURLET avec le tracé retenu par la commission d'enquête sera ouverte du 3 avril 1989 au 2 mai 1989.

Pendant toute la durée de l'enquête, les dossiers correspondants accompagnés d'un registre d'enquête seront déposés :

- au siège principal de l'enquête : Préfecture du Pas-de-Calais à ARRAS du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30 ;
- en matière de COURRIÈRES, du lundi au vendredi de 10 h à 12 h et de 15 h à 16 h (vendredi 16 h 30) ;
- en matière de ZUTERQUE, du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 16 h ;
- en matière de MUNICO-NEURLET, du lundi de 17 h 30 à 19 h, le mercredi de 14 h 30 à 17 h, le vendredi de 14 h 30 à 17 h.

SAUF JOURS FÉRIÉS

Pendant cette période, le public pourra prendre connaissance des dossiers et formuler ses observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet. Ces observations pourront également être adressées par écrit à la commission d'enquête au siège principal de l'enquête (Préfecture du Pas-de-Calais) pour être annexées au registre.

La commission d'enquête dont le siège est fixé à la Préfecture du Pas-de-Calais est composée :

- professeur GAMBLIN, professeur à l'Université des Sciences et Techniques de Lille - 26, rue Desmet - 59700 MARCQ-EN-BARŒUL (président de la commission d'enquête) ;
- M. BESSEAU, ingénieur divisionnaire des T.P.E. en retraite, 5, rue de Cambrai - 59169 CANTIN (vice-président) ;
- M. GUYET, ingénieur divisionnaire des T.P.E. en retraite, 7, rue Mont-César - ETRUN - 62181 MARCUL (titulaire) ;
- M. MONTARDON, ingénieur divisionnaire de l'équipement en retraite, 38, avenue du Général-Leclerc - 62140 HESDIN (titulaire) ;
- M. BUSINE, chef de personnel en retraite, 266, rue de Panama - 62100 CALAIS (titulaire) ;
- M. HALLIEZ, ingénieur divisionnaire de l'équipement en retraite, 74, rue du Maréchal-Foch - 59350 SAINT-ANDRÉ (supplément) ;
- M. LEBERT, inspecteur divisionnaire honoraire de la SNCF, 93, rue Remy - 62780 CUCCO (supplément).

Un membre de la commission se tiendra à la disposition du public en matière de :

COURRIÈRES :	vendredi 7 avril	de 17 h à 18 h 30
	mercredi 12 avril	de 16 h à 18 h
	jeudi 20 avril	de 10 h à 12 h
	mercredi 25 avril	de 10 h à 12 h
ZUTERQUE :	jeudi 5 avril	de 16 h à 18 h
	vendredi 14 avril	de 14 h 30 à 16 h
	mercredi 19 avril	de 11 h à 13 h
	jeudi 24 avril	de 8 h 30 à 10 h
MUNICO-NEURLET :	mercredi 5 avril	de 15 h à 17 h
	jeudi 10 avril	de 17 h 30 à 19 h
	vendredi 21 avril	de 15 h à 17 h
	mercredi 26 avril	de 15 h à 17 h

La commission d'enquête se tiendra à la disposition du public :

A la PRÉFECTURE DU PAS-DE-CALAIS :
vendredi 28 avril 1989 de 10 h à 12 h - 14 h à 16 h 30
mercredi 2 mai 1989 de 10 h à 12 h - 14 h à 16 h 30

Il pourra être pris connaissance d'une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête dans chaque lieu d'enquête pendant un délai d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication des documents sur demande à adresser au préfet du Pas-de-Calais.

Pour le PRÉFET
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Vladimir BRAUNER



FORTE PROGRESSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES, DES INVESTISSEMENTS ET DES RÉSULTATS DU GROUPE EN 1988

Le chiffre d'affaires provisoire du groupe, en 1988, est de 83 milliards de francs, contre 53 milliards en 1987. Il a été déterminé dans un périmètre de consolidation de 890 sociétés (dont 150 à l'étranger), englobant, pour la première fois, la Société générale d'entreprises, dont la Compagnie a pris le contrôle avec une participation de 55,6 %. Hors l'incidence de cet élargissement notable du périmètre, la croissance du volume d'activité des sociétés du groupe est de 12,8 %.

Le chiffre d'affaires réalisé à l'étranger est d'environ 16 milliards de francs, un montant près de deux fois et demie supérieur à celui constaté l'année dernière. Dans ce total, l'Europe représente 7 milliards de francs, contre 2 milliards l'année précédente, et l'Amérique du Nord 4,1 milliards de francs, contre 2,9 milliards.

Le montant des investissements du groupe a été supérieur à celui de 1987, qui, très élevé, atteignait 7,6 milliards de francs. Au cours des trois derniers exercices, la Compagnie générale des eaux et ses filiales ont ainsi investi plus de 20 milliards de francs.

Selon les dernières informations disponibles, le résultat net consolidé, part du groupe, de la Générale des eaux serait en progression d'environ 30 % par rapport à celui de l'exercice 1987 (1 047,2 millions de francs). Il se trouverait ainsi presque triplé en quatre ans. Les ressources d'autofinancement du groupe seraient également en forte augmentation, de l'ordre de 6 milliards de francs en 1988, contre 4,3 milliards de francs en 1987.

CHARGEURS S.A.

Le conseil d'administration, réuni le 15 mars 1989 sous la présidence de Jérôme Seydoux, a examiné les comptes audités de l'exercice 1988, qui seront soumis à l'assemblée ordinaire annuelle convoquée pour le 31 mai prochain et font ressortir les chiffres suivants :

1. Comptes consolidés (en millions de francs) :	1988	1987
Chiffre d'affaires	15 572	10 747
Marge brute d'autofinancement	2 006	1 689
Bénéfice revenant à Chargeurs SA	913	664
Investissements d'exploitation	1 232	614
Bénéfice par action (en francs)	142,49	102,32
Situation nette par action (en francs)	866,10	728,82

L'année 1988 a été une année de mutation importante pour Chargeurs SA qui est devenue le premier groupe mondial dans le domaine du négoce, du peignage et du tissage de laine. Ces activités, absentes du chiffre d'affaires consolidé en 1987, représentent environ 10 milliards de francs en 1988. La rentabilité de ces activités, jusqu'alors faible, doit s'améliorer progressivement pour contribuer d'une manière significative à l'objectif 1991 d'un bénéfice net de Chargeurs SA atteignant 1 250 millions de francs.

Par secteur d'activité, les chiffres d'affaires et résultats nets sont les suivants (en millions de francs) :

	1988	1987
Transports aériens :		
Chiffre d'affaires	6 122	5 709
Bénéfice net	729	391
Transports maritimes et terrestres :		
Chiffre d'affaires	1 316	2 157
Perte nette	(26)	(28)
Produits de consommation et industriels :		
Chiffre d'affaires	8 134	2 881
Bénéfice net	121	176
Non-opérationnel :		
Bénéfice net	89	125

La très forte progression du bénéfice net des transports aériens provient de l'amélioration du résultat d'exploitation, d'une variation favorable des pertes et profits de change, de la prise en compte, avec effet rétroactif, de la baisse du taux d'imposition sur les impôts différés, de la mise en équivalence du résultat d'Air Inter pour l'année complète.

Après la cession, début 1988, des lignes maritimes régulières (Chargeurs réunis), le secteur des transports terrestres et maritimes concerne Causse-Walton, les Croisières Paquet et les sept porte-conteneurs consociés. Globalement, la plus-value de cession de Chargeurs réunis a été prise en compte sur les navires et l'exploitation de ces derniers se traduisant par une perte de 57 millions de francs.

Causse-Walton a conforté sa place de leader européen du transport routier de véhicules grâce à une augmentation de 8 % du chiffre d'affaires consolidé à structure constante et à l'acquisition de sociétés en Belgique, en Allemagne et aux Pays-Bas. Croisières Paquet, exploitée désormais en commun avec ACCOR, obtient des résultats très encourageants.

Le chiffre d'affaires des produits de consommation et industriels a augmenté de plus de 5 200 millions de francs, montant dû presque intégralement à la prise en compte des acquisitions faites en 1988, dont la principale concernant le peignage, le négoce, et le tissage de Fourvest SA.

Après amortissement de la survalue de 32 millions de francs, les activités négoce et peignage dégagent un bénéfice de 30 millions de francs pour sept mois. En revanche, les activités tissage d'habillement se traduisent par une perte de 99 millions de francs et exigent une restructuration importante qui a déjà débuté.

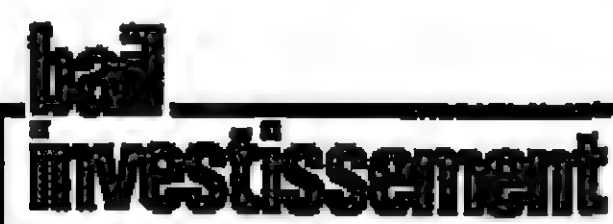
Les résultats de Spontex, Novacel, Gillet, Delcor et Lainière de Picardie ont atteint 195 millions de francs.

2. Comptes annuels de Chargeurs SA :

Les comptes annuels de Chargeurs SA pour l'exercice 1988 font apparaître un bénéfice de 255 millions de francs contre 226 millions de francs pour l'exercice 1987.

3. Dividende :

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée annuelle statuant sur les comptes de 1988 le versement d'un dividende de 21 francs, avoir fiscal compris (au lieu de 18 F pour 1987) à chacune des 6 493 737 actions.



Le conseil d'administration de Bail Investissement, réuni le 14 mars 1989 sous la présidence de M. Maurice Gontier, a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

L'exercice est marqué par une progression très significative des engagements nouveaux de la Société. En effet, d'une année sur l'autre, non seulement les engagements de crédit-bail ont progressé de 27 % pour atteindre 230 millions de francs, mais surtout ceux de pleine propriété ont progressé de 158 %, pour atteindre 284 millions de francs. Au total ces engagements de 514 millions de francs portent à 4,11 milliards de francs le montant actuel des engagements bruts de la société.

Les recettes du patrimoine de pleine propriété - 202 millions de francs - représentent 19,5 % des immobilisations figurant au bilan : selon le taux de capitalisation retenu, la valeur de ces immobilisations serait ainsi comprise entre 2,5 et 3 milliards de francs.

Les recettes de crédit-bail - 479 millions de francs - représentent 28 % des investissements nets comptables, et assurent à la Société un résultat net après amortissements et charges de 91 millions de francs.

CHIFFRES CARACTÉRISTIQUES

En millions de francs	1987	1988	Variation
Recettes locatives	648	681	+ 5 %
Frais financiers nets	186	183	- 2 %
Amortissements et provisions	184	210	+ 14 %
Résultat avant amortissements	278	377	+ 41 %
Bénéfice net	192,5	214,1	+ 11 %

Pour chacune des 288 488 actions composant le capital social après la souscription des derniers bons issus de l'emprunt obligataire 1984, le bénéfice net est de 74,2 F : il est assuré à hauteur de 42,5 % par l'activité de crédit-bail et à hauteur de 57,5 % par l'activité de pleine propriété. Or il convient de souligner que la Bourse attribue actuellement à la Société une valeur qui ne correspondrait qu'à la seule estimation de son patrimoine de pleine propriété négligeant le portefeuille des opérations en crédit-bail.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale qui se réunira le 30 mai 1989 la mise en distribution d'un dividende de 64 F par action contre 60 F en ce qui concerne l'exercice 1987, soit une augmentation de 6,67 %. Bail Investissement poursuit ainsi sa politique de distribution : en effet, depuis plus de vingt ans, la Société a distribué chaque année un dividende progressant plus vite que l'inflation. De 1966 à 1988, le dividende a été multiplié par dix alors que, sur la même période, l'indice national du coût de la construction INSEE n'était multiplié que par cinq.

LBI Livret BOURSE INVESTISSEMENTS

SICAV

INVESTISSEZ DANS LES ENTREPRISES FRANÇAISES PERFORMANTES

Le conseil d'administration, réuni le 6 février 1989, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 décembre 1988, et a proposé de fixer à 16,00 francs le dividende net par action assorti d'un crédit d'impôt de 3,71 francs.

Sous réserve du vote par l'assemblée générale ordinaire, qui se réunira en seconde convocation le 28 mars prochain, n'ayant pu se réunir valablement faute de quorum requis en première convocation le 16 mars dernier, ce dividende sera détaché le 7 avril et mis en paiement le 10 avril 1989.

Décomposition du dividende en Francs :

Obligations françaises	net : 9,80	CI : 0,80	total : 10,40
Actions françaises	net : 5,80	CI : 3,06	total : 8,86
Autres actifs	net : 0,40	CI : 0,05	total : 0,45

CI : crédit d'impôt

- Performance 1988 (dividende net réinvesti) : + 36,75 %
- Performance annuelle moyenne sur 5 ans : (dividende net réinvesti) : + 16,85 %
- Valeur de l'action de L.B.I. au 30/12/88 : 472,56 F.

Siège social : 56, rue de Lille Bureaux : 5, avenue de l'Opéra
75007 PARIS 75001 PARIS

Gestion : Groupe Caisse des dépôts et consignations

Chez l'Écureuil, à la Poste, au Trésor Public



NOTRE MISSION : VOUS FINANCER

B.F.I.m. SOVAC

Le conseil d'administration de la Banque de financement immobilier SOVAC, dont le capital est entièrement détenu par SOVAC, s'est réuni le 15 mars 1989 et a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

ACTIVITÉ COMMERCIALE

Les financements nouveaux réalisés en 1988 par B.F.I.m. SOVAC pour son propre compte ont atteint 3 573 millions de francs en 1988, en progression de 2 % par rapport à 1987 ; ils concernent :

des crédits aux acquéreurs, pour 2 696 millions de francs, en augmentation de 1 % ; à cet égard, il est significatif de préciser que l'activité de la société dans ce secteur, qui avait marqué un recul de 51 % au premier trimestre 1988 par rapport à la même période de 1987, s'est très nettement redressée ensuite, grâce au lancement en mars du nouveau produit SOVAC EVOLUTION, crédit à taux ajustable qui a reçu un accueil particulièrement favorable auprès de la clientèle. De ce fait, pour les trois derniers trimestres de 1988, la progression des financements réalisés par B.F.I.m. SOVAC a atteint 26 % ;

— les financements aux professionnels de l'immobilier, pour 877 millions de francs (+ 6 %).

En ajoutant les financements réalisés en pool pour le compte de tiers, la production nouvelle totale de B.F.I.m. SOVAC représente 3 802 millions de francs, en augmentation de 4 % sur 1987.

Les encours gérés par B.F.I.m. SOVAC s'élevaient à 15 586 millions de francs au 31 décembre 1988 (+ 5 %).

Les réaménagements de crédits et les remboursements par anticipation intervenus massivement en 1987 sous l'effet de l'offre, par les grands établissements de crédit, de prêts « de substitution », se sont poursuivis à un moindre rythme au premier semestre 1988, pour revenir à une situation presque normale au second semestre. Cette restructuration de l'actif s'est accompagnée de celle du passif, engagée depuis 1986 et dont les résultats sociaux traduisent la charge.

RÉSULTATS

Le bénéfice net de l'exercice 1988 est de 81,7 millions de francs (dont un bénéfice net d'exploitation de 63,4 millions de francs — à comparer à 66,4 millions de francs en 1987 — et des plus-values nettes à long terme de 18,3 millions de francs).

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale, qui se réunira le 28 avril prochain, la distribution d'un dividende global de 49,5 millions de francs (contre 58,5 millions de francs pour l'exercice précédent), le solde étant affecté aux réserves.

Le conseil d'administration du 15 mars 1989 a nommé M. Gilles Estrilard en qualité d'administrateur et de directeur général.

SOVABAIL

Le conseil d'administration de Sovabail, société du groupe Sovac, s'est réuni le 15 mars 1989 pour prendre connaissance de l'activité et arrêter les comptes de l'exercice 1988.

ACTIVITÉ

Dans un marché du crédit-bail immobilier porteur, mais face à une concurrence proposant souvent des conditions très proches du taux de refinancement, Sovabail a estimé que la préservation de marges acceptables devait être conciliée avec le développement de la production.

En revanche, l'enrichissement du patrimoine locatif a été poursuivi par la conclusion d'opérations offrant une bonne rentabilité et un potentiel important de plus-values.

Le montant des engagements nouveaux s'établit à 416,5 millions de francs dont 324 millions de francs en crédit-bail (comportant une opération d'un montant de 267 millions de francs), et 92,5 millions de francs en location simple, contre respectivement 70,7 MF et 79,2 MF en 1987.

Le montant brut hors TVA des engagements en fin d'exercice s'élève à 2 030,9 millions de francs, contre 1 741,7 millions de francs, en progression de près de 17 %.

Le montant des loyers et préloyers hors taxes encaissés au cours de l'exercice ressort à 267,2 millions de francs contre 272,2 millions de francs, en légère diminution du fait de la sortie de contrats de crédit-bail anciens fortement indexés non encore compensés par la mise en exploitation des opérations récentes.

RÉSULTAT

Compte tenu de 31 millions de francs de plus-values de cession (2,9 millions de francs en 1987), et après 96 millions de francs d'amortissements et provisions assimilées, contre 82,9 millions de francs, le bénéfice net comptable s'établit à 92 068 963 F contre 83 938 225 F.

Le conseil proposera à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende global de 74 750 000 F représentant 85,16 % du bénéfice net devant être distribué, soit un dividende par action de 57,50 F, contre 55,50 F pour l'exercice précédent (+ 3,6 %).

PERSPECTIVES POUR 1989

Après avoir constaté, au cours des derniers exercices, un patrimoine locatif important, la société a décidé de favoriser en 1989 les opérations de crédit-bail, souhaitant que le marché revienne à des conditions d'acceptation et de marges plus raisonnables.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

L'assemblée sera réunie le mardi 25 avril 1989, à 17 h 30, au siège de SOVAC, 19-21, rue de la Bienfaisance, à Paris-8.

Un formulaire de vote par correspondance et de procuration ainsi que les autres documents prévus par la loi seront adressés aux actionnaires qui en feront la demande, au plus tard six jours avant la date de la réunion, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée soit au siège de SOVAC, soit chez Lazard Frères et Cie, 121, boulevard Haussmann, à Paris-9.



SICAV

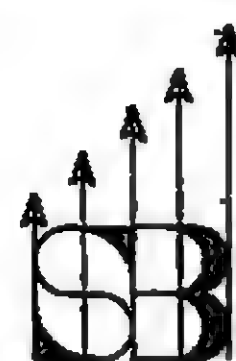
Le conseil d'administration réuni sous la présidence de Monsieur Alain CHAZEL proposera à l'assemblée générale qui aura lieu le 6 avril 1989, de fixer le dividende de l'exercice clos le 30 décembre 1988 à :

EN FRANCS	NET	CRÉDIT D'IMPÔT	BRUT
• Obligations françaises non indexées	27,76	1,54	29,30
• Actions françaises	15,53	3,60	19,13
• Autres revenus	2,31	0,49	2,80
TOTAL	45,60	5,63	51,23

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 7 avril 1989 et mis en paiement le 10 avril 1989.

Gestion : Groupe Caisse des dépôts et consignations

CHEZ L'ÉCUREUIL, À LA POSTE ET AU TRÉSOR PUBLIC



LAFFITTE-BAIL

SOPHIA-BAIL

PHENIX PIERRE SICOMI

• Les Conseils d'Administration réunis le jeudi 9 mars 1989 ont arrêté les comptes au 31 décembre 1988 sur la base des données principales suivantes :

	LAFFITTE-BAIL	SOPHIA-BAIL	PHENIX PIERRE SICOMI
- Engagements nouveaux	271,1 MF + 23,7 %	132,0 MF + 46,9 %	117,6 MF - 22,1 %
- dont crédit-bail	236,5 MF	125,6 MF	117,6 MF
- dont location simple	34,6 MF	6,4 MF	
- Engagements cumulés	1 891,9 MF + 13,0 %	477,2 MF + 40,0 %	737,6 MF + 16,0 %
- Chiffre d'affaires locatif	237,2 MF + 8,6 %	44,2 MF + 59,5 %	65,8 MF + 74,5 %
- Bénéfice courant	67,6 MF + 7,0 %	20,1 MF + 19,7 %	27,6 MF + 34,9 %
- Bénéfice de l'exercice	67,4 MF + 13,5 %	14,4 MF + 2,5 %	25,5 MF + 5,1 %
- Nombre d'actions au 31.12.1988	1 685 942 + 7,7 %	1 500 000	2 000 000
- Dividende par action*			
- hors avoir fiscal	34,15 F + 4,98 %	8,50 F + 6,2 %	10,90 F + 7,3 %
- avec avoir fiscal compris	34,25 F + 5,06 %	8,50 F + 6,2 %	10,90 F + 1,0 %

* Proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 mai 1989

• Les contrats de crédit-bail immobilier signés depuis le début de 1989 s'élèvent à 177 millions de francs.

• Les conseils d'Administration ont conféré aux Présidents Bernard FRAIGNEAU, Christian GIRERD et Pierre GOMONT les pouvoirs nécessaires pour signer le traité de fusion des trois Sociétés, sous réserve des autorisations administratives requises. La parité retenue est de 3,8 actions SOPHIA-BAIL et 4,1 actions PHENIX PIERRE SICOMI (Sociétés absorbées) pour 1 action LAFFITTE-BAIL (Société absorbante). Le traité de fusion sera soumis à l'approbation des Assemblées Générales Extraordinaires qui seront convoquées pour le 20 juin.



Imetal annonce qu'elle a cédé environ 75 % du capital de CSC Industries, Inc. à Daiichi Steel Co., Ltd., producteur japonais de barres d'acier de haute qualité. Après cette opération, la participation qu'Imetal détient directement dans CSC Industries s'établit à un peu moins de 25 %.

Par ailleurs, la participation d'Imetal dans Copperweld Corporation, soit environ 66 %, demeure inchangée.



Groupe Financière

Le conseil d'administration s'est réuni le 15 mars 1989 sous la présidence de M. Jean-Marc Vernes. Après avoir délibéré sur le communiqué publié le 7 mars 1989 par la Commission des opérations de Bourse, le conseil a décidé de convoquer en réunion extraordinaire une assemblée générale ordinaire le 28 avril 1989 à 11 heures.

Cette assemblée se tiendra dans les Salons Hoche, 9 avenue Hoche 75008 à Paris et se verra proposer d'arrêter les opérations sur titres réalisées fin décembre 1987 dans le cadre de la procédure prévue par l'article 105 de la loi sur les sociétés commerciales du 24 juillet 1966.

Le conseil a tenu à exprimer sa totale solidarité avec les dirigeants de la société et, notamment, avec son président, qui a fait l'objet d'attaques injustifiées et malveillantes au cours de ces derniers mois.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الأصل

Économie

CONJONCTURE

En février

La hausse des prix à la consommation a été de 0,3 %

L'indice provisoire des prix à la consommation en France a progressé de 0,3 % en février, soit une hausse de 3,4 % en glissement sur douze mois. Ce résultat, qui sera confirmé le 29 mars prochain, est conforme à la tendance des derniers mois : les prix de détail avaient augmenté de 0,4 % en janvier et de 0,2 % en décembre. Le rythme annuel de la hausse des prix est supérieur aux prévisions du gouvernement pour l'année 1989, qui tablent sur une hausse de 2,2 %. Cependant, la France se classe en février très faiblement parmi les autres pays industrialisés. L'écart d'inflation avec l'Allemagne est de 0,8 point.

La France continue en outre à enregistrer une hausse des prix inférieure à celle de la moyenne de ses huit principaux partenaires, dont l'INSEE estime qu'elle s'est élevée à 4,1 % en glissement annuel en février.

Alarmé par le déficit des échanges Le gouvernement veut renforcer la recherche technologique industrielle

Le gouvernement a entamé une réflexion multiforme sur les aides à la technologie industrielle. Encore très embryonnaire, elle sert à la préparation du budget 1990, et s'inscrit dans la nouvelle politique industrielle du deuxième septennat de M. Mitterrand comportant, on le sait, trois volets (le Monde du 8 février) : une politique de « champions », une recherche de « solidarité » du tissu industriel (notamment régional), et entre les capitaux publics et privés) et une relance de la recherche industrielle.

La réflexion en cours, dont fait état la Tribune de l'Expansion du 17 mars, a pour origine la forte dégradation des échanges industriels de la France (- 66 milliards de francs en 1988), liée au trop faible effort de recherche-développement des firmes françaises, comparé à leurs concurrents. Elle poursuit déboucher sur un renforcement des crédits d'impôt-recherche et sur différents dispositifs dans les secteurs innovants d'abord (dont la pharmacie, après plusieurs rapports alarmants sur l'épuisement des inventions nationales de médicaments) et dans les industries de consommation ensuite (automobile, par exemple).

En fait, tout est encore aujourd'hui à l'état d'hypothèse. Mais une chose est sûre : la Commission européenne étant devenue extrêmement soupçonneuse vis-à-vis des aides à l'industrie - le nouveau commissaire à la concurrence, Sir Leon Brittan, est d'ailleurs un pur-sang de l'école idéologique libérale de M. Thatcher - la France doit réorienter complètement son dispositif actuel vers des aides seules formes d'aides encore possibles, du moins pas encore interdites par Bruxelles : les aides régionales et les aides à la recherche. Le budget 1990 devra opérer une révolution des habitudes françaises à cet égard. D'où les réflexions.

E. L. B.

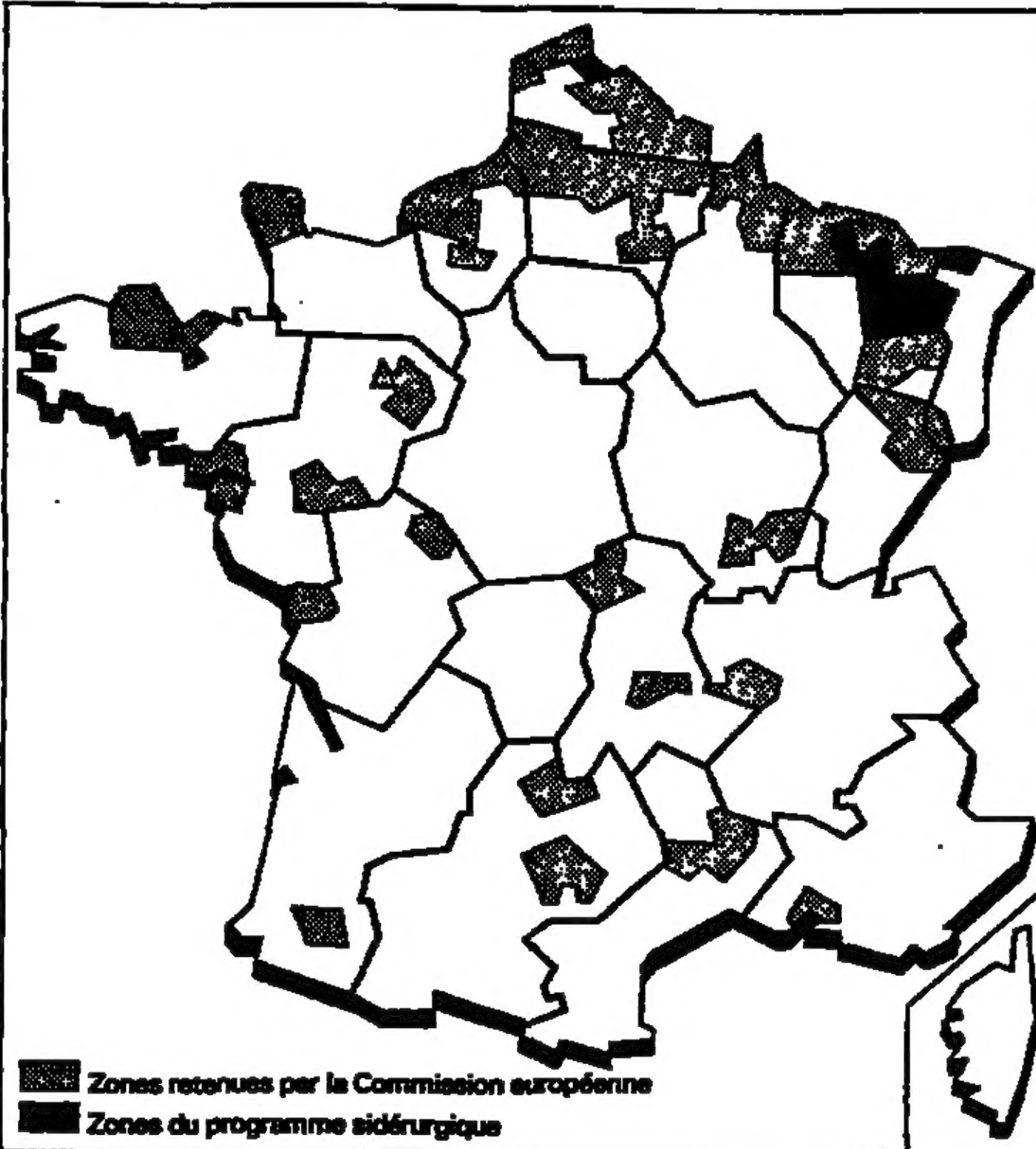
RÉGIONS

La Commission de Bruxelles établit une carte sélective des zones de reconversion industrielle

La commission de Bruxelles a arrêté, le mardi 8 mars, sa position sur les régions et les zones qui dans les différents pays de la CEE pourront désormais bénéficier des crédits du Fonds européen de développement régional (FEDER), au titre des politiques de reconversion industrielle. Cette carte ne recouvre pas nécessairement la carte des aides nationales établie par la DATAR et ajustée périodiquement.

Par rapport aux propositions initiales de la Commission européenne en juin dernier, dans le cadre du nouveau règlement relatif aux trois fonds structurels (régional, social, agricole), M. Jacques Chirac et M. Edith Cresson sont parvenus à « regagner du terrain » et à obtenir un assouplissement des critères de Bruxelles. Si les premières orientations de Bruxelles avaient été appliquées, seuls quatre départements (Nord, Pas-de-Calais, Seine-Maritime, Ardennes) auraient pu bénéficier des crédits du FEDER au titre des reconversions industrielles. Aujourd'hui, la liste des zones éligibles, sans être parfaite, apparaît aux yeux de Paris beaucoup plus satisfaisante. Ainsi, outre les quatre départements précités, sont retenus, par exemple, le nord du Cotentin, le bassin de Guingamp-Saint-Brieuc, le sud des Cévennes, Cholet, Châtelleraud, le bassin de Laci, une partie des Vosges, du Morvan, de la Meuse, Saint-Nazaire, La Rochelle.

De plus, la Commission a accepté le programme baptisé RESIDER (conversion des régions sidérurgiques), qui concerne la Lorraine du Nord et devrait prochainement donner son feu vert à un programme similaire, RENAVAL, dans les zones touchées par la fermeture des chantiers navals.



Zones retenues par la Commission européenne
Zones du programme sidérurgique

Ainsi, selon M. Chérèque, la France peut espérer obtenir de Bruxelles, au titre de la conversion industrielle, 1 milliard de francs en 1989 et une somme sensiblement supérieure en 1990, car le budget du FEDER est appelé à s'accroître pro-

gressivement. Mais, proportionnellement, les régions britanniques et espagnoles bénéficieront d'une plus large part de l'enveloppe communautaire.

F. Gr.

AFFAIRES

American Airlines achète cent cinquante Fokker-100

AMSTERDAM de notre correspondant

Enfant perdu de l'industrie néerlandaise il y a moins de deux ans, le constructeur aéronautique Fokker est en passe de devenir l'enfant prodige. Le contrat négocié avec la compagnie American Airlines pour l'achat ferme de 75 Fokker-100 et la demande en option de 75 autres appareils sont les plus grandes opérations jamais effectuées par une entreprise des Pays-Bas. Son montant total est estimé entre 6 et 7 milliards de florins, soit de 18 à 21 milliards de francs.

Formellement, l'affaire ne sera conclue que mercredi 22 mars à New-York à l'issue de la présentation annuelle de ses comptes par le transporteur américain, mais les dirigeants de Fokker n'ont pas résisté au plaisir d'officialiser, jeudi 16 mars, la bonne nouvelle, « sûre à 90 % ».

Exxon et Shell vont implanter en Normandie la plus grosse usine de plastique d'Europe

C'est en Seine-Maritime, à Notre-Dame-de-Gravenchon, que les deux premiers groupes pétroliers mondiaux, Exxon et Shell, qui figurent aussi parmi les leaders de la pétrochimie, vont implanter la plus grosse usine de plastique d'Europe. Les deux groupes, associés à 50/50 au sein d'une société commune, prévoient d'investir 1 milliard de francs environ pour produire d'ici à 1991 quelque 220 000 tonnes par an de polyéthylène de basse densité linéaire, un plastique résistant, servant notamment à la fabrication des emballages (sacs poubelle). Jusqu'à présent, Shell était absent de ce secteur, et Exxon, qui possède déjà cinq

usines similaires dans le monde (au Texas, au Canada et en Arabie saoudite) importait en Europe sa production suédoise.

Exxon a également annoncé la création sur son site normand, mais sans cette fois, d'une unité de polypropylène, utilisée notamment dans le moulage (pour l'automobile, l'emballage et la construction), d'une capacité de 140 000 tonnes par an. Au total, l'investissement envisagé par le groupe américain en France dépasserait 2 milliards de francs, et entraînerait la création de deux cent cinquante emplois directs.

lui-même, M. Enrique Iglesias, Paris et Ottawa ont décidé de lui donner jusqu'au 23 mars pour remettre officiellement ses propositions sur les quotas de pêche au large de Terre-Neuve et de l'archipel français de Saint-Pierre et Miquelon. C'est la quatrième fois que la date limite fixée à la table du médiateur normand est repoussée par les deux pays, est repoussée.

Exxon et Shell vont implanter en Normandie la plus grosse usine de plastique d'Europe. Les deux groupes, associés à 50/50 au sein d'une société commune, prévoient d'investir 1 milliard de francs environ pour produire d'ici à 1991 quelque 220 000 tonnes par an de polyéthylène de basse densité linéaire, un plastique résistant, servant notamment à la fabrication des emballages (sacs poubelle). Jusqu'à présent, Shell était absent de ce secteur, et Exxon, qui possède déjà cinq

LA VIE DES ENTREPRISES

Saint-Gobain lance le dialogue sur l'Europe sociale

Saint-Gobain a décidé de prendre l'initiative pour relancer l'Europe sociale. La direction du groupe vient de tenir, à son siège social de la Défense, une réunion « d'information et de débat », avec les représentants des syndicats de ses principales filiales (verre, céramiques, papier-bois) dans les pays de la CEE où il est implanté et où il emploie 85 000 salariés. Lors de cette réunion, qui rappelle les initiatives sociales européennes des groupes comme BSN, Bull ou Cernaud, la stratégie de Saint-Gobain a été présentée ainsi que le bilan des actions de formation en Europe (avec notamment l'Université européenne du verre). Pour le PDG, M. Jean-Louis Boffa, « l'Europe des entreprises doit intégrer la dimension sociale. Nous devons réfléchir, dès à présent, sur les procédures de négociation, la participation des salariés aux résultats, le dialogue économique et la formation ».

À titre de cette rencontre, qui sera renouvelée chaque année, M. Boffa a affirmé qu'un « dialogue ouvert et permanent avec les représentants des salariés » apparaît comme une « condition nécessaire à la construction d'un véritable socle social européen ».

La représentation du personnel aux Banques populaires. — Un accord a été récemment conclu entre la chambre syndicale des Banques populaires et les syndicats CFDT, CGT, FO et SNB-CGC sur « les conditions générales d'exercice des responsabilités syndicales dans le groupe ». Ce texte signé par tous les syndicats du cinquième groupe bancaire français prévoit notamment la possibilité pour chaque organisation de désigner deux permanents nationaux responsables syndicaux au niveau du groupe.

Énergétique... sociale. — Ancien directeur des ressources humaines aux Mutuelles unies (groupe AXA), M. Roger Ricco prend la direction des ressources humaines du CENECO (formation économique destinée aux entreprises). CENECO met en avant une méthode originale, l'énergétique sociale dont le but est de « repérer, guider et amplifier les énergies du personnel tout en diminuant les pesanteurs qui freinent leur développement ».

La mort de Guillaume Guinèy

Une grande carrière incomplète

Avec Guillaume Guinèy, qui vient de mourir dans sa quatre-vingtième année (il était né le 19 juin 1909 à Evreux, où son grand-père avait été sénateur et maire), disparaît la mémoire d'une grande intelligence. Peu d'hommes de sa génération et encore plus des suivantes avaient une connaissance aussi pénétrante des techniques monétaires et financières, de leurs ressorts cachés, de leur portée réelle et parfois supposée.

La carrière de cet ancien élève de l'École normale supérieure, qui garda de ses études une grande sagesse pour la philosophie (son soci, à cet égard, était de définir les fondements éthico-philosophiques du libéralisme économique qu'il ne cessa de professer), commença sous les auspices les plus brillants. Attaché financier à Moscou en 1937, il rejoignit le général de Gaulle à Alger en 1943, et de 1945 à 1953 il ne cessa d'occuper, rue de Rivoli, les plus hautes fonctions, notamment celle, à l'époque particulièrement délicate et importante, de directeur des finances extérieures (une politique budgétaire aberrante, discrètement critiquée par Guillaume Guinèy, vouait la France à un déficit extérieur chronique et humilant).

C'est à Bâle, où il fut directeur général de 1958 à 1963 de la moins connue mais de la plus influente et de la plus efficace (à cause de lui, notamment) institution monétaire internationale, la Banque des règlements internationaux (BRI), que

Guillaume Guinèy donna toute la mesure de ses capacités. Après quoi s'ouvrit l'ère des espoirs (et d'abord ceux qui les méritaient, au sein de l'administration française, mettaient en lui), puis, sans doute, des déceptions. Il était entendu, parmi ceux qui savaient, que le poste de gouverneur de la Banque de France lui reviendrait. Le pouvoir politique le lui avait promis. Mais le parfait gentleman était incapable de la moindre démarche en sa propre faveur.

Guillaume Guinèy, qui avait succédé à Jacques Rueff à l'Académie des sciences morales et politiques, est l'auteur de sept livres, dont certains — les philosophiques — s'inspirent de sa profonde foi chrétienne. Il a écrit aussi de nombreux articles, dans le Monde notamment, qu'il serait utile de pouvoir publier.

Ce très grand fonctionnaire, qui était par sa mère descendant des Rothschild, parvint à impressionner durablement l'autre administration des finances par sa rigueur et son bon sens. On cita longtemps, parmi les jeunes inspecteurs des finances, cet épisode : un samedi après-midi de l'été 1947, alors que règne une chaleur torride, un jeune fonctionnaire adresse respectueusement une note à Monsieur le directeur — il est 18 heures — pour lui demander un court entretien. La réponse de Guillaume Guinèy ne garde pas : « Volontiers, à la fin de la journée. »

PAUL FABRA.

PREFECTURE DE LA VIENNE

Direction des affaires décentralisées, de l'urbanisme et du cadre de vie
3^e bureau

PREFECTURE DE L'INDRE

Direction de la réglementation et de l'administration générale
4^e bureau

AVIS

relatif à l'enquête publique sur la déclaration d'utilité publique des travaux de construction, par Electricité de France, de la ligne électrique à deux circuits 400 KV VALDIVIENNE (86) EGUZON (36).

Le préfet de la région « Poitou-Charentes », préfet de la Vienne et le préfet de l'Indre, conformément à l'article interprétable du 1^{er} mars 1969, relatant la loi de l'ouverture d'une enquête sur la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne électrique à deux circuits 400 KV Valdivienne (86) - Eguzon (36), sollicités par l'électricité de France et sur l'état d'urgence relative à ce projet.

Sont désignés membres de la commission d'enquête :
— M. Louis BOULLON, ingénieur diplômé des Travaux publics en retraite, demeurant 24, rue Arthur-Rimbaud, 36000 Châteauneuf.
— M. Jean WICHT, docteur en droit, demeurant 189, route de Poitiers, 86200 Saint-Benoit.
La mairie de La Trinité-aux-Lacs est désignée comme siège de l'enquête et de la commission d'enquête.

Afin que tout intéressé puisse prendre connaissance du projet et faire part de ses observations, un dossier comprenant notamment un registre d'enquête sera déposé :

DANS LE DÉPARTEMENT DE LA VIENNE :
— à la préfecture de la Vienne à Poitiers ; à la sous-préfecture de Montmorillon ; à la mairie de Montmorillon ; à la mairie de Chateaufort ; à la mairie de Lussac-les-Châteaux ; à la mairie de Valdivienne ; à la mairie de La Trinité-aux-Lacs ; à la mairie de Cœur ; à la mairie de La Chapelle-Vieille ; à la mairie de Sillères ; à la mairie de Pindry ; à la mairie de Jorret ; à la mairie de Saint-Léon ; à la mairie de Thollet.

DANS LE DÉPARTEMENT DE L'INDRE :
— à la préfecture de l'Indre à Châteauneuf ; à la sous-préfecture de Bligny ; à la mairie de Bligny ; à la mairie de Bellerive ; à la mairie de Saint-Benoit-du-Sault ; à la mairie de Eguzon-Châteauneuf ; à la mairie de Ligné ; à la mairie de Dunet ; à la mairie de Frézac ; à la mairie de Sarrigné-Saint-Martin ; à la mairie de Romagne ; à la mairie de Saint-Civran ; à la mairie de Saint-Gilles ; à la mairie de Parnay ; à la mairie de Vignoux ; à la mairie de Bannay ; à la mairie de Bannay ; à la mairie de Coudré.

La consultation et le dépôt des observations sur les registres pourront avoir lieu pendant toute la période de l'enquête, de 10 heures à 12 heures les jours et heures d'ouverture des bureaux des préfectures, des sous-préfectures et des mairies mentionnées ci-dessus.

Les observations écrites pourront être adressées au président de la Commission d'enquête à l'adresse suivante :

M. Louis BOULLON, président de la Commission d'enquête
Mairie de La Trinité-aux-Lacs, 86200 LA TRINITÉ-AUX-LACS.

En outre, les observations de public seront reçues par la commission d'enquête aux dates et lieux suivants :

DANS LE DÉPARTEMENT DE LA VIENNE :
— le mercredi 19 avril 1989, de 9 heures à 12 heures à la mairie de Jorret,
— le mercredi 19 avril 1989, de 14 heures à 17 heures à la mairie de Pindry,
— le mercredi 20 avril 1989, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures à la mairie de Cœur,
— le jeudi 21 avril 1989, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures à la mairie de Montmorillon,
— le vendredi 22 avril 1989, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures à la mairie de La Trinité-aux-Lacs.

DANS LE DÉPARTEMENT DE L'INDRE :
— le mardi 24 avril 1989, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures à la mairie de Sarrigné-Saint-Martin,
— le mardi 25 avril 1989, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures à la mairie de Ligné,
— le mercredi 26 avril 1989, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures à la mairie de Dunet,
— le mardi 2 mai 1989, de 9 heures à 12 heures à la mairie de Saint-Gilles,
— le mercredi 3 mai 1989, de 9 heures à 12 heures à la mairie de Vignoux,
— le mercredi 4 mai 1989, de 14 heures à 17 heures à la mairie de Bannay.

Une copie du rapport et des conclusions de la Commission d'enquête sera tenue à la disposition du public pendant un an à la Préfecture de la Vienne (2^e direction - 3^e bureau) et à la Préfecture de l'Indre (1^{re} direction - 4^e bureau) et deux chacune des mairies où aura été déposé un dossier d'enquête.

ÉDITEUR en quête d'AUTEURS

Pour ses nouvelles collections important éditeur parisien recherche MANUSCRITS INÉDITS Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Vos manuscrits sont à adresser à

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE ÉDITEURS
8, rue Copernic - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08 - Téléc. : 612358 F

EN BREF

Le comité d'entreprise de Ruffa déboute. — Le juge des référés du tribunal de grande instance de Caen (Calvados) a déboute, le jeudi 16 mars, les représentants du comité d'entreprise de Ruffa (bâtiment et travaux publics) de leur plainte concernant la nullité des procédures de licenciement touchant quarante-quatre salariés de l'entreprise, en grève depuis le 14 novembre 1988. L'argumentation du CE reposait sur le non-respect des procédures d'information pour le plan de licenciements économiques et sur le non-respect des formes pour la nomination légale d'un expert comptable. Le juge des référés a estimé que le code du travail ne prévoit « nullement la prononciation de la nullité du licenciement si celui-ci est réalisé de manière irrégulière ».

Des salariés de Dassault manifestent à Paris. — Plusieurs milliers de salariés de la société Avions Marcel Dassault-Breguet Aviation (AMD-BA) - 5 000 selon

les organisateurs et 2 000 selon la police - ont manifesté le jeudi 16 mars dans les rues de Paris. Les employés viennent des districts AMD-BA de la région parisienne et de province, et plus spécialement de Colombiers, près de Toulouse où, selon les syndicats, 1 000 personnes sur 1 500 pourraient perdre leur emploi dans le cas d'une éventuelle reprise de l'usine par l'Adspatiale. Selon la direction d'AMD-BA, « aucune décision n'est encore prise » quant à l'avenir de l'usine de Colombiers, mais le comité central d'entreprise, convoqué le 23 mars pour statuer sur le sort du site, est maintenu.

Pêche à la morue : huit jours supplémentaires pour le médiateur. — La France et le Canada ont accordé un nouveau délai de huit jours au médiateur chargé par les deux pays de proposer une solution à leur différend sur la pêche à la morue, à l'issue du 18 mars le Quai d'Orsay. A la demande du médiateur

NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

Marchés financiers

Après avoir déposé son bilan

La BPP est mise en redressement judiciaire

Le tribunal de commerce de Paris a décidé le 16 mars la mise en redressement judiciaire de la Banque de participation et de placements (BPP) contrôlée par le groupe libanais Intra et anciennement présidée par Roger Tamaraz. La BPP avait déposé son bilan le 6 mars 1989 après avoir été interdite d'activité par la Commission bancaire, qui lui avait retiré son agrément en raison de la « profonde dégradation de sa situation financière ». Le tribunal a nommé M. Claude Delapierre administrateur judiciaire et M. Marie-José Josep représentant des créanciers de la BPP.

La décision du tribunal suscite plusieurs commentaires.

Le redressement judiciaire, disposition prévue par la loi Badinter de 1985 réformant le droit des faillites, donne un sursis de six mois à l'entreprise, que l'administrateur judiciaire soit un plan de continuation d'activité, soit un plan de cession. Avec la BPP, le cas se complique, dans la mesure où il s'agit d'une entreprise relevant à la fois du droit commun des sociétés et de la réglementation bancaire. Si le liquidateur désigné par la Commission bancaire lors du retrait d'agrément et l'administrateur judiciaire mettent au point une solution de reprise, la décision ultime n'appartient pas, comme pour toute autre entreprise, au tribunal de commerce, mais aux autorités bancaires — en l'occurrence le Comité des établissements de crédit — qui accordera ou refusera un nouvel agrément à la BPP.

C'est la première fois qu'une telle situation se présente depuis l'application de la loi bancaire de 1984 et de la loi Badinter.

La décision du tribunal peut paraître quelque peu contradictoire avec celle de la Commission bancaire. « Le tribunal a voulu sans nul doute préserver les intérêts des créanciers, mais aussi ceux de l'entreprise, en facilitant sa restructuration financière ou sa reprise », explique M. Durand, le liquidateur, dans un communiqué, le 16 mars.

Cela suppose l'existence de repreneurs ou de partenaires prêts à sou-

tenir un plan de poursuite de l'activité en reconstituant la BPP. Or la Commission bancaire, en décidant de retirer son agrément à la BPP, avait clairement signifié qu'il n'était pas de solution de reprise ni de possibilité de renforcement par les actionnaires (le groupe libanais Intra, dirigé par Roger Tamaraz).

Selon la Commission bancaire, le cas de la BPP est différent de celui de l'Al Saudi Banque, où des candidats repreneurs s'étaient fait connaître, les autorités bancaires françaises avaient pu inciter les banques de la place à contribuer au sauvetage et éviter le dépôt de bilan.

Il faut dire aussi que les montants en jeu n'étaient pas de même importance : les pertes estimées pour l'Al Saudi dépassaient les 2 milliards de francs ; pour la BPP, elles se situent entre 200 et 250 millions, essentiellement dues aux « franchises » de Roger Tamaraz. Sur les 800 millions de francs de bilan de la BPP, le financier libanais « pesait » pour quelque 400 millions de francs à l'actif et seulement 200 millions au passif.

Pour les déposants, la décision du tribunal ne modifie pas fondamentalement les choses. Par le mécanisme de solidarité mis en place par l'Association française de banques (AFB), chaque déposant se voit rembourser dans la limite de 400 000 francs. Ces remboursements devraient représenter 50 millions de francs sur un total de dépôts de quelque 300 millions. Cela ne préjuge pas du remboursement des montants supérieurs au plafond de 400 000 francs. Au vu des huit faillites bancaires depuis 1976, les créanciers ont récupéré entre 50 et 100 % de leurs dépôts, affirme l'AFB.

En revanche ne sont pas concernés par ce mécanisme de solidarité, qui existe peu ou prou dans les autres pays, les opérations interbancaires, qui représenteraient 180 millions de francs dans le cas de la BPP, les dépôts anonymes, les dépôts des « intéressés » (ainsi ceux de Roger Tamaraz) ou les dépôts anormalement rémunérés.

C. B.

La Lyonnaise des Eaux va lever 1,42 milliards de francs

Le groupe de la Lyonnaise des Eaux, qui préside M. Jérôme Monod, fait appel au marché financier. Il va lancer une émission d'obligations à bons de souscription d'actions avec faculté de rachat des bons (OBSAR) pour un montant de 1,426 milliards de francs. Cette émission comportera une tranche internationale de 620 millions de francs et permettra au groupe de développer ses activités de base, notamment les métiers liés au traitement de l'eau, en France et à l'étranger, par exemple en Grande-

Bretagne, où est en préparation un programme de privatisations.

Le montant des investissements consolidés a atteint pour les trois dernières années 8 milliards de francs, dont 3,9 pour la seule année 1988.

En 1988, au vu des informations actuellement disponibles, le chiffre d'affaires consolidé atteint 18,9 milliards de francs, en progression de 12,2 %, et le résultat consolidé 670 millions (+ 13,7 %). La part du groupe devrait atteindre environ 550 millions, en progression de 25 %.

Le décret sur la titrisation est signé. — Impatiemment attendu par les milieux financiers après le vote, le 23 décembre 1988, de la loi sur la titrisation des créances bancaires, le décret d'application est paru au Journal officiel du 11 mars.

Comme prévu, ne pourront être « titrisées » les créances d'une durée d'émission inférieure à deux ans, ce qui exclut le crédit à la consommation courante au profit de l'immobilier mais peut, toutefois, s'appliquer au crédit à l'automobile. La Banque de France est, en effet, soucieuse de ne pas favoriser encore la déviance des crédits aux ménages, déjà très active, et qui le serait encore plus si les banques pouvaient débarrasser leurs portefeuilles de ce genre de concours (Le Monde du 29-30 janvier 1989).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration de CREDITEL s'est réuni le 14 mars 1989 sous la présidence de M. Henri Filho et a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

Après dotation aux amortissements et provisions de 425 594 780,57 F, ces comptes font apparaître un bénéfice de 55 295 713,37 F, soit 13,82 F par action, contre 13,13 F l'année précédente.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires de fixer le dividende à 13 F, montant identique à celui de l'exercice précédent, après affectation de 2 764 785,67 F à la réserve légale et de 530 927,70 F au report à nouveau, porté ainsi à 25 313 993,28 F. Il est rappelé

qu'en raison du statut fiscal de la société, ce dividende n'ouvre pas droit à l'impôt fiscal.

L'activité du secteur immobilier est restée soutenue après l'importante croissance réalisée au cours des dernières années. A la fin de l'exercice 1988, les immobilisations nettes en location simple couvraient 88 % des fonds propres de la société.

Dans le secteur du crédit-bail en faveur des Télécommunications, les négociations avec France-Télécom concernant le programme à engager au titre de 1989 sont très avancées et portent sur un montant de 300 millions de francs HT.

NEW-YORK, 16 mars ↑

Nouvelle hausse

Plusieurs signes de ralentissement de la croissance économique aux États-Unis, ces derniers semaines, ont donné un nouveau coup de frein à la Bourse de New-York. Jeudi en fin de séance, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles gagnait 20,17 points à 2 340,71 points. Sur le marché actif avec quelque 196 millions de titres échangés, le nombre des hausses dépassait sensiblement celui des baisses : 921 contre 511 valeurs avaient leur cours inchangé.

Depuis le début de la semaine, le marché américain a progressé de près de 60 points à la suite de la publication d'indices allant tous dans le même sens. En effet, la production industrielle est restée inchangée en février, les mises en chantier ont tourné à 94,3 % de leur capacité de production contre 94,5 % en janvier et les mises en chantier de logements ont chuté de 11,4 %. Toutes ces statistiques confirment les signes récents de ralentissement de la croissance économique favorable à une contraction de l'inflation et des taux d'intérêt. Cette conjonction de bonnes nouvelles a stimulé la demande à Wall Street mais les investisseurs ont toutefois préféré rester prudents avant la publication, vendredi, de l'indice des prix de gros. Vendredi viendront par ailleurs à échéance une série d'options liées aux indices boursiers à terme. Ce facteur technique pourrait rendre le marché très nerveux, se traduisant par des mouvements erratiques des cours.

VALEURS	Cours de 16 mars	Cours de 16 mars
Alcoa	81 1/2	81 5/8
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101 1/2	101 3/4
De l'Etat de New York	47 1/8	47
General Electric	47 1/8	47 1/8
Gold	90 1/4	91 1/8
General Electric	47 1/8	47 1/8
IBM	101 1/2	101 3/4
A.T.T.	32 3/8	32 3/4
Boeing	88 1/8	88 1/4
IBM	101	

Marchés financiers

BOURSE DU 17 MARS

Règlement mensuel																		
Compte cote	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cote	Dernier cote	% + -	Compen- sation	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cote	Dernier cote	% + -	Compen- sation	VALEURS	Cours précéd.	Précéd. cote	Dernier cote	% + -	Compen- sation
3750	C.A.E. 2% *	2626	2626	2620	+ 2 28		3750	102 85	102 85	100 80	+ 1 75		3750	102 85	102 85	101	- 0 44	
1070	B.M.P. T.P.	1262	1262	1254	+ 1 12		1070	80 80	80 80	80 80	+ 0 00		1070	80 80	80 80	80 80	+ 0 00	
1200	C.C.F. T.P.	1226	1226	1218	+ 0 12		1200	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		1200	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
1126	Cad. Lyon, T.P.	1126	1126	1126	+ 0 00		1126	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		1126	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
1070	Wassell T.P.	1070	1070	1060	+ 0 40		1070	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		1070	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
1200	Wassell T.P.	1200	1200	1200	+ 0 00		1200	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		1200	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
1300	Thomson T.P.	1300	1300	1290	+ 0 20		1300	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		1300	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
1200	Thomson T.P.	1200	1200	1200	+ 0 00		1200	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		1200	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
686	Accor	686	686	686	+ 0 00		686	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		686	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
970	Al Liquid	970	970	970	+ 0 00		970	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		970	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
1070	Aliment	1070	1070	1070	+ 0 00		1070	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		1070	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690	2690	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00		2690	100 80	100 80	100 80	+ 0 00	
2690	Aliment	2690	2690															

Comptant (réflexion)

[illegible]**SICAV** (collection)

VALUES	Emulsion Frane Int.	Rechat net	VALUES	Emulsion Frane Int.	Rechat net	VALUES	Emulsion Frane Int.	Rechat net
A.A.A.	972.43	948.71	France Régions	1148.79	1115.35	Paris-Placements	258.05	251.74
Action	231.29	231.29	France Régions	26.70	26.08	Paris-Placements	720.41	697.29
AGF	515.09	521.14	France Régions	26.70	26.08	Paris-Placements	720.41	697.29
AGF Allocations	625.93	633.36	France Régions	33.04	32.85	Paris-Placements	7418.72	7418.72
Autofond	73.37	655.02	France Régions	1138.42	1138.42	Paris-Placements	6763.90	6763.90
AGF. Action (ex-CP)	1128.26	1098.79	France Régions	239.55	236.49	Paris-Placements	6992.78	6992.78
AGF. BDO	803.71	791.91	France Régions	984.00	943.71	Paris-Placements	157.07	113.94
AGF. BDO	1100.09	1009.14	France Régions	27.88	27	Paris-Placements	1700.95	1679.57
AGF. BDO	110.25	107.97	France Régions	4415.61	4404.80	Paris-Placements	114.18	111.12
AGF. BDO	112.55	116.20	France Régions	1581.43	1572.69	Paris-Placements	2232.98	2232.98
AGF. BDO	112.55	116.20	France Régions	1581.43	1572.69	Paris-Placements	122.53	119.22
AGF. BDO	10372.40	10372.40	France Régions	6059.16	6043.07	Paris-Placements	1.08	1.06
AGF. BDO	448.78	632.91	France Régions	159.35	155.84	Paris-Placements	164.10	161.67
AGF. BDO	220.04	212.09	France Régions	10369.80	10369.80	Paris-Placements	5643.36	5189
AGF. BDO	191.84	154.54	France Régions	1169.92	1129.14	Paris-Placements	801.41	822.84
AGF. BDO	6008.48	6728.03	France Régions	10203.61	10098.90	Paris-Placements	207.08	267.93
AGF. BDO	70.15	159.05	France Régions	12469.17	11879.07	Paris-Placements	237.36	197.98
AGF. BDO	637.7	635.80	France Régions	476.24	462.37	Paris-Placements	682.80	655.73
AGF. BDO	6342.95	6337.61	France Régions	200.29	194.46	Paris-Placements	584.94	466.39
AGF. BDO	1130.32	1108.32	France Régions	245.50	241.29	Paris-Placements	1212.74	1204.48
AGF. BDO	1130.32	1108.32	France Régions	245.50	241.29	Paris-Placements	408.22	477.13
AGF. BDO	1819.34	1819.34	France Régions	231.14	231.03	Paris-Placements	834.11	767.05
AGF. BDO	108.08	107.45	France Régions	239.31	236.19	Paris-Placements	12546.61	12546.61
AGF. BDO	123.01	115.43	France Régions	341.29	325.81	Paris-Placements	5907.67	5901.89
AGF. BDO	124.77	119.19	France Régions	251.00	249.85	Paris-Placements	10576.84	10576.84
AGF. BDO	117.62	112.28	France Régions	411.30	392.95	Paris-Placements	948.48	951.93
AGF. BDO	2678.25	2471.83	France Régions	143.30	136.80	Paris-Placements	719.73	704.17
AGF. BDO	1750.76	1750.46	France Régions	20.28	19.77	Paris-Placements	4479.50	4472.08
AGF. BDO	30.21	28.91	France Régions	390.42	382.67	Paris-Placements	619.50	600.69
AGF. BDO			France Régions	3259.67	3257.04	Paris-Placements	391.98	391.98
AGF. BDO			France Régions			Paris-Placements		

CS	Cours préc.	Dernier cours	Forster Forster Forster
----	----------------	------------------	-------------------------------

[illegible]

440	Soleno da Mide	476
080	Soma	91
100	Subtotal	202

[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		
	pois. 100	17/3	Achat	Vente	
Etats-Unis (5 1)	5 528	5 530	6 100	6 500	Or (100)
7051	7 050	7 050	7 600	8 000	100
Allemagne (100 DM)	338 400	336 610	328	349	100
11 108	10 188	10 188	10 520	10 850	100
France (100 F)	295 800	295 800	295 250	295 250	100
10 100	10 100	10 100	10 100	10 100	100
Japan (100 ¥)	82 000	82 000	82 000	82 000	100
10 100	10 100	10 100	10 100	10 100	100
Switzerland (100 S)	10 884	10 870	10 850	11 200	100
Gulden (100 Gulden)	4 020	4 030	3 700	4 500	100
1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	100
Italy (100 L)	365 700	364 030	382	404	100
10 100	10 100	10 100	10 100	10 100	100
Spain (100 pes.)	48 100	48 136	48 600	48 950	100
10 100	10 100	10 100	10 100	10 100	100
Sweden (100 kr.)	1 112	1 110	1 100	1 100	100
10 100	10 100	10 100	10 100	10 100	100
Denmark (100 kr.)	5 284	5 300	5 120	5 280	100
10 100	10 100	10 100	10 100	10 100	100
Japan (100 ¥)	4 948	4 930	4 670	4 990	100

Marché libre de l'or

MONNAIE ET UNITÉ DEVISE	COURS prix.	COURS 17/3	
100 frs (1000)	76500	76300	
1000 frs (10 000)	767500	765000	
10000 frs (100 000)	480	457	
100000 frs (1 000 000)	588		
1000000 frs (10 000 000)	400	422	
10000000 frs (100 000 000)	461	461	
100000000 frs (1 000 000 000)	578	577	
10 dollars	2710	2700	
100 dollars	1430	1385	
500 dollars	850		
1000 dollars	2240	2240	
5000 dollars	478	471	
10000 dollars			
100000 dollars			
1000000 dollars			
10000000 dollars			
100000000 dollars			
1000000000 dollars			
10000000000 dollars			
100000000000 dollars			
1000000000000 dollars			
10000000000000 dollars			
100000000000000 dollars			
1000000000000000 dollars			
10000000000000000 dollars			
100000000000000000 dollars			
1000000000000000000 dollars			
10000000000000000000 dollars			
100000000000000000000 dollars			
1000000000000000000000 dollars			
10000000000000000000000 dollars			
100000000000000000000000 dollars			
1000000000000000000000000 dollars			
10000000000000000000000000 dollars			
100000000000000000000000000 dollars			
1000000000000000000000000000 dollars			
10000000000000000000000000000 dollars			
100000000000000000000000000000 dollars			
1000000000000000000000000000000 dollars			
10000000000000000000000000000000 dollars			
100000000000000000000000000000000 dollars			
1000000000000000000000000000000000 dollars			
10000000000000000000000000000000000 dollars			
100000000000000000000000000000000000 dollars			
1000000000000000000000000000000000000 dollars			
10000000000000000000000000000000000000 dollars			
100000000000000000000000000000000000000 dollars			
1000000000000000000000000000000000000000 dollars			
100 dollars			
1000 dollars			
100 dollars			
1000 dollars			
100 dollars			
1000 dollars			
100 dollars			
1000 dollars			
100 dollars			
1000 dollars			
100 dollars			
1000 dollars			
100 dollars			
1000 dollars			
100 dollars			
1000 dollars			
100 dollars			
1000 dollars			
100 dollars			
1000 dollars			

Comptrolite	114 18	110
Comptrolite	373 32	358

Dracena	522 32	567 11	Lin Taper	238 71	215 25	Shen	247 22	431 84
Dracena-Franca	769 34	764 41	Loest-Romero Interact.	504 31	489 02	Shenett	412 93	216 77
Dracena-Portugal	306 80	1037 02	Louis postolunco	72 71	69 01	Shiner	433 08	421 49
Dracena-Slovenia	255 35	250 46	Lowell	102 08	105 25	S.H.L.	438 46	1032 38
Dracena-Slovenia	149 13	149 13	Lowell	102 08	105 25	S.H.L.	362 94	340 09
Dracena	1102 76	1036 45	Almaric	5478 83	5789 83	Sigge	306 05	19 10
Dracena	37169 28	37169 28	Almaric	5478 83	5789 82	Sigge	1427 82	1263 07
Dracena-Finlandia	305 17	377 25	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	516 05	45 13
Dracena-Finlandia	228 18	2005 13	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	1326 13	1002 43
Dracena	2047593	2047593	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	1127 05	1091 05
Dracena	254 47	267 93	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	1699 34	1295 57
Dracena	2681 70	2681 70	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	603 86	569 83
Dracena	4345 93	4335 01	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	84 01	82 36
Dracena-Finlandia	2555 40	2555 40	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	10772 70	5072 70
Dracena-Capital	616 28	616 28	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	8039 77	5051 25
Dracena-Capital	516 40	516 40	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	65 06	43 76
Dracena-Capital	1676 19	1635 96	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	108 48	104 82
Dracena-Industria	85 05	78 28	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	140 05	134 72
Dracena-Industria	632 80	615 06	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	111 00	111 50
Dracena-Industria	6302 57	6302 57	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	943 65	929 50
Dracena-Industria	129 01	178 76	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	1279 76	1253 49
Dracena-Industria	1294 01	1294 01	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	126 28	123 76
Dracena-Industria	12 61 23	12 61 23	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	2630 61	2630 47
Dracena-Industria	30 33	97 87	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	2367 29	2319 40
Dracena-Industria	4256 11	1023 04	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	182 02	182 02
Dracena-Industria	4252 82	1251 49	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	1220 94	1190 79
Dracena-Industria	4252 82	440 49	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	1048 74	1044 53
Dracena	1164 81	1143 48	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	561 80	565 19
Dracena	1054 94	1004 70	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	557 94	545 94
Dracena	1180 27	121 02	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	45476 74	45455 51
Dracena	5907 29	5608 42	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment	2260 45	2128 30
Dracena	28 57	28 56	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment		
Dracena	81785 18	81785 18	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment		
Dracena	1403 01	1372 17	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment		
Dracena	1403 01	1442 12	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment		
Dracena	246 23	246 23	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment		
Dracena	8279 05	712 79	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment		
Dracena	282 78	282 78	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment		
Dracena	101 05	88 02	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment		
Dracena	431 00	431 00	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment		
Dracena	461 05	465 48	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment		
Dracena	426 24	425 45	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment		
Dracena	96 70	95 50	Mont J.	5465 36	5465 36	Small Investment		

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 URSS : Le plénum du comité central et la situation de M. Boris Eltsine. — Le nouveau gouvernement yougoslave. 4 La préparation de l'élection présidentielle au Salvador. 6 Le conflit afghan. 7 La fin de la conférence islamique à Riyad.	8, 9 et 10 La préparation du second tour des élections municipales : Paris, Aix, Avignon, Sarcelles, Abbeville, la Réunion. 10 « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher. 11 Le silence du gouvernement accablé en Corse.	12 La réévaluation des carrières universitaires. — Les grèves dans les hôpitaux publics. — L'épiscopat français renouvelle son soutien au comité catholique contre le faim. 13 Le procès d'Yves Jobic.	21 Théâtre : rencontre avec Antoine Vitez. — L'imposant, de Georges Bernanos. 22 Musique : Xenakis à Bruxelles. — Lettres : la mort de Georges Blond.	27 Les Polonais peuvent acheter librement des devises. 29 La hausse des prix en février. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 26 Loto 25 Carnet 14 Météorologie 25 Mots croisés 18 Philatélie 25 Radio-télévision 24	● Réservez vos séjours à la montagne SEJOUR ● Municipales : les résultats complets du 1 ^{er} tour ELEC ● Chaque matin le mini-journal de la rédaction JOUR ● L'actualité 24 heures sur 24 AFP 3615 taping LM et 3615 taping LE MONDE

ROUMANIE : les pressions internationales sur le régime de M. Ceausescu

- La Commission de Bruxelles ajourne les négociations avec Bucarest
- Paris rappelle son ambassadeur en consultation

La pression internationale sur le régime de M. Ceausescu s'accroît. Jeudi 16 mars, alors que la Commission de Bruxelles déclarait sursoir jusqu'à nouvel ordre à la reprise des négociations avec Bucarest en vue de la conclusion d'un accord de coopération, Paris rappelait M. René Le Breton, son ambassadeur, en consultation, et le quai d'Orsay publiait un communiqué très sévère pour le régime roumain. Le ministre français des affaires étrangères annonçait également le report de la réunion de la commission mixte franco-roumaine qui devait se tenir les 22 et 23 mars à Paris. « Le gouvernement français est vivement préoccupé par les nouvelles en provenance de Roumanie selon lesquelles des mesures policières auraient été prises à l'encontre de personnalités qui ont récemment adressé une lettre ouverte au président Nicolae Ceausescu, indique le communiqué. Si tel était le cas, il s'agirait d'une grave atteinte aux droits de l'homme, totalement contraire aux obligations souscrites à l'égard des États membres de la CSCE, dont la Roumanie ».

Paris répond ainsi aux mesures de répression prises contre six anciens dirigeants communistes qui avaient critiqué le président roumain dans une lettre publiée samedi dernier et qui, selon des sources diplomatiques,

auraient été placés sous surveillance policière rapprochée. Le fils de l'un d'entre eux, haut fonctionnaire, aurait été arrêté sous l'accusation d'espionnage.

M. Michel Rocard avait lui-même ouvert le feu, le 6 février à Genève, contre les exécutifs de M. Ceausescu, en dénonçant dans une intervention remarquée devant la commission des droits de l'homme de l'ONU les conditions faites au « malheureux peuple roumain ». La Roumanie s'était distinguée le mois précédent à Vienne en étant la seule à se désolidariser de certaines dispositions relatives aux droits de l'homme figurant dans le document final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). A Genève, devant la commission de l'ONU, elle allait faire l'objet d'une offensive des pays occidentaux, Suède en tête, rejointe par la Hongrie, demandant l'envoi d'une mission d'enquête sur place.

Après avoir tenté d'éviter l'isolement, en laissant entendre qu'il accepterait de recevoir une telle mission, le gouvernement de Bucarest était revenu sur son offre, le jugeant sans doute trop risqué. Ce revirement lui valut d'être pour la première fois ouvertement « lâché » par la plupart des pays du pacte de Varsovie qui, en s'abstenant, firent

adopter une résolution condamnant les violations des libertés fondamentales dans ce pays.

Escalade dans la tension

Ces condamnations morales, même émanant des pays « frères », n'étaient apparemment pas de nature à infléchir le régime de M. Ceausescu, comme on le vit la semaine dernière, après le geste des six anciens dirigeants communistes. Les mesures adoptées par Paris, de même que l'attitude ferme de la Commission de Bruxelles exposée à Strasbourg, jeudi, par le commissaire Frans Andriessen, marquent ainsi une certaine escalade dans la tension. Le gel des négociations commerciales de la CEE avec la Roumanie était officiellement plusieurs mois. Il est désormais clair et officiel que la Roumanie fait exception dans le mouvement général de relance des relations économiques entreprises depuis l'été dernier par la Communauté avec tous les autres pays de l'Est.

M. Frans Andriessen répondait, jeudi, à Strasbourg, à une interpellation de M^{me} Simone Veil. Au nom du groupe libéral, celle-ci a demandé aux gouvernements européens de cesser tout achat à la Rou-

manie. « Ces exportations privent la population de produits de base, nous ne pouvons pas manger le pain des Roumains », a-t-elle dit.

La résolution, présentée par son groupe à l'Assemblée européenne jeudi, n'a cependant pas été retenue. Le texte finalement adopté, nous indique notre correspondant Marcel Scotto, est même, pour ce qui est des relations commerciales, quelque peu en retrait par rapport à l'attitude de la Commission, puisqu'il se borne à recommander à la délégation communautaire de « réaffirmer l'attachement de la CEE au respect des droits de l'homme », à l'occasion des négociations avec la Roumanie. Le Parlement se dit cependant « scandalisé » par les violations de ces droits et condamne notamment le programme « d'assimilation et de déplacement forcés des minorités, dont beaucoup sont obligées à l'exode ». Il apporte d'autre part son soutien au projet de parrainage par des municipalités d'Europe occidentale de huit mille villages roumains menacés de destruction par le gouvernement Ceausescu. Il invite enfin les gouvernements des Douze à « réexaminer » leurs relations bilatérales avec ce pays en fonction de l'évolution de la situation.

C. T.

Sur le vif

Gra-cra

Génial, le dessin de Trez aujourd'hui dans France-Soir. Les échos du prétoire où s'emparent Jobic-la-trique et l'aveuglement, l'aveuglement de comptes putes et des macs rigolards avec cette bulle sortant de la bouche d'un enfant : Et dire qu'ils veulent interdire les Crados ! Enfin, franchement, c'est à se pêter la rate, la stupeur effarée des adultes devant le succès foudroyant de ces images style Hara-Kiri, importées des États-Unis à l'intention des six-dix ans, une galerie de monstres baptisés Gustave-la-beuve, Virginie-l'aplatie ou Émile-la-Maurice, version nineties des hallucinants portraits fruits et légumes qui faisaient craquer les fars d'Arcimboldo à la cour des Habsbourg en 1500 et quelques.

Fallait voir, hier, à la télé, la chevrotante indignation de nos immortels barbons en habit vert à qui l'on demandait si ça craignait, ces Cragnos. Et comment ! C'est très laid, très moche, ça va les pervertir, nos pauvres agneaux innocents, ça va en faire des brutes et des truands. Ils dégoûtent de roussouisme guimauve, ils en mouillaient leurs palmes académiques.

Désolée, son petit, l'homme le fait à son image, celle que nous renvoie soir après soir dans une

hallucinante chevelure de folles sanguinaires, fanatiques et dépravées, le miroir de l'écran. Soyons justes, nos gosses ont quelque chose en plus. L'hypocrisie, ils connaissent pas, pas encore. Et le sens de l'humour, de la télévision, ça leur est passé, pas encore. C'est dans les cours de récré que se rassemblent les meilleures histoires drôles. C'est au dos de ces Dégueulades, qu'on s'arrache par millions chez les marchands de cahiers et de bonbons, à la sortie des écoles, qu'on trouve des certifs et des permis du genre : T'es une bosse de chameau, t'es dispensé de te lever à l'eau, ou Tires loin, tu deviendras ennemi public numéro un.

Moi je trouve ça marrant. Un pied de nez à la lancinante litane des parents : Va te coucher... Tiens-toi droit... Laisse ta sour tranquille... Si tu continues, tu finiras... L'insolence féroce et candide de cet âge bête, l'âge du pipi-caca-zizi, l'âge où l'on découvre dans un éclat de rire, hâles de courtisane, les dégoûtantes salopettes banyèdes sous le tapis par paps, mamen, m'sieur le commissaire, m'sieur le juge, m'sieur le maire, m'sieur le ministre et m'sieur le président.

CLAUDE SARRAUTE.

GRÈCE

Remaniement ministériel

ATHÈNES de notre correspondant

Engagé dans le scandale Kerkiras, le premier ministre grec, M. Andreas Papandreu, a procédé, vendredi 17 mars, à un remaniement ministériel avant d'aborder la campagne électorale des élections législatives du 18 juin prochain.

Le nouveau gouvernement ne comporte plus que quarante-trois membres, contre cinquante-quatre précédemment. Il n'y a aucun nouveau ministre, alors que ministres et secrétaires d'État quittent le gouvernement. Parmi eux, on signale le départ de M. Georges Petros, chargé de l'ordre public, et dont le nom avait été cité plusieurs fois à

propos du scandale Kerkiras, ainsi que celui de M. Vassos Rotis, ministre de la Justice, qui a été remplacé par M. Yannis Skoularikis qui quitte son poste de ministre délégué à l'Intérieur. La place de M. Agamemnon Kontoyorgos au ministère de la présidence du Conseil, est occupée par M. Anastassios Papadimitriou, qui garde aussi le ministère de l'Industrie. Enfin, le ministère

de l'ordre public est occupé par M.akis Tomatzopoulos, qui garde le ministère de l'Intérieur et donc la préparation des élections législatives en juin prochain. On attendait un « coup de balai », il n'y a eu qu'une redistribution des cartes, fut en substance le commentaire de la plupart des observateurs.

TH. M.

LES
CLÉS
DU
MAC

L'édition française de MacUser (US)

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS
VOULU SAVOIR SUR VOTRE MACINTOSH

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- MACINTOSH SE/30 : La puissance au banc d'essai
- STUDIO 8, PIXELPAINT 2.0, GRAPHISPAINT II La peinture sur écran
- 15 logiciels à découvrir

LE N° 4 VIENT DE PARAÎTRE

L'évolution de la délinquance et de la criminalité

Une tendance à la hausse

En présentant dans quelques semaines l'évolution de la criminalité et de la délinquance en 1988, M. Pierre Joxe devrait-il annoncer une augmentation après les baisses de 1985, 1986 et 1987 (respectivement - 2,78 %, - 8,02 %, - 3,68 %) ?

Clignotant au rouge pour Paris intra-muros : si durant le premier trimestre de 1988, la préfecture de police de la capitale avait enregistré une chute spectaculaire de 11,29 %, les mois qui ont suivi ont connu un spectaculaire retournement de tendance : + 2 % en octobre, + 4 % en novembre, + 6 % en décembre ainsi qu'en janvier dernier. Ces chiffres mensuels n'empêchent pas une statistique globale à la baisse pour toute l'année 1988, qui serait, pour la police judiciaire parisienne, de - 4,27 % et de - 3,02 % pour l'Île-de-France.

Les augmentations récentes concerneraient surtout la petite délinquance, les vols simples, vols à la roulotte, vols à l'arraché, etc. Cependant, les vols à main armée connaîtraient également depuis novembre 1988 une courbe ascendante. L'alerte est d'autant plus sérieuse que les statistiques parisiennes étaient en régulière diminution depuis 1984.

Comment expliquer cette brusque accélération ? Certains policiers proches de l'actuel gouvernement y voient la marque d'un zèle, non dénué d'arrière-pensées politiques, d'une partie de la hiérarchie poli-

cière. La gauche n'avait-elle pas déjà fait face à de fortes augmentations en 1981 et en 1982, avant de réussir à ralentir la hausse, puis à inverser la courbe en 1985, pour la première fois depuis 1976 ? Subjective, cette explication semble insuffisante.

Un double héritage

En fait, les chiffres parisiens traduisent un double héritage : les chiffres de 1987 illustraient déjà un ralentissement de la baisse de la délinquance et comportaient des augmentations préoccupantes dans certains secteurs : la loi d'amnistie et la grâce présidentielle de 1988, quoique limitées par rapport à celles de 1981, ont mathématiquement entraîné de nouveaux défilés, faute d'une réinsertion suffisante des anciens détenus.

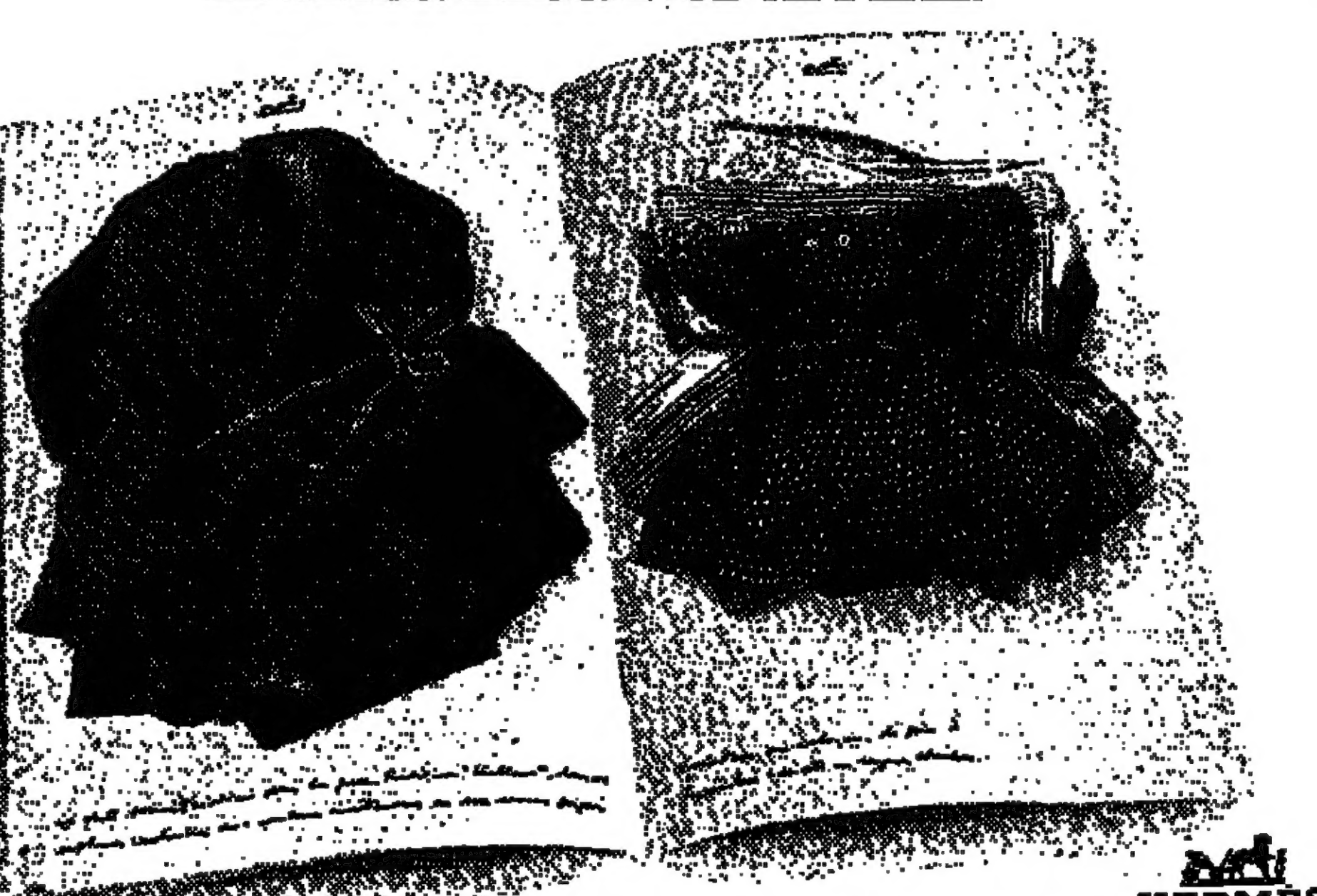
En 1987, la gendarmerie nationale, qui couvre les zones rurales et péri-urbaines, enregistrait une légère hausse de 0,11 %. Certaines grandes villes connaissent de fortes augmentations : + 4,48 % à Lille, + 3,22 % à Strasbourg, + 2,05 % à Marseille. Déjà le ministre de l'Intérieur constatait que la

petite délinquance était moins bien maîtrisée que la moyenne et la grande criminalité. Le poids de la toxicomanie se faisait lourdement sentir sur l'évolution du paysage, entraînant une multiplication de vols « alimentaires » et brouillant les frontières du banditisme avec des passages inattendus aux vols à main armée, notamment sur la voie publique.

La libération de 5 171 détenus a sans nul doute renforcé ces évolutions. A l'époque, le ministre de l'Intérieur s'était d'ailleurs fondé sur les pronostics alarmants de la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) pour en limiter l'ampleur. La DCPJ prévoyait en effet « une influence à la hausse, fin 1988, début 1989, inéluctable, notamment sur les petits vols » (le Monde du 17 juin 1988). Dans la même note, elle soulignait que « la préfecture de police de Paris prévoit, suivant l'ampleur de la loi d'amnistie, une hausse en 1988 pouvant aller jusqu'à 20 % », avant de conclure : « Une prévision France entière pour 1988 pourrait être un peu moins pessimiste : de 0 à + 10 % semble une fourchette raisonnable ».

EDWY PLENEL.

HERMÈS. ÉLÉGANCE-APPEAL.



La nouvelle Collection Hommes et le Carré d'Élégance vous attendent chez Hermès. Tél. 42.65.21.60 poste 4262.

HERMÈS
PARISMODE ET
JALOUSIE!

C'est un fait, nous connaissons tous cette jeune femme qui suscite la jalousie et la curiosité intense de ses meilleures amies !

« Elle porte dix fois plus de nouvelles robes, de vêtements "super" dans des tissus géniaux et cette Mode la rend si attirante. Pourtant elle ne dépense pas tellement... »

Vous voulez connaître son secret, le voler : faites comme elle, allez chez Rodin.

Vous y trouverez votre revanche sur cette rivale, au prix les plus doux, des tissus depuis 30 F le mètre. A vous, le bonheur dans la mode.

RODIN
36 CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

A C D E F G H

هكذا من الأصل